



Institut  
d'Etudes des  
Crises | Intelligence  
Economique et  
Stratégique

# Les frontières en Asie centrale

## De la géopolitique aux espaces de crise

**Note de recherche n°7**

**Antoine CRÉTIEN**

**Décembre, 2020**



IEC-IES

15 Quai Claude Bernard 69007 Lyon / [www.institut-crises.org](http://www.institut-crises.org)

[contact@institut-crises.org](mailto:contact@institut-crises.org)

L'Institut d'Étude des Crises et de l'Intelligence Économique et Stratégique (IEC-IES) est le premier centre de recherche français indépendant spécialisé sur l'étude des crises et sur l'intelligence économique et stratégique.

Créé en 2016 par Thomas Meszaros, l'Institut œuvre au développement d'une culture de l'anticipation et de la gestion des crises.

Ses travaux sont inscrits dans une démarche interdisciplinaire : il associe jeunes chercheurs, chercheurs confirmés et professionnels de ces domaines.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

**ISBN 2592-6802**

**© IEC - IES, 2020**

**Citer cette publication :**

Antoine CRÉTIEN, « Les frontières en Asie centrale. De la géopolitique aux espaces de crises »,  
*Notes de recherche de l'IEC-IES, n°7, Décembre 2020*

**IEC-IES**

15 Quai Claude Bernard 69007 Lyon

E-mail : [contact@institut-crises.org](mailto:contact@institut-crises.org)  
Site internet : [www.institut-crises.org](http://www.institut-crises.org)

## **Les notes de recherche de l'IEC-IES**

La complexité croissante des sociétés contemporaines, issue de la multiplication et de l'interdépendance des acteurs locaux, régionaux et globaux, leur hyperconnectivité et l'instantanéité de la circulation de l'information, a favorisé l'accroissement du nombre de crises d'intensité, de nature et d'origine différentes (politiques, sanitaires, technologiques, environnementales, médiatiques, nationales, internationales, transnationales...). La prévention et la gestion des crises sont devenues des enjeux majeurs pour les décideurs et la survie de leurs organisations. L'étude de la prévention et de la gestion des crises exige une approche transdisciplinaire et transversale qui réunit des chercheurs d'horizons variés et des professionnels issus de différents domaines d'activité.

Les notes de recherche de l'IEC-IES proposent une analyse des aspects théoriques, stratégiques, tactiques et opérationnels liés à la prévention et à la gestion des crises. Elles interrogent les concepts, les pratiques et les dispositifs mis en œuvre pour prévenir, anticiper, répondre aux crises et formulent des recommandations en vue de les améliorer.

Les notes de recherche de l'IEC-IES ont ainsi pour objectif de contribuer au rayonnement d'une culture de la crise en France.

### **Auteur**

Antoine Crétien est un jeune professionnel de l'intelligence économique et stratégique. Il a validé en 2020 un Master 2 en Relations internationales, parcours Intelligence stratégique et gestion des crises (ISGC) dirigé par Thomas Meszaros. Après avoir étudié au Lycée Militaire de Saint-Cyr et validé une licence en Histoire, il s'oriente vers les relations internationales et choisit de travailler sur la notion de crise au sein de la conflictualité internationale. Étudiant le russe et sensible aux enjeux soulevés par les nouvelles politiques de puissance, ses thèmes de réflexion sont tournés vers la Russie et l'ancien espace soviétique ; il travaille sur les problématiques de l'intelligence économique et stratégique, de la géopolitique et de la géostratégie.

### **Comité de rédaction**

**Rédacteur en chef** : Thomas MESZAROS

**Assistant d'édition** : Antoine CRÉTIEN

## Résumé

La présente note de recherche se propose d'étudier l'Asie centrale contemporaine au prisme de la crisologie, afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre au sein de ce territoire complexe. Région méconnue de l'Occident, l'Asie centrale contemporaine correspond aux cinq anciennes Républiques Socialistes Soviétiques (RSS) du Kazakhstan, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizistan et du Turkménistan, lesquelles sont devenues indépendantes en 1991, à la suite de la dissolution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). L'objet de cette étude est né d'un constat : la région centrasiatique est presque totalement inconnue des opinions publiques occidentales et seuls quelques experts s'intéressent à cet espace complexe. Le sujet et son développement, construits sous le tutorat du Colonel Samaran, sont donc destinés à faire ressortir les principales implications géopolitiques et géostratégiques liées à l'émergence de ces nouvelles Républiques, enserrées entre les deux géants que sont la Chine et la Russie, voisines de l'instabilité afghane, et situées au cœur du continent eurasiatique. Surtout, cette note a pour objet de lancer plusieurs pistes en vue de la formalisation d'une crisologie de l'Asie centrale, qui pourrait intéresser des études plus globales sur les crises et la conflictualité dans le champ des relations internationales. Nous verrons ainsi que la typologie des crises en Asie centrale est multiple et diverse. Politiques, interétatiques, environnementales, sociales et ethniques, les crises sont aussi culturelles ou imaginées et se déploient dans le champ des perceptions et des représentations collectives ; autant de domaines qui intéressent aujourd'hui les recherches crisologiques.



## Abstract

This research note proposes to study contemporary Central Asia through the prism of “crisology”, in order to better grasp the current dynamics at work within this complex area. Modern Central Asia seems to be neglected by the West despite its strategic dimension. Formed by the five past-Soviet Socialist Republics (SSR) of Kazakhstan, Uzbekistan, Tajikistan, Kyrgyzstan and Turkmenistan, these Republics became independent in 1991, following the dissolution of the Union of Soviet Socialist Republics (USSR). The purpose of this paper was motivated by this obvious observation: Central Asian area is almost totally unknown to Western public opinion and only a few experts are currently addressing this complex space. This paper was constructed under the tutorship of Colonel Samaran – former French Defense Attaché in Nursultan – and is thus designed to highlight the main geopolitical and geostrategic implications related to the emergence of these new republics. Enclosed between China and Russia – the two regional giants – these five Republics are located in the heart of the Eurasian continent, close to the Afghan instability. So, this note also aims to explore several approaches to formalize a “crisisology” of Central Asia, which could be useful for more global studies on crises and conflict in the field of international relations, because of the very diversity of Central Asian crises – from political and inter-state crises to environmental, social and ethnic ones. Crises are also cultural and thereby affecting collective perceptions and representations, especially vis-à-vis China – the new global player.

# Sommaire

INTRODUCTION .....	7
LES FRONTIERES EXTERIEURES DE L'ASIE CENTRALE : ENTRE CRISES ET OPPORTUNITES, DES ESPACES HAUTEMENT STRATEGIQUES. ....	16
1. <i>La frontière Nord et l'influence russe</i> .....	17
A. La frontière russe : un espace de « crise maîtrisée » .....	17
B. Le Kazakhstan : axe de pénétration de l'influence russe .....	21
C. Un impossible découplage de l'Asie centrale d'avec la Russie ?.....	24
2. <i>La frontière Est et le géant chinois</i> .....	27
A. Une brève histoire de la frontière entre crises et coopérations .....	28
B. Les enjeux de la présence chinoise en Asie centrale .....	31
C. Un espace de « crise imaginée » : la force des représentations collectives .....	34
3. <i>La frontière Sud et la nébuleuse de l'arc des crises</i> .....	36
A. L'Asie centrale face à l'Afghanistan .....	37
B. Au-delà de l'Afghanistan : une nébuleuse véritablement crisogène.....	39
C. Le flanc Sud par-delà les crises : les opportunités .....	42
LES NOUVELLES FRONTIERES INTER-REPUBLICAINES : DES CLOISONNEMENTS NATIONAUX AUX TENSIONS INTERETATIQUES.....	47
1. <i>De la frontière symbolique à la frontière réelle</i> .....	48
A. Horogénèse des frontières internes de l'espace soviétique.....	49
B. Des frontières artificielles ? .....	52
C. Des États fragilisés par leur enveloppe territoriale.....	55
2. <i>La crise territoriale centrasiatique depuis 1991</i> .....	57
A. De l'espace au territoire : teichopolitiques et programmes sociaux .....	58
B. Les principaux espaces de crise et leurs implications.....	61
C. État des lieux du règlement des questions frontalières en Asie centrale .....	65
3. <i>Biens communs et espaces partagés</i> .....	69
A. La vallée de Ferghana : un jardin fragmenté, jardin sacrifié ? .....	69
B. Crise des ressources hydriques et des espaces maritimes .....	73
CONCLUSION GENERALE .....	79
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE.....	84

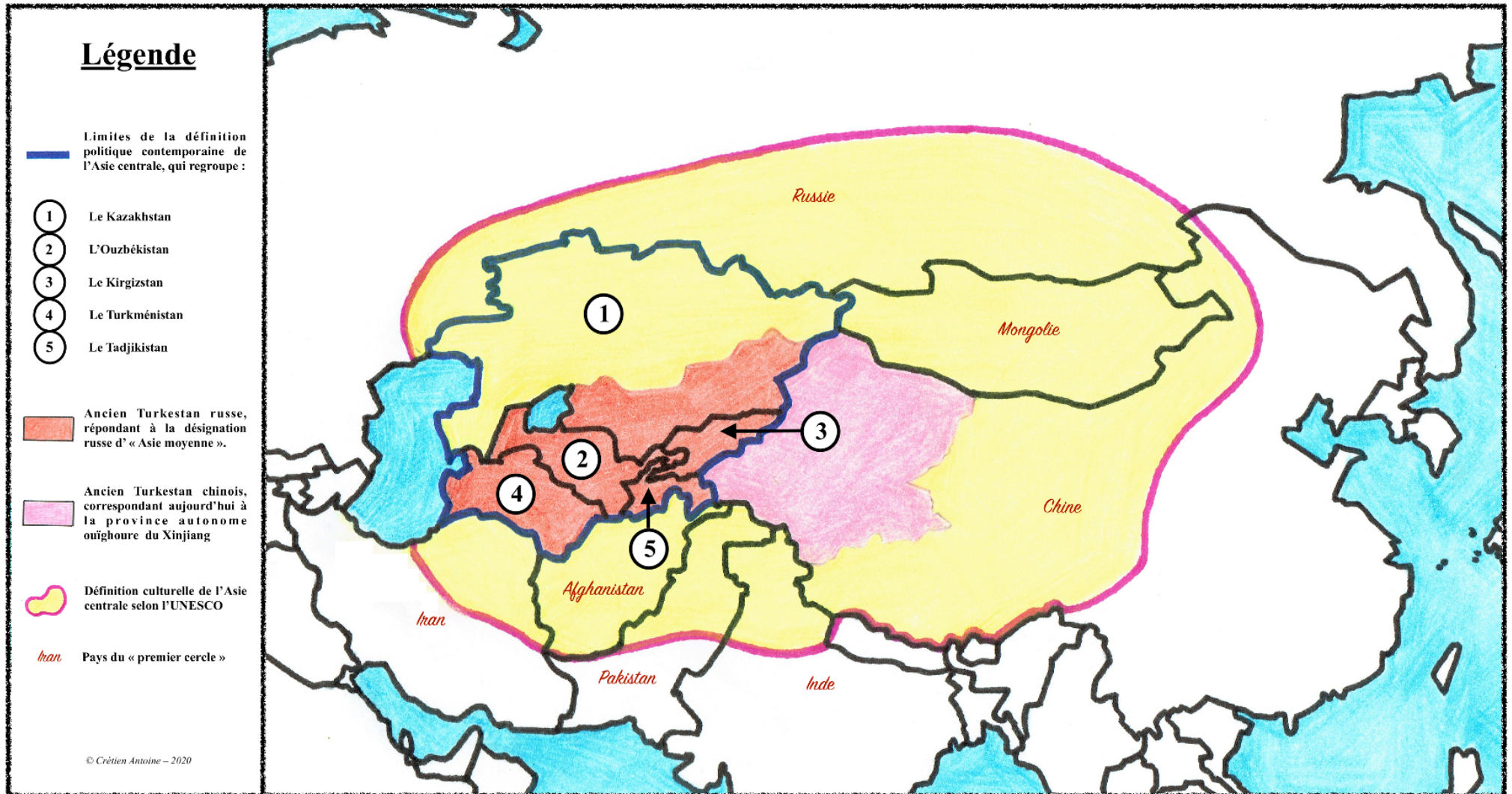
## Introduction

L'Asie centrale est avant tout un concept dont la « géographie variable » en fait un espace difficile à circonscrire ou, en tout cas, recouvrant des réalités différentes selon les acceptions que l'on veut bien lui donner. On peut distinguer une *grande Asie centrale* qui, d'après Olivier Roy, représenterait « tout l'espace où le monde turc des steppes est entré en contact avec la civilisation persane et musulmane »<sup>1</sup> ; il s'agirait en somme de la réunion des deux anciens Turkestan russe et chinois – c'est-à-dire un vaste espace s'étendant du Tatarstan russe et des bords de la Caspienne, aux frontières du Tibet et de la Mongolie, qui englobe le Xinjiang chinois. Pour autant, cette vision unitaire des populations turciques est essentiellement romantique : si elle peut servir certains discours politiques appelant à une forme de panturquisme, elle ne révèle pas les disparités socio-culturelles et politiques qui traversent ce vaste monde. En effet, en retenant des critères culturels, on pourra déjà distinguer deux Asie centrale : l'une de culture nomade, vivant dans les steppes et en milieu aride, qui couvrirait le vaste espace bordurier de la Sibérie ; l'autre, de culture sédentaire, vivant en espace clos et plus au Sud, dans les vallées encaissées des grands massifs montagneux, qui sont les bassins des deux grands fleuves de la région : le Tarim et l'Amou-Daria. Cette distinction culturelle a le mérite de correspondre de plus près aux réalités géographiques : elle permet de distinguer le vaste espace dépourvu de relief que constituent les steppes kazakhes, des massifs montagneux du Tian-Shan et du Pamir, qui se situent à l'extrémité du sous-continent indien et de la Chine continentale. C'est d'ailleurs dans cet esprit que s'est inscrite la tradition géographique russo-soviétique puisque celle-ci n'incluait pas le Kazakhstan dans ce qui était alors désigné comme « l'Asie moyenne » (Cf. infra – Figure n° 1). Ce concept regroupait les quatre anciennes RSS du Turkménistan, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, et du Kirghizistan, ainsi que le Sud du Kazakhstan et parfois le Nord de l'Afghanistan, la Mongolie, le Xinjiang et le Tibet chinois. Les steppes kazakhes étaient alors perçues comme une prolongation de l'espace sibérien (*i.e.* plaine de Sibérie occidentale) qu'il était nécessaire de distinguer des espaces accidentés sur ses marges.

---

<sup>1</sup> ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, Paris, PUF, 2010 (4<sup>e</sup> éd.), p. 7.

Figure 1 - L'Asie centrale : les frontières d'un concept



Toutefois, cette distinction entre le Kazakhstan et le reste de l'Asie Centrale contemporaine, qui répondait donc à des critères géographiques et culturels, a eu tendance à s'effacer à mesure que s'imposait, y compris dans la géographie russe, le terme d'Asie centrale qui recouvre quant à lui des réalités bien plus politiques. En effet, il est aujourd'hui communément admis de donner au terme « Asie centrale » une réalité historique et géopolitique contemporaine, en y regroupant les anciennes RSS du Kazakhstan, d'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et du Turkménistan<sup>2</sup>. Il s'agit donc ici de l'espace post-soviétique situé entre la mer Caspienne à l'Ouest, la Russie au Nord, la Chine à l'Est, et enfin l'Iran, l'Afghanistan et dans une moindre mesure le Pakistan et l'Inde, au Sud. Les frontières de ce concept sont donc profondément politiques et permettent de désigner, dans le temps de l'après Guerre froide, ce « nouvel espace » géostratégique, en proie au vide de puissance, dans lequel s'éri-geaient des milliers de kilomètres de nouvelles frontières internationales (Cf. supra – Figure n° 1).

Aux confins des mondes russe, chinois, turc, indien et iranien, cette région centrasiatique est d'une importance stratégique toute particulière. Au cœur de l'Eurasie le positionnement géographique de l'Asie centrale lui permet d'être à la fois une porte et un carrefour : dans une logique Nord-Sud, elle connecte le monde russe à l'Afghanistan et au sous-continent indien, tandis que dans une logique Est-Ouest, elle permet de connecter l'Europe et l'Asie. Elle est pourtant restée longtemps méconnue des Occidentaux<sup>3</sup>, en raison de l'éloignement mais aussi en raison d'un désintérêt pour l'histoire de cette région du monde, du fait du manque de sources écrites. Pourtant connue dès l'Antiquité (on parlait alors de Transoxiane – « au-delà de l'Oxus »), conquise par Alexandre, haut-lieu de la philosophie et de l'astronomie durant le Moyen-Âge, siège de nombreux et vastes empires, l'Asie Centrale a toujours été un point de connexion entre Europe et Asie, ne serait-ce que par l'existence des routes caravanières de la soie. C'est finalement l'analyse géopolitique qui permettra aux Occidentaux de

---

<sup>2</sup> C'est le choix retenu par exemple par Olivier Roy, qui participa à la « redécouverte de l'Asie centrale » grâce à la parution de son ouvrage : *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 1997, 326 p. Depuis cette étude fondatrice, la définition historico-politique de l'Asie Centrale comme étant formée par les cinq anciennes RSS de la zone n'a pas varié. C'est la définition reprise notamment par Julien Thorez, chargé de recherche au CNRS, dont les travaux sur la région font référence, depuis la publication de sa thèse « Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale – Géographie de la transformation post-soviétique » (Université de Paris X – Nanterre ; dir. Michel Sivignon, soutenue en 2005).

<sup>3</sup> C'est par exemple l'observation que fait Clive Lindley : « Pendant longtemps, l'Asie centrale resta *terra incognita* » (LINDLEY Clive, « Asie centrale : le heartland », *Le Débat*, Vol. 153, n° 1, 2009, pp. 115-130 : p. 117).



redécouvrir cet espace dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont notamment les Écoles britannique et allemande de géographie qui vont participer à cette redécouverte : l'École britannique en raison de la rivalité qui oppose l'Empire britannique à l'Empire russe sur le sous-continent indien (c'est ce que l'on appelle le « Grand Jeu » du XIX<sup>e</sup> siècle) ; et l'École allemande en raison d'un intérêt politique tout particulier pour l'Est européen, renforcé par une longue émigration allemande vers les territoires de l'Est européen (c'est le « Drang nach Osten » qui s'étale sur plusieurs siècles, du XII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup>). Une publication en particulier a marqué les esprits et a été promise à un bel avenir de critiques et de commentaires, celle de Halford J. Mackinder, en Avril 1904 dans le *Geographical Journal* britannique, où celui-ci tente de conceptualiser un *heartland* qui recoupe pour grande partie l'actuel espace centrasiatique, et qui serait un enjeu de puissance de premier plan pour qui serait candidat à la domination de l'Eurasie et, partant, du monde<sup>4</sup>. Une lecture critique de cet article permet toutefois de se rendre compte à quel point l'analyse est politique : c'est par rapport aux positions, problématiques et intérêts de la Grande-Bretagne que se positionne l'auteur dans le but notamment de justifier la présence britannique sur le sous-continent indien<sup>5</sup>. Cela prouve toutefois que l'Asie Centrale est un espace profondément stratégique du fait de sa position géographique et que, paradoxalement, sa situation de « confin des mondes » la place malgré tout au centre des vastes enjeux eurasiatiques, et des études stratégiques eurasiatiques<sup>6</sup>. Le foisonnement d'études sur l'Asie centrale et sa position dans la géostratégie mondiale vient aussi du fait qu'il s'agit d'un espace politique « nouveau » : les cinq Républiques centrasiatiques ne voient effectivement le jour qu'en 1991, à la suite de l'effondrement de l'URSS, alors que durant toute la

---

<sup>4</sup> MACKINDER H. John, « The Geographical Pivot of History », *Geographical Journal*, Vol. 23, n°4, Londres, Avril 1904, pp. 421-437.

<sup>5</sup> Voir notamment, sur ce point, les analyses d'Yves Lacoste et d'Arnaud Page : LACOSTE Yves, « Le pivot géographique de l'Histoire : une lecture critique », *in* : *Hérodote*, Paris, La Découverte, 2012/3, n°146-147, pp. 139-158 ; PAGE Arnaud, « Un "pivot" inamovible ? Genèse(s) et usages du Heartland de Halford J. Mackinder », *Outre-Terre*, Vol. 48, n°3, pp. 357-369).

<sup>6</sup> La multiplication du nombre de productions scientifiques dans le domaine des relations internationales et de la géopolitique concernant le concept mackinderien du *heartland* ou la place de l'Asie centrale dans la géostratégie mondiale atteste de cette situation. Une simple recherche sur *Google Scholar* permet de dégager 6470 nouvelles publications scientifiques sur l'Asie centrale et la géopolitique entre 2019 et 2020 (toutes langues confondues ; objet de la recherche sur critères booléens : ["Central Asia" OR "Asie centrale"] AND ["world politics" OR "geopolitics" OR "géopolitique"] ; réalisée le 23/08/2020). En comparaison, la région arctique, qui est également au cœur des enjeux géostratégiques eurasiatiques ne totalise que 3300 nouvelles publications scientifiques sur la période 2019-2020 (toutes langues confondues ; objet de la recherche sur critères booléens : ["Arctique" OR "Arctic"] AND ["world politics" OR "geopolitics" OR "géopolitique"] ; réalisée le 23/08/2020).

période soviétique, c'est-à-dire près de 70 ans, cet espace avait été largement clos et isolé du reste du monde. Très vite, l'intérêt stratégique de la région se réaffirme aux yeux des Occidentaux : la guerre d'Afghanistan, lancée en 2001, conduit par exemple la France à s'implanter au Tadjikistan et les États-Unis au Kirghizistan qui accueille également des appareils français et danois, dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* ; la position de ces Républiques d'Asie centrale, aux frontières de « l'arc des crises »<sup>7</sup> par son voisinage avec l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, conduit aussi cette région à être au cœur des intérêts occidentaux dans la lutte contre les trafics, le crime organisé et le terrorisme ; enfin, c'est la montée en puissance de la Chine et son grand dessein eurasiatique qui donne également à cet espace un intérêt stratégique tout particulier pour tenter de « contenir » la Chine et ses ambitions mondiales, notamment dans le cadre de son projet de nouvelles routes de la soie.

Ces différents enjeux qui sont à la fois sécuritaires, économiques et stratégiques placent l'Asie centrale dans des dynamiques profondément crisogènes, que ce soit au niveau macro ou au niveau micro. Car, même si les cinq Républiques centrasiatiques se distinguent par leur apparente stabilité, il existe de nombreux espaces de crise intra-régionaux liés au tracé des frontières, à la répartition et à l'exploitation des ressources (hydriques notamment), au développement des trafics et du crime organisé ou encore aux problématiques de l'intégration régionale et de l'insertion mondiale. Les indépendances ont en effet conduit à l'apparition de 15 230 km de nouvelles frontières internationales, correspondant aux huit limites régionales internes à l'URSS, qui délimitaient les Républiques entre elles, sans les séparer<sup>8</sup>. Conçues par des comités locaux soviétiques durant les deux premières décennies de l'URSS, ces nouvelles frontières internationales trouvent leur genèse dans le cadre de la politique soviétique des nationalités. Contrairement à une idée reçue, ces frontières ne sont pas totalement artificielles<sup>9</sup> ; elles relèvent au contraire d'arbitrages complexes entre les réalités

---

<sup>7</sup> Le concept d'arc des crises a été développé aux États-Unis pour désigner l'instabilité croissante de la zone arabo-persique à la sortie de la guerre froide. Sa définition géographique varie selon les contextes et les pays, mais s'étend toujours entre la Mauritanie et le Pakistan. Il désigne toujours un contexte de forte instabilité et de tensions qui menacent les intérêts occidentaux sur zone, notamment en termes d'accès aux ressources.

<sup>8</sup> La notion de frontière au sein de l'espace soviétique a une valeur symbolique de délimitation des nationalités, mais n'est pas un espace de rupture ou de séparation ; au sein du bloc socialiste, ce sont les frontières externes qui s'imposaient comme des espaces de rupture et de démarcation, non les frontières internes.

<sup>9</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n°132, Décembre 2003, pp. 433-



ethniques, linguistiques, économiques et historiques<sup>10</sup>. Alors que l'Empire russe avait créé deux gouvernements généraux pour la zone (celui des steppes et celui du Turkestan), en plaçant sous protectorat le Khanat de Khiva et l'Émirat de Boukhara, le pouvoir soviétique, après avoir vaincu les révoltes blanches ou indépendantistes en Asie centrale, va donc diviser l'espace en nouvelles républiques identitaires. La carte politique de l'Asie centrale va considérablement évoluer à partir de la situation soviétique initiale qui avait fondé deux Républiques Socialistes Soviétiques Autonomes (RSSA) – celle du Kirghizistan et celle du Turkestan – et deux Républiques Socialistes Populaires (RSP) – de Boukhara et de Khârezm. En 1924-1925 sont instituées les RSS d'Ouzbékistan et du Turkménistan, les RSSA du Tadjikistan et du Kazakhstan, ainsi que les Oblasts autonomes Karakalpak (qui devient RSSA en 1932) et Kirghiz (qui devient RSSA en 1926). En 1932, la RSSA Karakalpak est intégrée à la RSS d'Ouzbékistan, tandis qu'en 1936 les dernières RSSA sont transformées en RSS. Les frontières internes sont donc fixées définitivement au milieu des années 1930, et seule la frontière entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan subira encore quelques modifications marginales. Mais elles ne seront jamais des obstacles et symboliseront, au contraire, la capacité des peuples à s'unir autour du projet soviétique. En 1991, une dynamique paradoxale va s'engager : les frontières internes de l'Asie centrale vont être le support du cloisonnement national de chacun des États, tandis que les frontières externes vont s'imposer comme de nouveaux lieux d'ouverture et de connexion à l'espace-monde globalisé. La fermeture des frontières intra-régionales n'avait pourtant rien d'une évidence. Dans les années 1990, au moment même où s'affirmaient les idées

---

461 : « Une étude du tracé de ces frontières d'Asie centrale montre que, loin d'avoir été tracées de manière incongrue, les frontières obéissent à un ensemble de logiques qui, pour être fort complexes, n'en sont pas pour autant "artificielles" » (p. 434). Les auteurs s'opposent ici à Olivier Roy qui les considère comme « artificielles et fragiles » (Roy, 1997 : pp. 117-118) en ce qu'il s'agit d'un « concept scientifiquement vide, [qui] traduit un jugement de valeur [et] fait l'impasse sur le processus horographique » (p. 458).

<sup>10</sup> THOREZ, Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, nations et régions en recomposition », *Outre-Terre*, Vol. 48, n° 3, 2016, pp. 28-59. L'explication des réalités qui ont présidées à la formation des frontières se trouve dans le fait que ces frontières ont été élaborées en grande partie par les autorités locales : « la réforme territoriale fut largement élaborée aux échelons inférieurs du pouvoir. En particulier, les décisions du Comité central du parti bolchevique relatives à la localisation des frontières centrasiatiques s'appuyèrent sur les résolutions du Sredazburo [ndlr : Bureau pour l'Asie centrale], qui étaient elles-mêmes fondées sur les travaux du Comité territorial. Pour établir la localisation des frontières, les organes locaux et régionaux devaient mobiliser différents critères, des arguments démographiques et ethniques comme des arguments socioéconomiques et politiques » (p. 37).

« postmodernes »<sup>11</sup> qui mettaient en évidence le triomphe ultime de la mondialisation et du libéralisme, voire même la fin de l'Histoire et la disparition des frontières<sup>12</sup>. De grands projets régionaux tentaient alors de s'affirmer et, dans la veine de la Communauté des États Indépendants (CEI), qui devait regrouper les anciens pays soviétiques à l'exception des États Baltes, une construction politique régionale et inclusive aurait pu laisser aux frontières d'Asie centrale une dimension purement symbolique. Mais c'est au contraire la frontière comme expression de « l'exclusivisme territorial des États souverains »<sup>13</sup>, et comme support de construction des États-nations qui va s'imposer ici. Dans le même temps, l'impossible fermeture de la frontière avec la Russie et la réouverture des frontières avec la Chine, l'Iran et l'Afghanistan, puis la connexion avec le monde occidental, vont engager des évolutions différenciées et parfois contradictoires mais porteuses d'opportunités. En effet, si les frontières de l'Asie centrale sont des espaces de crise, elles véhiculent aussi de nombreuses opportunités. C'est particulièrement le cas sur les flancs Est – avec la Chine – et Sud – avec le sous-continent indien. Ces espaces sont en effet des voies de désenclavement essentielles au développement de l'Asie centrale et à son insertion dans les flux mondiaux. À ce titre, la Chine investit massivement pour développer les infrastructures et les tissus économiques locaux car le développement et la stabilité de l'Asie centrale est un enjeu d'importance stratégique pour Pékin en sa proximité immédiate avec le Xinjiang où la Chine cherche à consolider son autorité. Toutefois, comme nous le verrons, cette présence chinoise ouvre également de nouveaux espaces de crise, notamment dans le champ des représentations en raison de ses prétentions hégémoniques supposées.

---

<sup>11</sup> L'idée d'un monde « postmoderne » ou « post-westphalien » est une idée développée abondamment par les théories transnationalistes dans le champ des relations internationales. On se référera ici, par exemple, aux travaux de James Rosneau aux États-Unis ou de Bertrand Badie en France.

<sup>12</sup> Nous faisons référence ici à deux ouvrages étasuniens majeurs de la fin du XX<sup>e</sup> s. : OHMAE Kenichi, *The Borderless World*, New-York, Harper Business, 1990, & FUKUYAMA Francis, *The End of History and the Last Man*, New-York, Free Press, 1990. Ces deux ouvrages témoignent de la victoire provisoire du libéralisme et de l'idéalisme dans l'étude et la pratique des relations internationales en Occident. Toutefois, ces préceptes initiés par Montesquieu (idée du « doux commerce ») et Kant (idée de la « paix démocratique ») seront vite balayés par la réalité politique et sociale de la scène globale où la conflictualité, loin d'avoir disparue, se transforme, à mesure que s'impose la notion de crise dans le champ des relations internationales (Cf. par exemple, MESZAROS Thomas, « L'autonomisation du concept de crise dans le champ de la conflictualité internationale », *Le débat stratégique en revue*, RDN n°800, Paris, 2017, pp. 108-112).

<sup>13</sup> VISSCHER Charles (de), *Théories et réalités en droit international public*, Paris, Pedone, 1955, p. 35.

Ainsi, tant sur le plan des frontières intérieures que sur le plan des frontières extérieures, les enjeux géostratégiques sont nombreux. En ce sens, l'étude des frontières centrasiatiques apparaît comme un point d'entrée pertinent pour une réflexion géopolitique et crisologique. En effet, en tant que « fait spatio-temporel », commandé par « le triangle dynamique hommes, espace, temps »<sup>14</sup>, les frontières sont nécessairement un objet d'étude géopolitique. Mais elles intéressent aussi et surtout les théories des crises puisqu'elles sont le support de nombreuses problématiques crisogènes. Il s'agit donc ici de se fonder sur la complémentarité des analyses géopolitiques et crisologiques pour comprendre un environnement complexe. D'autant que ces deux démarches analytiques sont en elles-mêmes profondément multidisciplinaires, elles empruntent à la géographie, aux sciences sociales et politiques tout autant qu'à la psychologie et à l'histoire, autant de prismes nécessaires au développement d'une approche critique pertinente. Au-delà du réel, l'approche critique doit également investir les espaces symboliques et le champ des représentations pour mieux appréhender les crises imaginées qui se déploient dans les mentalités collectives. Cette étude consacrera ainsi plusieurs développements aux champs du symbolique et de la représentation, les différentes théories et études des crises ayant montré à quel point la question de la perception est centrale dans l'appréciation et l'analyse des phénomènes de crise<sup>15</sup>.

Dès lors, l'examen des frontières de l'Asie centrale en tant qu'espaces géopolitiques et espaces de crise permet de dégager différents axes d'étude. Il s'agit d'abord d'analyser les dynamiques internationales au travers des frontières extérieures, et notamment la proximité de l'ancienne métropole russe, l'ouverture sur la Chine et la connexion à « l'arc des crises » sur le flanc Sud. On observera à cette occasion que crises et opportunités se mêlent sur chacune de ces frontières extérieures et que cela conditionne les évolutions politiques et stratégiques de l'espace centrasiatique. C'est

---

<sup>14</sup> RAFFESTIN Claude, « Espace, temps, frontière », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol.18, n°43, 1994, pp. 23-34.

<sup>15</sup> Sur cette notion, se référer aux travaux fondateurs de Richard Snyder, et tout particulièrement : SNYDER Richard, BRUCK Henry, SAPIN Burton, *Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1954 ; cité notamment par Thomas Meszaros et Amaury de Coligny, qui nous rappellent que la rationalité dans les phénomènes sociaux que sont les crises n'est pas instrumentale mais interprétative et que « la question de la perception et les analyses sur les processus de décision en Relations internationales [...] ont irrigué les études sur les crises » (MESZAROS Thomas, COLIGNY Amaury (de), « Perceptions, décisions et rationalité dans la gestion des crises Éléments de réflexion sur la rationalité interprétative dans le cas de l'affaire Merah », *Stratégique*, 2015/3, n° 110, p. 139-151).

ensuite à l'étude des frontières intérieures qu'il faudra se soumettre pour comprendre comment leur transformation soudaine de tracés régionaux à dyades internationales a conduit à la multiplication des crises frontalières. Il s'agira aussi à cet effet d'observer que les frontières restent des éléments déterminants de l'identité géopolitique des États tout autant qu'un enjeu stratégique en elles-mêmes. Observations d'autant plus vraies dans le contexte de la « modernité liquide » et de l'internationalisation des risques, des menaces et des crises, lesquelles n'épargnent pas, bien au contraire, l'Asie centrale.

## Les frontières extérieures de l'Asie centrale : entre crises et opportunités, des espaces hautement stratégiques.

Avec l'indépendance des cinq anciennes RSS d'Asie Centrale, de nouvelles frontières internationales se créent. Surtout, cet espace n'est plus cloisonné au nom de la doctrine socialiste et s'ouvre sur le monde. La Russie, qui partage désormais avec le Kazakhstan la plus longue frontière continue au monde (6 846 kilomètres), reste un acteur important pour la région malgré l'implosion de l'URSS et n'y opère pas, comme en Europe de l'Est, un repli définitif. Aussi, la région s'ouvre sur la Chine, à l'Est, et sur l'Afghanistan et l'Iran, au Sud. On comprend donc qu'en s'ouvrant sur la République Islamique d'Iran, en proie à l'hostilité internationale, et sur l'Afghanistan, en guerre depuis les années 1970, l'Asie Centrale se connecte donc, dès 1991, à des espaces profondément crisogènes tout en étant enserrée entre les deux géants que sont la Russie et la Chine. Les frontières extérieures de l'Asie centrale vont donc profondément conditionner le positionnement stratégique de ces nouveaux États et leur imposer de nombreux défis, d'autant que les cinq Républiques centrasiatiques vont préférer se tourner vers le monde extérieur plutôt que penser leur intégration régionale comme nous le rappelle Frederick Starr<sup>16</sup> : « Les États qui succèdent à un empire ignorent toujours leurs voisins, parce qu'ils affirment leur souveraineté et veulent tisser des liens avec un monde extérieur dont ils ont été coupés »<sup>17</sup>. De cette ouverture sur une nouvelle modernité, dans le contexte post-Guerre froide, nous retiendrons trois éléments essentiels et profondément constitutifs de l'évolution de ces États et de leurs stratégies : premièrement, l'immense frontière Nord avec la Russie, sur un terrain quasiment dépourvu de relief, a permis à la puissance russe de se préserver en cette région, sur laquelle elle exerce toujours une profonde influence ; deuxièmement, la

---

<sup>16</sup> Stephen Frederick Starr, né le 24 mars 1940, est un professeur-chercheur américain spécialiste des relations internationales, de la Russie et de l'Asie centrale. Il est le fondateur et le président de l'Institut Asie centrale-Caucase et a conseillé trois présidents étasuniens sur les questions eurasiennes et russes. Il a également organisé et coécrit les premières études stratégiques sur l'Asie centrale, le Caucase et l'Afghanistan, pour le Comité des chefs d'États-majors interarmées de l'Armée étasunienne en 1999.

<sup>17</sup> STARR Frederick, « Plaidoyer pour une Grande Asie centrale », *Politique étrangère*, 2008/3, Automne 2008, pp. 549-560.

réouverture de la frontière avec la Chine a donné à cette dernière l'occasion de repenser son insertion eurasiatique et a également créé un nouvel espace de crise en lien avec les tensions politiques et sociales au Xinjiang ; troisièmement, les nouvelles frontières extérieures au Sud, avec l'Iran et l'Afghanistan, ont directement connecté cette région à « l'arc des crises » et lui ont donné une importance stratégique toute particulière pour les Occidentaux, notamment dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*. Cette triangulaire nous permet d'observer qu'il est effectivement nécessaire de lier les études géopolitiques et crisologiques pour mieux comprendre les rapports internationaux des espaces complexes. En ce sens, l'étude des frontières extérieures est éclairante : si ces frontières répondent d'enjeux géopolitiques et géostratégiques fondamentaux, elles s'imposent aussi comme des espaces de crise et particulièrement dans le champ des représentations, comme nous le verrons notamment vis-à-vis du géant chinois.

## 1. La frontière Nord et l'influence russe

La Russie n'a pas opéré, en Asie centrale, le même repli et la même contraction que ce qui s'est observé en Europe de l'Est à la chute de l'URSS. Là, mis à part en Ukraine et en Biélorussie, la Russie n'exerce plus une influence notable sur ses anciennes RSS. La situation est bien différente pour les cinq nouvelles Républiques d'Asie centrale, lesquelles restent très dépendantes de Moscou, qui d'ailleurs considère le maintien d'une influence forte sur cet « étranger proche » comme une question de sécurité nationale. La longue frontière entre la Russie et le Kazakhstan est ainsi une problématique essentielle à l'étude du positionnement international de l'Asie centrale. Ce put être un espace de crise, c'est aujourd'hui un espace de coopération et de pénétration d'une influence russe globalement bien acceptée, et vue comme protectrice, voire essentielle à la sécurité régionale.

### A. La frontière russe : un espace de « crise maîtrisée »

La frontière Nord avec la Russie n'est pas aujourd'hui un territoire de crise ; il s'agit au contraire d'un lieu de coopération et d'échanges, alors même qu'en 1991, cet espace comportait de nombreuses potentialités de crise. Pourtant, aucune crise

majeure n'est survenue dans cette région ; on peut donc parler, à propos de la frontière russo-kazakhstanaise, d'un espace de « crise maîtrisée ». C'est cette notion qui sera ici développée, à travers cet exemple, et en comparaison avec d'autres espaces de crise ouverts sur les frontières de l'ex-URSS, et notamment avec la frontière russo-ukrainienne.

Lorsque, le 16 décembre 1991, le Kazakhstan proclame son indépendance, sa situation politique et sociale est particulièrement fragile. Parmi les pays d'Asie centrale, le Kazakhstan était sans doute le pays le plus intégré au monde russe, et comptait d'ailleurs une importante part de Russes ethniques dans sa population, qui était d'ailleurs majoritairement russophone<sup>18</sup>. Les Kazakhs ne représentaient en effet que 39,7% de la population nationale en 1989 tandis que la part des Russes ethniques atteignait 37,8%<sup>19</sup> ; ils étaient d'ailleurs majoritaires dans les régions bordurières de la Russie<sup>20</sup>. Le pays, qui n'avait pas réellement recherché l'indépendance<sup>21</sup>, a tout de suite pensé à une possible sécession des Russes kazakhstanaï, qui auraient pu revendiquer le droit de se rattacher à la mère patrie tant la colonisation russe des espaces nord du Kazakhstan avait été effective. Toutefois, plusieurs facteurs politiques et sociaux ont conduit à ce que cette région ne soit pas l'objet d'une crise diplomatique et militaire avec Moscou. Proches de la frontière, de nombreux Russes ont fait le choix d'un départ volontaire vers la Russie, d'autant que les régions agricoles et industrielles centre et nord du Kazakhstan étaient les plus touchées par la crise économique et sociale qui affecta durement le pays au moment de son indépendance<sup>22</sup>. Les Russes ethniques au Kazakhstan sont ainsi passés d'un peu plus de six millions d'individus en 1989 à près de 4,5 millions en 1999/2000 puis à un peu moins de 3,8 millions en

---

<sup>18</sup> Héritage des périodes de domination russe, les pays d'Asie centrale distinguent la citoyenneté (appartenance étatique) de la nationalité (appartenance ethnique). On peut ainsi parler de Russes kazakhstanaï. D'autre part, les populations russophones englobent une réalité plus large : il s'agit de l'ensemble des populations ayant la langue russe en partage et installées, de gré ou de force, en Asie centrale (Ukrainiens, Polonais ...).

<sup>19</sup> Source : recensements et évaluations (THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2015, p. 40/43).

<sup>20</sup> Les Russes étaient majoritaires, en 1989, dans quatre oblast : Kazakhstan Oriental (50,87%) ; Kazakhstan Septentrional (51,49%) ; Akmola (54,09%) ; Almaty (57,40%). Ils ne le sont plus aujourd'hui dans aucune région, même au Kazakhstan Septentrional qui comptait encore 50,43% de Russes en 2009. Source : *Ministry of National Economy of the Republic of Kazakhstan Committee on Statistics*.

<sup>21</sup> Julien Thorez, géographe, chargé de recherche au CNRS, membre du laboratoire Mondes iranien et indien, parle à ce propos d'une « indépendance acceptée plus que recherchée » (THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 14).

<sup>22</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 118.



2009/2010<sup>23</sup>. Toutefois, c'est aussi et surtout le jeu politique habile de l'élite politique kazakhstanaise qui a permis d'éviter des crises majeures avec la Russie, comme ce put être le cas en Estonie, en Lettonie ou, plus récemment, en Ukraine. En effet, le nouveau pouvoir central s'est attaché à développer une conception particulièrement inclusive de la citoyenneté kazakhstanaise afin d'intégrer les différentes minorités et de préserver leurs droits<sup>24</sup>, tout autant que pour annihiler ainsi toute tentation séparatiste de la part des régions majoritairement peuplées de Russes ou de populations russophones. Le Kazakhstan a ainsi accordé, en 1991, la citoyenneté kazakhstanaise à l'ensemble des habitants sur son territoire. Cette politique connaît son exact inverse en Lettonie et en Estonie, où les jeunes États ont refusé de donner la citoyenneté aux Russes établis sur leur territoire, conduisant ainsi à une profonde crise sociale pour ces populations non-intégrées, et à de récurrentes crises politiques avec la Russie. On pense par exemple aux quelques 240 000 individus habitants de Lettonie, soit un peu plus de 10% de la population, qui sont toujours considérés comme « non-citoyens », au premier lieu desquels les Russes qui représentent 65,6% des « non-citoyens »<sup>25</sup>.

La dynamique kazakhstanaise fut donc tout à fait contraire à celle des États baltes par exemple et, malgré une valorisation évidente de la nationalité titulaire kazakhe, le pays « a privilégié une approche englobante de l'identité »<sup>26</sup>. Le russe conserve ainsi un statut officiel au Kazakhstan tandis qu'une Assemblée du peuple garantit la représentativité des différentes nationalités au Parlement. Cette Assemblée élit en effet des représentants pour le Majilis (chambre basse) et le Sénat à chaque législature. Enfin, c'est également par *la construction territoriale de l'indépendance*<sup>27</sup> qu'a été garantie la paix sociale et que des crises d'envergure ont pu être évitées. On pense ici notamment à la décision radicale des autorités kazakhstanaïses de doter le pays d'une nouvelle capitale politique en 1997 ; le pouvoir est ainsi transféré d'Almaty à Akmola (ancienne Tselinograd devenue Astana puis Nour-Soultan en 2019). L'un des arguments justifiant ce déplacement du cœur politique kazakhstanaïse est ainsi « la

---

<sup>23</sup> Source : recensements et évaluations (THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 43).

<sup>24</sup> DAVENEL Yves-Marie, *Renouveau culturel et diversité nationale au Kazakhstan. Les associations culturelles tatares*, Paris, Petra, 2013, 314 p.

<sup>25</sup> Source : *Office of Citizenship and Migration Affairs* (Lettonie – 2017).

<sup>26</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 41.

<sup>27</sup> D'après le titre de l'article : THOREZ Julien, « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *Flux*, n°70, 2007, pp. 33-48.

volonté de conforter la souveraineté kazakhstanaise sur les régions septentrionales russophones » comme l'avance Julien Thorez<sup>28</sup>. Cette dynamique kazakhstanaise particulièrement inclusive a permis à la frontière nord du pays de rester un espace de stabilité politique et de paix sociale, malgré toutes ses potentialités crisogènes. Le parallèle avec l'Ukraine est ici saisissant : espace de « crise maîtrisée » au Kazakhstan, la frontière avec la Russie est, en Ukraine, un espace de crise majeur. La Révolution orange (2004) puis Euromaïdan (2014) et le rapprochement de l'Ukraine d'avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union Européenne (UE) ne peuvent à eux seuls expliquer la dégradation de la situation. Car le Kazakhstan entretient de bonnes relations avec les institutions occidentales<sup>29</sup> et mène également, depuis 2006, des exercices militaires conjoints annuels avec l'OTAN baptisés *Steppe Eagle*. C'est sur le plan des représentations qu'il faut ici se placer : en Ukraine, le statut du russe comme langue officielle a été abrogé en 2014, y compris pour l'enseignement dans les régions majoritairement russophones, et les communautés russes séculaires en Ukraine ont vu leur statut se détériorer rapidement face à une « ukrainisation à marche forcée »<sup>30</sup>. Cette politique ne pouvait que conduire à une impasse, et provoquer une crise majeure avec Moscou, face à la profondeur historique des liens entre la Russie et l'Ukraine.

Ce ne fut pas le cas au Kazakhstan, même si le pays mena des politiques citoyennes habiles « valorisant la nationalité titulaire »<sup>31</sup>. L'intégration réussie des Russes à la vie politique et sociale kazakhstanaise a d'ailleurs été mise au crédit du Premier Président, Noursoultan Nazarbayev, issu de la nomenklatura soviétique, lequel a réussi à maintenir l'unité et l'harmonie du pays. L'ouverture progressive d'une ère politique post-Nazarbayev, laisse toutefois entrevoir quelques difficultés pour les Russes kazakhstanaïses et pour les communautés russophones comme le relèvent

---

<sup>28</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 38.

<sup>29</sup> Le Kazakhstan est membre du Conseil de coopération nord-atlantique depuis 1992 (devenu le Conseil de partenariat euro-atlantique en 1997) ; il a adhéré au Partenariat pour la paix de l'OTAN en 1995 et a conclu un accord de partenariat et de coopération (APC) avec l'UE dès 1999. Le pays a même présidé l'OSCE en 2010 et sa diplomatie « multivectorielle » lui permet d'entretenir de très bonnes relations avec les États occidentaux.

<sup>30</sup> D'après le titre de l'article : TARANKO ACOSTA Nikita, « Ukrainisation à marche forcée », *Le Monde Diplomatique*, n°782, Mai 2019, p. 9. Voir aussi, sur ce sujet : TARANKO ACOSTA Nikita, « Russophones en Ukraine : minorité ethnolinguistique ou majorité fonctionnelle ? », *Center For Russia and Eastern Europe Research*, Genève, Mars 2019.

<sup>31</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 41.

certain experts<sup>32</sup>. C'est pourquoi l'on parle ici d'un espace de « crise maîtrisée » car une dégradation brutale de la condition des communautés russophones au Kazakhstan, comme dans tout autre pays d'Asie centrale, serait perçue comme une provocation par le Kremlin. Les potentialités de crise sont donc toujours présentes même si elles diminuent à mesure que les communautés russophones se réduisent et que la part des Russes ethniques dans la population diminue, y compris dans les régions qui étaient en 1991 majoritairement peuplées de Russes. Il ne faut donc pas appréhender la notion de « crise maîtrisée » comme statique mais comme une dynamique ; les potentialités de crise sont toujours présentes même si atténuées, et la politique inclusive du Kazakhstan devra se poursuivre jusqu'à ce que l'homogénéisation ethnique soit parfaitement et pacifiquement réussie. La population de la ville de Noursoultan illustre d'ailleurs cette dynamique à l'œuvre : les Kazakhs qui n'y étaient que 17% en 1989 représentent aujourd'hui plus des trois quarts de la population.

## B. Le Kazakhstan : axe de pénétration de l'influence russe

Si la population russe en Asie centrale est en constante diminution depuis la fin de l'URSS<sup>33</sup>, l'influence de la Russie sur cette région n'est pas en déclin pour autant. Au contraire, elle profite de certaines problématiques, notamment sécuritaires, pour se renforcer. Depuis la colonisation entamée sous l'Empire russe, l'Asie centrale a toujours été pensée par les autorités russes comme un glacis protecteur tout autant qu'un pivot essentiel pour pénétrer le sous-continent indien. Aujourd'hui encore, ces deux aspects sont au cœur de la stratégie d'influence de la Russie en Asie centrale dont la présence reste prégnante.

« Seule une vision centrée sur l'Europe et sur les États-Unis permet de croire que la Russie serait isolée » ; ainsi débute l'analyse de Céline Marrangé, chercheuse

---

<sup>32</sup> C'est le cas par exemple de Paul Goble, chercheur émérite de la *Jamestown Foundation* (États-Unis), ancien Directeur de la recherche et des publications à l'Académie diplomatique d'Azerbaïdjan. Il écrit ainsi en 2019 : « *Although there are still no official statistics as to its size, the exodus of ethnic Russians and Russian-speakers from Kazakhstan has clearly accelerated since Nursultan Nazarbayev resigned as president* » ; « *the emerging post-Nazarbayev leadership appears less interested than him in balancing the interests of ethnic Russians and ethnic Kazakhs; instead, the incoming political elite looks more committed to a "Kazakh first" approach* » (GOBLE Paul, « Nazarbayev's Departure Triggering New Russian Exodus From Kazakhstan », *Eurasian Daily Monitor Volume*, n°16, Issue n°52).

<sup>33</sup> Sur l'ensemble des cinq Républiques d'Asie centrale la population de Russes ethniques passe de plus de 9,3 millions en 1989 à 5,1 millions en 2010 (soit une baisse de 45%).

à l'IRSEM, sur *La posture internationale de la Russie depuis l'annexion de la Crimée*. La Russie a en effet opéré une réorientation de sa diplomatie et de sa stratégie globale vers « des régions du monde qu'elle avait délaissées depuis la fin de la guerre froide »<sup>34</sup>. Dans le déploiement d'une véritable stratégie asiatique sinon eurasiatique, l'Asie centrale joue un rôle de pivot essentiel pour Moscou. En effet, cet espace est une véritable porte vers le sous-continent indien, et s'impose comme un carrefour stratégique où se déploie un « nouveau Grand jeu »<sup>35</sup> qui intéresse forcément le Kremlin puisqu'il se joue au sein même de son 'étranger proche'. La Russie reste un acteur incontournable de la zone : elle entretient de bonnes relations avec ces cinq Républiques et y dispose de bases ou de facilités militaires<sup>36</sup> ; elle est également un partenaire économique majeur et gardait même, jusqu'en 2005, le contrôle de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan<sup>37</sup>. En effet, la Russie est au cœur des projets d'intégration régionale à l'œuvre dans cet espace qu'ils soient économiques, politiques ou sécuritaires. L'influence russe est ainsi manifeste par le biais de la Communauté des États Indépendants (CEI – dans laquelle siègent quatre des cinq Républiques, le Turkménistan n'y étant seulement qu'État associé), de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC – dont sont membres le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan), de l'Union Économique Eurasiatique et de son Union douanière (UEE – dont font partie le Kazakhstan et le Kirghizistan), et enfin de l'Organisation de Coopération de

---

<sup>34</sup> MARRANGE Céline, « La posture internationale de la Russie depuis l'annexion de la Crimée », *Questions Internationales*, « Russie la puissance solitaire », n°101, Janvier-Février 2020, La documentation Française, pp. 68-75 : p. 68.

<sup>35</sup> La notion de « Grand jeu » ou de « nouveau Grand jeu » est particulièrement exploitée ces dernières années par les analystes et spécialistes de l'Asie centrale afin de décrire une situation complexe, potentiellement crisogène, de croisement d'intérêts géostratégiques parfois contradictoires. Cette notion a été développée dans les milieux anglo-saxons dès 1996, popularisée par le New-York Times dans son article *The new great game in central asia* (NYT, 2 Juillet 1996, section A, p. 14). Sur cette notion voir : ZIPPER DE FABIANI Henry & BOULEGUE Mathieu, « Le nouveau Grand jeu centrasiatique », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 10-19.

<sup>36</sup> Présente par le biais de l'OTSC et par la conclusion d'accords bilatéraux, la Russie dispose de la base aérienne militaire de Kant au Kirghizistan, et déploie sa 201<sup>e</sup> brigade motorisée au Tadjikistan. Elle dispose également de facilités militaires en Ouzbékistan et au Kazakhstan, ne serait-ce que par la présence du cosmodrome de Baïkonour et des divers polygones. Seul le Turkménistan n'est pas enclin à de réelles facilités militaires vis-à-vis de la Russie, le pays ayant fait le choix de la neutralité permanente dès 1995 (reconnue par l'ONU).

<sup>37</sup> Jusqu'en 2005, le contrôle de la frontière tadjiko-afghane était assuré par les gardes-frontières russes. En vertu d'accords passés en 2004, le Tadjikistan a repris le contrôle de sa frontière en 2005 mais bénéficie toujours d'un soutien logistique, matériel et humain de la part de la Russie pour former et assister ses gardes-frontières.

Shanghai (OCS – où siègent toutes les Républiques d'Asie centrale à l'exception du Turkménistan).

Dans la politique d'influence de la Russie en Asie centrale, le Kazakhstan joue un rôle de pivot ; géographiquement, c'est le pays qui permet à la Russie de pénétrer les quatre autres Républiques de la région puisque c'est le seul qui dispose d'une frontière avec ce pays. On peut donc dire que la frontière russo-kazakhstanaise est un véritable axe de pénétration de l'influence russe. C'est d'ailleurs avec ce pays que la Russie entretient les plus étroites relations comme le rappelle Alexeï Malashenko, politologue russe, spécialiste de l'Orient et de l'Islam. Dans son ouvrage *The Fight for Influence : Russia in Central Asia*, celui-ci rappelle que « le Kazakhstan est le pays avec lequel la Russie a développé les relations les plus stables et les plus cordiales depuis l'éclatement de l'Union soviétique ». Analysant les facteurs de cette entente fructueuse entre les deux États, l'auteur ajoute que c'est grâce à « la proximité historique et géographique ; la pénétration relativement profonde de la langue et de la culture russes dans la société kazakhe ; et l'intégration économique mutuelle » que ces liens étroits se sont créés<sup>38</sup>. On sent bien ici que l'existence d'une frontière particulièrement longue et dépourvue de tout relief a une importance considérable dans cette situation, la « proximité géographique » est ainsi le premier facteur relevé par Alexeï Malashenko.

Par de nombreux aspects, la Russie s'impose donc comme un acteur de poids dans la région, et particulièrement comme un « acteur militaire incontesté », notamment parce que la Russie pense la sécurité de cette région comme un élément de sa propre sécurité nationale. Elle dispose en outre de plusieurs bases dans la région : 201<sup>e</sup> base militaire russe et station d'observation « Okno » au Tadjikistan ; base aérienne de Kant et centre d'essais sous-marins du lac Issyk-Koul au Kirghizistan. En effet, la multiplication des crises sur le flanc sud de l'Asie centrale, et la montée en puissance des enjeux et problématiques sécuritaires liés à la problématique afghane, inquiète le Kremlin. Il s'agit donc pour Moscou de participer à la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et la montée de l'islam radical dans cette région ; des problématiques au cœur des programmes de l'OTSC et de l'OCS notamment. La Russie entretient à ce titre des relations très fortes avec les armées et les services de

---

<sup>38</sup> MALASHENKO Alexeï, *The Fight for Influence: Russia in Central Asia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2013, p. 103.

renseignements de ces cinq Républiques centrasiatiques<sup>39</sup>. Les responsables actuels dans les domaines de la sécurité ont d'ailleurs souvent été formés du temps de l'Union soviétique ; et même si ces générations d'officiers tendent à partir à la retraite, il n'est pas rare que les officiels de ces services soient encore aujourd'hui passés par la Russie dans le cadre de leur formation. Cela permet ainsi à la Russie d'exercer une influence considérable dans le champ de la sécurité régionale et d'y maintenir son rang de puissance protectrice et stabilisatrice au sein de cet espace confronté à de graves crises sur ses marges.

### C. Un impossible découplage de l'Asie centrale d'avec la Russie ?

L'étude de la frontière Nord de l'Asie centrale entre le Kazakhstan et la Russie nous a permis d'observer une continuité géographique presque totale entre les deux côtés de la frontière qui est essentielle pour comprendre les rapports entre ces deux pays et, plus largement, entre Moscou et l'Asie centrale, considérée comme un « étranger proche » qui intéresse directement sa sécurité nationale. Dans la stratégie occidentale d'isolement de la Russie post-Guerre froide, les anciennes RSS ont été envisagées comme des espaces où devaient s'épanouir le libéralisme économique et démocratique, afin de stabiliser ces régions et de les découpler de Moscou pour les intégrer dans la société mondiale façonnée par l'Occident. Pourtant, force est de constater que ces évolutions démocratiques et libérales n'ont pas eu lieu en Asie centrale et que les régimes centrasiatiques restent bien plus séduits par l'autorité et la verticalité des modèles russe ou chinois que par les modèles occidentaux aujourd'hui sujets à de nombreuses crises sociales. En ce sens, le découplage entre l'Asie centrale et la Russie ne s'est pas produit – ni politiquement, ni économiquement, ni stratégiquement – et de nombreuses analyses occidentales se sont finalement avérées fausses. On se rendra compte, par exemple, que les études comparatives, de tendance libérale et pro-démocratie, ont montré leurs limites, à l'image de celle de Ralph S. Clem<sup>40</sup>, ancien

---

<sup>39</sup> *Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, ICG Asia Report n°33, International Crisis Group, Bruxelles, Avril 2002, 25 p.

<sup>40</sup> Ralph Clem est un ancien professeur de l'Université de Floride, général retraité de l'U.S. Air Force et spécialiste du monde russe. Il a été président du département des relations internationales de l'Université de Floride, et directeur de son Centre d'études transnationales et comparatives. Il a publié une analyse en 2011 prédisant un destin plus ou moins similaire entre l'Asie centrale et le monde arabe, prédisant notamment l'émergence de contestations populaires ou de révolutions dans l'espace



Général de l'U.S. Air Force et professeur au département des Relations internationales de l'Université de Floride. Celui-ci prédisait en effet en 2012, après la survenance des « printemps arabes » que « les données empiriques suggèrent une correspondance très étroite entre les conditions socio-économiques en Égypte et en Tunisie d'une part, et les cinq pays d'Asie centrale d'autre part » et que « cette correspondance laissait présager des turbulences à venir, notamment pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan »<sup>41</sup>. Pour autant, il n'en fut rien et les cinq Républiques d'Asie centrale n'ont pas suivi le mouvement initié par certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Il n'y a pas eu de soulèvement populaire contre les dirigeants issus de l'ancienne URSS et même les successions survenues en Ouzbékistan ou en cours au Kazakhstan<sup>42</sup> n'ont pas été troublées par de larges mouvements citoyens. Si la présence russe et son verrouillage de la région ne sont sans doute pas étrangers à la stabilité politique régionale, c'est aussi et surtout que ces cinq Républiques, et particulièrement les deux premières puissances de la zone – le Kazakhstan et l'Ouzbékistan – ont réussi à découpler la croissance économique et la prospérité de la libéralisation politique et de l'établissement de la démocratie<sup>43</sup>. Comme a réussi à le faire d'ailleurs le Parti Communiste Chinois jusqu'à présent – envers et contre toutes les prévisions occidentales<sup>44</sup>. Ces analyses nous permettent d'observer que beaucoup d'experts n'ont pas encore dépassé le paradigme libéral et démocratique qui s'est installé à l'issue de la Guerre froide. Beaucoup ne veulent ainsi pas voir l'existence d'autres systèmes, qui arrivent à assurer leur stabilité en marge de la conception occidentale des droits humains, de la démocratie, du libéralisme économique et des valeurs occidentales. Ainsi Philip Shiskin explique-t-il qu'un « *rush* vers la démocratie et les élections ne résoudrait pas,

---

centrasiatique à l'image de ce qui s'était produit durant les printemps arabes. CLEM Ralph, « From the Arab Street to the Silk Road: Implications of the Unrest in North Africa for the Central Asian States », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 52, n° 2, 2011, pp. 228-241.

<sup>41</sup> *Ibid.* p. 234.

<sup>42</sup> Contrairement aux prévisions occidentales, la mort d'Islam Karimov, Président de l'Ouzbékistan en 2016, et le retrait progressif de Noursoultan Nazarbayev, Premier Président du Kazakhstan, à partir de 2019, n'ont pas conduit à une instabilité politique exacerbée. Au contraire, les régimes semblent suffisamment solides et installés pour traverser ces délicates successions sans crise politique et sociale.

<sup>43</sup> Voir sur ce sujet l'excellent rapport de l'Asia Society sur la crise de gouvernance en Asie centrale : SHISHKIN Philip, *Central Asia's Crisis of Governance*, Asia Society Policy Institute, Washington, Janvier 2012.

<sup>44</sup> La libéralisation économique progressive de la Chine et son insertion dans les échanges mondiaux devait conduire, selon les analystes occidentaux, à une plus grande libéralisation politique. Aujourd'hui force est de constater que le régime a réussi à découpler les progrès économiques de la libéralisation politique.



en lui-même, les nombreuses crises de l'Asie centrale et, en réalité, pourrait même les exacerber à court terme »<sup>45</sup>. Le réalisme (géo)politique apparaît donc aujourd'hui plus que tout nécessaire pour mieux comprendre et appréhender les évolutions globales<sup>46</sup> des mondes extra-européens.

Enfin, les dirigeants et les diplomates des Républiques d'Asie centrale partagent avec la Russie – et la Chine – une vision du système international fondée sur la non-ingérence et le respect absolu des modèles politiques et sociaux internes. Pour les dirigeants centrasiatiques, les espaces de crise sont bien plus importants dans les modèles portés par l'Union Européenne et les États-Unis qui font de l'établissement de l'État de droit et du respect des droits de l'homme une priorité, que dans les modèles portés par la Russie et par la Chine. Car ceux-ci font de l'établissement de relations bilatérales « win-win »<sup>47</sup> leur priorité hors de toute considération sur la politique interne des États et sur leurs modèles sociaux. Par ces différents aspects, on peut donc aisément affirmer qu'il est impossible, à court terme, de découpler géopolitiquement l'Asie centrale de la Russie et même de la penser en dehors d'elle. « Le découplage avec la Russie » expliqué par Olivier Roy n'est en rien géostratégique et il ne se réalise que dans le champ de la construction des identités et des nations de ces cinq

---

<sup>45</sup> « *A rush toward democracy and elections, by itself, will not solve Central Asia's many crises and, in fact, may exacerbate them in the short term* ». SHISHKIN Philip, *Central Asia's Crisis of Governance*, op. cit., p.5.

<sup>46</sup> Sur la question de la *realpolitik* et de son absolue nécessité aujourd'hui, nous nous référerons aux différentes analyses d'Hubert Védrine, ancien Ministre des affaires étrangères, au premier lieu desquelles *Continuer l'Histoire* (Paris, Fayard, 2007) & *Le monde au défi* (Paris, Fayard, 2016). Hubert Védrine y dénonce notamment « la condamnation réflexe de la Realpolitik (cynique, amoral, etc.) [...], une facilité qui traduit surtout l'inculture historique moderne et un désordre conceptuel et sémantique. » (Védrine Hubert. « Relations internationales : repenser les concepts, réinventer les méthodes », *Revue internationale et stratégique*, Vol. 41, n°1, 2001, pp. 23-28 : p. 23) et, en lien avec notre sujet, « la politique occidentale inconséquente des dernières années a poussé la Russie vers la Chine » (Cf. « Il faut réinventer nos rapports avec la Russie », plaide Hubert Védrine », *L'Opinion*, 17/08/2019).

<sup>47</sup> Cette diplomatie fondée sur des principes gagnant-gagnant (*win-win diplomacy*) est une ligne promue par les autorités chinoises depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping et le lancement du vaste projet des nouvelles routes de la soie. Cette acception est désormais présente dans de nombreux discours officiels et reprise par la plupart des experts et analystes chinois. Cette nouvelle approche des relations internationales qui repose sur des relations mutuellement bénéfiques, notamment par une division internationale du travail et des savoirs, permet à chaque pays d'accéder à la prospérité en s'ouvrant sur le monde de manière choisie et sans se voir imposer un quelconque modèle social – c'est la « voie chinoise » qui a permis l'ouverture et la prospérité tout en s'ouvrant sur le monde. On retrouve cette notion de *win-win diplomacy* dans les discours du Président Xi Jinping (Asia Forum, Congrès internes, visites officielles...). Pour en savoir plus sur cette ligne officielle chinoise, voir : CHENGDE Yin, « A New Era For Chinese Diplomacy », *China US Focus*, 18 Janvier 2018 [En ligne]. <https://www.chinausfocus.com/foreign-policy/a-new-era-for-chinese-diplomacy> [Consulté le 08/09/2020] & XULONG Chen, *Win-Win Cooperation: Formation, Development and Characteristics*, China Institute of International Studies, 17 Novembre 2017, [En ligne]. [http://www.ciis.org.cn/english/2017-11/17/content\\_40072596.htm](http://www.ciis.org.cn/english/2017-11/17/content_40072596.htm) [Consulté le 01/09/2020].

Républiques, enjeux nécessaires à l'établissement d'une véritable souveraineté. Car c'est en Asie centrale, que se déploie le plus en avant le soft power russe par le biais des médias, des films, séries télévisées et propositions culturelles<sup>48</sup>. La Russie reste une référence pour ces pays, et bien souvent un modèle politique dont le leadership est majoritairement bien accepté (à plus de 78% sur l'ensemble des cinq Républiques)<sup>49</sup>. On peut même ajouter que « dans une certaine mesure, Moscou a réussi à imposer en Asie centrale une sorte de "pensée unique" autoritaire »<sup>50</sup>. Ainsi, tant que les Chancelleries occidentales poursuivront dans l'idéalisme libéral et démocratique en termes d'objectifs de politique étrangère, leur influence ne progressera pas sur zone et les pays d'Asie centrale seront plus tentés par l'axe de connivence Moscou-Pékin. Car les régimes installés semblent désormais assez solides et les différentes crises traversées par les démocraties occidentales semblent bel et bien amenuiser la séduction que ce modèle pouvait exercer à l'issue de la Guerre froide. Aujourd'hui, c'est sans doute la Chine qui exerce un fort pouvoir de séduction, en termes d'opportunités économiques, malgré les nombreux espaces de crise que sa présence véhicule dans cette région centrasiatique.

## 2. La frontière Est et le géant chinois

Il existe entre l'Asie centrale et le monde chinois des connexions séculaires qui rendent impossible l'étude de la zone sans regarder de près le rôle de la Chine et les enjeux de sa présence en Asie centrale. Aujourd'hui, la Chine investit massivement dans ces cinq Républiques centrasiatiques et cherche à y développer de nouveaux partenariats, qu'ils soient économiques ou sécuritaires. Pour autant, si la présence chinoise offre de nombreux avantages aux acteurs centrasiatiques en termes de développement, d'accès au crédit ou encore de débouchés énergétiques, il n'en reste pas moins que la montée en puissance de la Chine cristallise certaines tensions et

---

<sup>48</sup> ZIPPER DE FABIANI Henry & BOULEGUE Mathieu, « Le nouveau Grand jeu centrasiatique », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 10-19.

<sup>49</sup> D'après le *Gallup World Poll Surveys (2006-2018)* ; cité par McGLINCHEY Eric, « Questioning Sino-phobia in Central Asia », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n°630, Décembre 2019, p.1/2.

<sup>50</sup> BOBO Lo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ? », Notes de l'IFRI, *Russie.Nei.Visions*, n° 82, Janvier 2015, 26 p. : p. 20.

ouvre des espaces de crise dans le champ des représentations, l'Empire du Milieu étant parfois perçu comme expansionniste voire impérialiste.

## A. Une brève histoire de la frontière entre crises et coopérations

L'espace centrasiatique s'est toujours imposé comme un espace essentiel dans la géostratégie chinoise qui, sur le temps long, a toujours plus privilégié ses voies terrestres que maritimes. Des connexions séculaires existent donc entre l'Asie centrale et la Chine laquelle y faisait transiter ses marchandises et ses savoirs. Ce n'est qu'avec le *siècle de l'humiliation*<sup>51</sup>, puis avec la rupture sino-soviétique des années 1960 que les relations entre la Chine et l'Asie centrale se sont distendues sans pour autant ne jamais disparaître. Dès l'instauration de la Pérestroïka, les échanges reprennent leur cours et dès 1990 une ligne de chemin de fer reliant la Chine au Kazakhstan est inaugurée.

Pourtant, l'accession à l'indépendance des Républiques centrasiatiques a posé de sérieuses problématiques à la République Populaire de Chine (RPC) qui entretenait des relations délicates avec l'URSS au sujet de leur frontière commune dans la région. Dans les années 1960 en effet, « Pékin avait soulevé la question des territoires « perdus » par l'empire mandchou au XIX<sup>e</sup> siècle et du tracé de la frontière sino-soviétique ». Ainsi, l'instauration de « relations de bon voisinage » n'allait donc pas de soi entre la Chine d'une part et le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan d'autre part qui héritaient de la frontière soviétique d'avec la Chine et, partant, des contentieux qui s'y déployaient. L'excellente étude de Thierry Kellner sur cette problématique des *questions frontalières entre la République populaire et ses voisins centrasiatiques* nous permet de mieux apprécier les tendances et les dynamiques à l'œuvre. Car la situation héritée était profondément crisogène si l'on considère que les territoires perdus évoqués par la Chine dès le début des années 1960 correspondaient à près de 930 000 km<sup>2</sup> – soit 22% de la superficie totale des cinq Républiques d'Asie centrale. Aussi, en ces années 1990-1991, Pékin connaissait un regain de l'agitation dans le

---

<sup>51</sup> Le siècle de l'humiliation correspond à cette partie du XIX<sup>e</sup> siècle lors de laquelle l'Empire chinois fut mis sous tutelle des puissances impérialistes européennes et contraint de signer des « traités inégaux ». Cette période est associée, en Chine, à une décadence politique et morale de la nation et sert de référentiel négatif (apophatique) à ce que doit être aujourd'hui la place de la Chine dans le monde.

Xinjiang et des affrontement armés avaient opposé les combattants du Parti islamique du Turkestan oriental aux forces chinoises pour lesquels « les insurgés disposaient d'une idéologie mobilisatrice, le jihad, qui venait de triompher de l'URSS en Afghanistan [...]. Dans ce contexte, Pékin avait donc besoin de s'assurer de la collaboration de ses voisins centrasiatiques pour renforcer sa sécurité au Xinjiang ». Ce contexte fut essentiel puisque dans tous les accords que la Chine signera par la suite avec les trois Républiques frontalières d'Asie centrale pour la démarcation de sa frontière, celle-ci imposera des garanties de sécurité quant à la situation sécessionniste au Xinjiang. Car Pékin avait alors pour priorité stratégique de stabiliser cette région autonome et de la priver de tout soutien extérieur. Thierry Kellner ajoute ainsi que « les revendications de la République populaire ont été modérées par ce facteur ».

On s'aperçoit ainsi que si la Chine abandonne vite ses tentations irrédentistes et ne réalisera *in fine* que de très maigres gains territoriaux sur cette frontière, elle n'en obtient pas moins de ces trois Républiques centrasiatiques voisines des engagements clairs en faveur de sa propre sécurité nationale et de la non-ingérence dans ses affaires intérieures – spécifiquement pour ce qui concerne le Xinjiang peuplé de Ouïghours, très proches culturellement, historiquement et linguistiquement des autres peuples turcophones d'Asie centrale. Ainsi le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan s'engagent-ils à soutenir la Chine dans sa lutte contre le séparatisme ouïghour et à empêcher toute activité antichinoise sur leur territoire<sup>52</sup>. Grâce à une politique conciliante vis-à-vis du Kazakhstan, Thierry Kellner suppose aussi que la Chine aurait accéléré le processus de renoncement aux armes nucléaires de son voisin<sup>53</sup>, ce qui serait pour elle un gain majeur en termes de garantie de sécurité au niveau régional. Finalement, les processus de délimitation et de démarcation ont tout de même été longs : ils aboutissent en 1998 pour le Kazakhstan, en 2002 avec le Tadjikistan et en 2004 avec le Kirghizistan. Sur 34 000 km<sup>2</sup> de territoires toujours contestés après l'abandon des revendications chinoises sur les territoires perdus, seuls 3 000 km<sup>2</sup> environ reviendront à la Chine – sur le plus gros des contestations territoriales, soit 28 000 km<sup>2</sup> dans le Pamir disputés au Tadjikistan, la Chine n'en récupèrera par exemple

---

<sup>52</sup> KELLNER Thierry. « Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », *Relations internationales*, Vol. 145, n°1, 2011, pp. 27-51. Le détail des garanties de sécurités obtenues par la Chine distingué pour chaque pays : Kazakhstan (p. 37) ; Kirghizistan (p. 40) ; Tadjikistan (p. 46/47).

<sup>53</sup> *Ibid.* p. 33

que 5%. Cela permet de mesurer l'ampleur des concessions chinoises qui lui ont permis d'obtenir des gages importants de sécurité pour garantir la paix sur ses marges.

Ces concessions chinoises s'accompagnent d'ailleurs de la reconnaissance de l'intégrité territoriale de ses voisins centrasiatiques. Ceux-ci, dès lors, semblent rassurés vis-à-vis des prétentions territoriales originelles de Pékin. Pourtant, ces accords ne doivent pas cacher certaines crises et notamment dans le champ des représentations collectives. Ainsi, par exemple, sur les accords conclus avec le Kirghizistan : ceux-ci vont déclencher une fronde des élites politiques qui vont se saisir de l'objet comme d'un élément de mobilisation pour contester le pouvoir du Président Akaev. Ces différentes manifestations survenues entre 1999 et 2001 illustrent les sentiments de l'opinion kirghize dans « sa sensibilité nationaliste et sa crainte à l'égard des intentions de la Chine et de ses ambitions territoriales supposées vis-à-vis de la République kirghize »<sup>54</sup>. Ainsi, même si ces accords permettent l'apparition d'une « frontière complète et clairement délimitée dans cette région »<sup>55</sup>, la méfiance centrasiatique à l'égard du géant chinois, en partie héritée de l'URSS, n'a pas complètement disparu. Aujourd'hui, la montée en puissance de la Chine et ses visées impérialistes rouvrent de nouvelles peurs dans les imaginaires collectifs à mesure que Xi Jinping expose son rêve chinois qui repose en grande partie sur une lecture apophatique de son histoire moderne et sur une dénonciation récurrente des traités inégaux et du siècle de l'humiliation. Cette nouvelle géostratégie chinoise, plus affirmée, et plus offensive, couplée à une colonisation brutale et à une répression féroce des musulmans du Xinjiang ouvre donc sur de nombreuses potentialités crisogènes pour les pays d'Asie centrale. Notamment parce que le Xinjiang, mais aussi par extension l'ensemble de l'Asie centrale, seraient vus par Pékin comme une semi-colonie, source de matière premières<sup>56</sup>.

---

<sup>54</sup> *Ibid.* p. 44

<sup>55</sup> *Ibid.* p. 50

<sup>56</sup> STARR Frederick, « Rediscovering Central Asia », *The Wilson Quarterly*, Vol. 33, n° 3, 2009, pp. 33-43 : « *In China, the region is seen chiefly as a semi-colonial source of oil, natural gas, gold, aluminium, copper and uranium* » (p. 34).

## B. Les enjeux de la présence chinoise en Asie centrale

L'étude de la frontière sino-centrasiatique est également l'occasion de détailler les enjeux de la présence chinoise en Asie centrale qui, si elle est séculaire, n'en reste pas moins aujourd'hui une composante essentielle de la géostratégie et de la crisologie zonale. Car cette présence chinoise, en croissance constante, soulève de nombreuses problématiques en termes de partenariats économiques, stratégiques et sécuritaires.

Les enjeux en partage de part et d'autre de cette frontière sont d'abord économiques. Si la Chine accorde des prêts et finance nombre d'infrastructures en Asie centrale c'est parce que le développement de ces États est d'une impor-

Rang de la Chine dans les importations et exportations des pays d'Asie centrale

	Importations	Exportations
Kazakhstan	2 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
Ouzbékistan	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>
Turkménistan	3 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>
Kirghizistan	1 <sup>er</sup>	6 <sup>e</sup>
Tadjikistan	2 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>

Source : Trésor international – données 2019

tance toute particulière pour Pékin dans le cadre du déploiement de ses nouvelles routes de la soie. Sébastien Peyrouse nous rappelle à ce sujet qu'à l'indépendance, « *in 1991, Chinese economic power was just a shadow of what it has become two decades later* »<sup>57</sup>. En préalable à toute relation économique d'envergure, il fallait fixer, démarquer et démilitariser les frontières – ce qui fut définitivement acquis dans la décennie 2000 – puis s'entendre sur de vastes projets de collaboration. C'est avec le lancement, en 2013 par Xi Jinping, du projet des nouvelles routes de la soie que tout s'accélère comme l'explique Alain Cariou<sup>58</sup>. Et les besoins sont nombreux car « l'enjeu des nouvelles routes de la soie repose sur l'interopérabilité des équipements et

<sup>57</sup> PEYROUSE Sébastien, « Discussing China: Sinophilia and sinophobia in Central Asia », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 7, Issue 1, 2016, pp. 14-23 : p. 15.

<sup>58</sup> CARIOU Alain. « Les corridors centrasiatiques des nouvelles routes de la soie : un nouveau destin continental pour la Chine », *L'Espace géographique*, Vol. tome 47, n°1, 2018, pp. 19-34.



l'harmonisation des contrôles et des systèmes d'information entre les pays » alors même que l'organisation territoriale en Asie centrale reste « marquée par l'enclavement continental et le poids de l'héritage soviétique : gazoducs, oléoducs, rails et routes convergent encore pour l'essentiel vers la Russie »<sup>59</sup>. Aujourd'hui, la Chine joue donc un rôle de premier plan dans le désenclavement de cette région et dans la croissance économique de ces cinq Républiques. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et la Chine est ainsi devenue un partenaire économique essentiel voire hégémonique pour certains pays d'Asie centrale. C'est ainsi le cas du Turkménistan, très dépendant de ses exportations de gaz dont la quasi-totalité est exportée vers la Chine. En termes de volume total des échanges des cinq Républiques d'Asie centrale, la Chine a supplanté la Russie dès 2007<sup>60</sup>. Cette dernière occupe désormais la troisième place avec 20,2% de part des échanges contre 22,3% pour la Chine et 24,1% pour l'UE en 2019<sup>61</sup>. C'est un véritable bouleversement géoéconomique qui est ici à l'œuvre et qui renvoie à des problématiques géostratégiques plus grandes comme le rappelle Sébastien Peyrouse : « *China consolidates its geopolitical influence in Central Asia by creating economically based good neighborly relations* »<sup>62</sup>.

Ces bouleversements géoéconomiques ne sont pas sans comporter de véritables potentialités crisogènes. Si l'ouverture de la frontière Est a permis aux États centrasiatiques de diversifier leurs importations et leurs exportations et ne plus dépendre ainsi uniquement de Moscou, elle risque en revanche de faire passer certains États et en particulier les plus fragiles, dans une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis de Pékin. L'arrivée massive des produits et capitaux chinois rebat en effet les cartes de la géopolitique centrasiatique comme le confirme le kazakhstanais Yerlan Karin : « *the idea of the Silk Road revival as not only been "revisited" in the context of new prospects for Central Asia, but it has "reset" the meanings of geopolitics in the region* »<sup>63</sup>. La Russie s'en inquiète ouvertement et, même s'il semble exister un axe de *connivence* entre Pékin et Moscou qui suggère une répartition des compétences entre les deux puissances en Asie centrale entre développement économique et sécurité

---

<sup>59</sup> *Ibid.* p. 21/26

<sup>60</sup> *Ibid.* Cf. figure n° 5, p. 30.

<sup>61</sup> Source : Union Européenne, Direction générale du commerce ([https://webgate.ec.europa.eu/isdb\\_results/factsheets/region/details\\_central-asia-5\\_en.pdf](https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/region/details_central-asia-5_en.pdf)).

<sup>62</sup> PEYROUSE Sébastien, « Discussing China: Sinophilia and sinophobia in Central Asia », *op. cit.*, p. 16.

<sup>63</sup> KARIN Yerlan, « Opening Speech ... », *op. cit.*, p. 76.



régionale<sup>64</sup>, le Kremlin cherche à tout prix à relancer ses projets d'intégration régionale pour rééquilibrer la donne car comme le rappelait à ses homologues le russe Timofei Bordachev lors de la II<sup>e</sup> Conférence internationale d'Astana sur les corridors de transports centrasiatiques : « *one has to admit that some imbalances are existing* »<sup>65</sup>.

Toutefois, au-delà du développement économique, de la croissance des échanges et du développement d'infrastructures de transport, la Chine a aussi et surtout des intérêts politiques et sécuritaires dans la région. En effet, nous avons vu que celle-ci s'était attachée à obtenir du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan des garanties de sécurité, notamment pour ce qui concerne le soutien à la lutte contre le séparatisme au Xinjiang et la condamnation des activités antichinoises, au moment des négociations frontalières. C'est un sujet toujours d'actualité et, depuis vingt ans, la Chine s'attache à défaire les solidarités organiques qui existaient entre les différents peuples d'Asie centrale et les musulmans du Xinjiang afin de pouvoir y mener son entreprise coloniale en s'évitant toute critique. C'est aussi en ce sens qu'a été initiée l'Organisation de Coopération de Shanghai qui a fait de la lutte contre le séparatisme et l'extrémisme religieux sa priorité. Le développement économique des républiques centrasiatiques sert donc également les intérêts politiques et sécuritaires de la Chine en ce qu'ils permettent de contribuer à la paix et à la stabilité régionale – ce que la Chine avait identifié dès les indépendances en 1991<sup>66</sup>. Ainsi la Chine investit et cherche à stabiliser cet espace en marge de « l'arc des crises » et entend y jouer un rôle de puissance stabilisatrice. Mais cette dimension ouvre de nouvelles perspectives, notamment en termes de présence militaire<sup>67</sup>, et cela nourrit des représentations négatives de la Chine dans les opinions publiques centrasiatiques. Ainsi, comme le relève Sébastien Peyrouse, si les élites sont satisfaites du rôle stabilisateur de Pékin en

---

<sup>64</sup> LO BOBO, *Axis of Convenience: Moscow, Beijing, and the New Geopolitics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008, 277 p.

<sup>65</sup> BORDACHEV Timofei, « From a Eurasian Bridge towards Common Development Space, Session One: Transport Corridors » *Transport Corridors in Eurasia: New Ways of Cooperation*, II International Conference, Astana, 14 Mars 2016, p. 80.

<sup>66</sup> KELLNER Thierry. « Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », *op. cit.*, p. 29-30.

<sup>67</sup> Voir par exemple : BLANK Stephen, « Is China about to make military moves in Central Asia? », *Central Asia-Caucasus Institute*, 09/05/2016 [En ligne]. <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13358-is-china-about-to-make-military-moves-in-central-asia?.html> [Consulté le 24/08/2020].

Asie centrale, elles restent méfiantes quant à l'ambiguïté supposée de Pékin et à ses objectifs cachés<sup>68</sup>.

## C. Un espace de « crise imaginée » : la force des représentations collectives

Comme nous l'avons évoqué, les nouvelles Républiques d'Asie centrale héritent, en 1991, de la pensée politique soviétique. Elles retrouvent aussi le temps long de leur mentalités collectives et, le tout combiné, leur donne une réelle appréhension de la Chine. Comme le rappelle Sébastien Peyrouse, les nombreux clichés véhiculés par la propagande soviétique sur le voisin chinois se doublent d'une appréhension très ancienne de la Chine par les peuples d'Asie centrale qui la regardent comme « *a distant but recurrent enemy of Turkic peoples and as an historical opponent of Islam* ». Le décorum paradoxal de la relation entre l'Asie centrale et la Chine est donc posé : malgré des relations économiques, stratégiques et commerciales en plein essor et à certains égards largement bénéfiques aux nouvelles Républiques centrasiatiques, celles-ci ne perdent pas leur méfiance séculaire vis-à-vis de leur puissant voisin qui reste un espace de crise imaginé dans les mentalités collectives des peuples d'Asie centrale. La politique actuelle de Pékin qui, sous couvert d'antiterrorisme et de lutte contre le séparatisme, mène une véritable entreprise de colonisation méthodique et brutale du Xinjiang chinois, relance de manière d'autant plus virulente cette vision de la Chine comme ennemi des peuples musulmans de la région. Car comme le rappelle Frederik Starr dans son *Plaidoyer pour une grande Asie centrale*, « depuis deux millénaires, [le] Xinjiang [fait] partie de la même zone culturelle que les cinq républiques ex-soviétiques »<sup>69</sup>. Historiquement peuplées par les Ouïghours, un peuple centrasiatique turcophone, musulman sunnite, et dont l'ethnie se rapproche des Ouzbeks, ces régions ont noué des liens culturels, civilisationnels, historiques et religieux très étroits. Au Kazakhstan par exemple, plus proche voisin du Xinjiang, on compte plus de 220 000 Ouïghours tandis que les Kazakhs ethniques représentent près de 7% de la population du Xinjiang. L'Ouzbékistan, qui en est culturellement très proche, accueille quant à lui plus de 55 000 ressortissants Ouïghours. Les opinions publiques

<sup>68</sup> PEYROUSE Sébastien, « Discussing China: Sinophilia and sinophobia in Central Asia », *op. cit.*, p. 19.

<sup>69</sup> STARR Frederick, « Plaidoyer pour une Grande Asie centrale », *op. cit.*, p. 551.

centrasiatiques sont ainsi très critiques vis-à-vis de la Chine mais aussi de leurs élites sinophiles dont les scandales de corruption, notamment au Kirghizistan, alimentent les peurs et les narratifs antichinois<sup>70</sup>.

C'est ainsi l'expansion fulgurante de la présence chinoise en Asie centrale et ses politiques extérieures ambigües qui, par certains aspects, ressemblent à une forme d'impérialisme économique, inquiètent largement les Républiques centrasiatiques. Elles conduisent également à la montée de la sinophobie dans la région : la crainte de la Chine est une réalité palpable, répandue aussi bien au sein des élites que dans la population, qui voit souvent d'un mauvais œil l'arrivée massive de travailleurs chinois sur les grands chantiers de la région. Plusieurs émeutes ont même éclaté ces dernières années pour dénoncer l'accaparement économique de la Chine en Asie centrale et notamment au Kirghizistan et au Tadjikistan, qui sont tombés dans une dépendance très forte vis-à-vis de Pékin en termes de financements et de commerce extérieur<sup>71</sup>. Les mêmes dynamiques s'observent au Kazakhstan, à cause des accords opaques et de la corruption des élites mais aussi du fait de la répression des minorités musulmanes en Chine avec lesquelles le Kazakhstan entretient des liens étroits<sup>72</sup>. Dans le champ de la perception, la présence chinoise en Asie centrale constitue donc un véritable espace de crise qui en appelle au temps long des mentalités collectives – même si les excès de sinophobie semblent toucher bien plus les générations issues de la période soviétique que les nouvelles générations, cibles d'une propagande efficace de la Chine<sup>73</sup>. En effet, la répression massive et brutale des Ouïghours du Xinjiang rappelle aux Républiques d'Asie centrale que, si la Chine a très tôt investi la

---

<sup>70</sup> MCGLINCHEY Eric, « Questioning Sinophobia in Central Asia », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n°630, Décembre 2019, 6 p. « *Central Asian elites' dependency on and corrupt use of Chinese development loans constitute only one potential driver of anti-Chinese sentiment in the region.* » (p. 3).

<sup>71</sup> Le piège de la dette (*debt-trap diplomacy*) est particulièrement dénoncé en Asie centrale comme un moyen d'asseoir la domination chinoise sur ces Républiques parfois fragiles, à l'instar du Kirghizistan et du Tadjikistan. Près de 50% de la dette de ces deux pays est due à la Chine ce qui les place dans une situation de vulnérabilité financière vis-à-vis de leur voisin chinois qui, en vertu des accords de prêts, aura le droit de se saisir d'actifs dans ces pays en cas de défaut de remboursement. La situation est plus critique au Tadjikistan qui a déjà dû céder des mines et des terres à la Chine en échange de renégociations de prêts ou de nouvelles infrastructures. Ces cessions ont considérablement renforcé le sentiment antichinois dans le pays. Voir sur ce sujet le rapport du *Center for Global Development* : HURLEY, MORRIS, PORTELANCE, *Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective*, CGD Policy Paper n°121, Mars 2018, 37 p.

<sup>72</sup> SATPAYEV Dosym, « Six raisons du sentiment anti-chinois au Kazakhstan » (*Shest' prichin antikitayskikh nastroyeniy v Kazakhstane*), *Forbes Kazakhstan*, 04/11/2019 [En ligne] [https://forbes.kz//process/expertise/shest\\_prichin\\_antikitayskikh\\_nastroeniy\\_v\\_kazahstane/](https://forbes.kz//process/expertise/shest_prichin_antikitayskikh_nastroeniy_v_kazahstane/) [Consulté le 02/09/2020].

<sup>73</sup> MCGLINCHEY Eric, « Questioning Sinophobia in Central Asia », *op. cit.*, p. 4/5.

région, elle est aussi une puissance coloniale, qui s'est largement étendue sur ses marges Ouest où elle mène aujourd'hui des politiques impérialistes particulièrement violentes. D'autant que dans les millions de détenus des camps de rééducation chinois figureraient, entre autres, près de 22 000 Kirghiz et 10 000 Kazakhs<sup>74</sup>. Cette colonisation méthodique du Xinjiang et du Tibet par les Hans nourrit l'idée d'une expansion progressive mais certaine de la Chine sur ses marges Ouest, que certains nomment le « drang nach Westen », en référence à la lente entreprise de colonisation allemande de l'Est européen entre le XIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Les espaces de crise symboliques entre les Républiques d'Asie centrale et la Chine sont donc loin d'être clos ; et cela explique aussi pourquoi un découplage de ces Républiques d'avec la Russie n'est pas à l'ordre du jour. Car comme le rappelle le rapport de l'*International Crisis Group* « *Central Asian states have long expressed anxieties regarding perceive Chinese expansionist tendencies. Tajikistan, Kazakhstan and Kyrgyzstan have traditionally viewed security ties to Russia as their best insurance against any form of predatory behavior by China* »<sup>75</sup>.

### 3. La frontière Sud et la nébuleuse de l'arc des crises

Le potentiel crisogène de l'Asie centrale devient tout à fait saisissant lorsque l'on porte l'analyse vers son flanc sud, c'est-à-dire sur le front de l'arc des crises. Ces dernières années, cet espace a été celui de tous les dangers : guerres d'Irak et d'Afghanistan, campagne fulgurante de l'État islamique, montée des tensions autour du programme nucléaire iranien, et, plus récemment encore, retour des conflits armés sur les frontières de l'Inde avec la Chine et le Pakistan. Tous ces événements ont une incidence majeure sur le devenir politique et sécuritaire de l'Asie centrale, mais aussi sur les ambitions régionales de désenclaver ces cinq Républiques par une nouvelle route Nord-Sud.

---

<sup>74</sup> D'après URAN KYZY ARUKE, « Why Is Anti-Chinese Sentiment on the Rise in Central Asia? », *The Diplomat*, 08/10/2019 [En ligne]. <https://thediplomat.com/2019/10/why-is-anti-chinese-sentiment-on-the-rise-in-central-asia/> [Consulté le 11/09/2020].

<sup>75</sup> *Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, ICG Asia Report n°33, *op. cit.*, p. 5.

## A. L'Asie centrale face à l'Afghanistan

L'Afghanistan est une partie intégrante de l'Asie centrale en termes d'héritages – qu'ils soient historiques, culturels ou civilisationnels – et les destins de ces deux zones ont été franchement liés tout au long des siècles. Seule l'autarcie soviétique a coupé les liens forts et permanents qui existaient entre l'Asie centrale et l'Afghanistan qui s'est imposé comme un pivot régional, permettant d'accéder au sous-continent indien. Son instabilité chronique depuis les années 1970 reste toutefois un problème majeur pour la sécurité et le développement des Républiques centrasiatiques.

Cette étude qui se propose, entre autres, de formaliser une crisologie de l'Asie centrale à travers l'étude de ses frontières, doit ici s'ouvrir sur un paradoxe : la frontière entre l'Asie centrale et l'Afghanistan, qui s'étend sur plus de 2 000 km, est l'une des seules apposée à une barrière naturelle – les fleuves Pamir, Piandj et Amou-Daria qui séparent l'Afghanistan du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan – mais s'impose pourtant comme l'une des plus poreuses de cet espace et notamment sur les 1 206 km qui séparent l'Afghanistan du Tadjikistan. C'est également la frontière extérieure de l'Asie centrale qui est fixée et délimitée depuis le plus longtemps. En effet, cette frontière fut fixée à l'issue de négociations entre l'Empire britannique et l'Empire russe, dans le cadre du Grand Jeu, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. La porosité actuelle s'explique par l'histoire et par l'ancienneté des liens qui relient l'espace centrasiatique à l'Afghanistan, notamment parce que ce pays ouvre vers le sous-continent indien, avec lequel l'Asie centrale a toujours été connectée ; en effet, il existait, au moins jusqu'à la conquête russe, « un vaste maillage de routes commerciales et d'idées qui relia pendant des siècles [les] villes majeures d'Asie centrale à Lahore, à Srinagar, au Sindh et au reste du Nord de l'Inde »<sup>76</sup>. Au fil des siècles, l'Afghanistan s'est donc imposé comme un espace pivot des circulations Nord-Sud ; il s'agit, comme le rappelle Jean-Luc Racine d'un « territoire de transition : ancré en Asie du Sud par sa population pachtoune [...] il est plus qu'un pont vers l'Asie centrale en raison de la forte présence de minorités ethniques – les Ouzbeks et les Tadjiks au premier chef »<sup>77</sup>. La proximité culturelle entre l'espace centrasiatique et l'espace afghan est donc très forte et illustre bien les

---

<sup>76</sup> RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc Sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 73-79 : p. 74.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 73.

connexions séculaires qui ont existé entre ces deux espaces, notamment en termes de flux humains et matériels. Seule la période soviétique a durablement isolé ces deux espaces par « l'établissement d'un contrôle strict de la frontière »<sup>78</sup> malgré l'intervention de l'URSS en Afghanistan entre 1979 et 1989.

Depuis les années 1970, l'Afghanistan est un espace de tensions, de crises, et de guerres récurrentes, qui fragilisent la sécurité et la prospérité de l'Asie centrale. Elle se trouve donc confrontée, sur son flanc Sud, à une situation particulièrement instable. Après l'arrivée au pouvoir des Talibans, en 1996, quatre des cinq Républiques d'Asie centrale ont rompu leurs liens avec Kaboul – seul le Turkménistan, au nom de sa neutralité, a conservé des liens avec le régime afghan, parfois étroits afin de préserver ses intérêts économiques, notamment en termes de fourniture de ressources énergétiques. Les pays d'Asie centrale, en accord avec la Russie, ont même soutenu l'intervention occidentale en Afghanistan, sans toutefois se résigner à y engager des hommes ou du matériel. Ainsi les États-Unis se sont installés au Kirghizistan et en Ouzbékistan, la France au Tadjikistan, tandis que d'autres pays européens obtenaient des facilités dans ces pays d'Asie centrale. L'espoir d'un Afghanistan pacifié suscité par l'opération *Enduring Freedom* a encouragé les Républiques d'Asie centrale à penser leur désenclavement vers le Sud via l'Afghanistan et, en 2001, les frontières avec ce pays ont été rouvertes. Mais l'échec de la pacification du pays et le départ des troupes occidentales posent à ces cinq Républiques de nouvelles problématiques sécuritaires. Les routes de la drogue restent ouvertes et continuent de transiter notamment par l'Asie centrale et la Russie pour atteindre l'Europe, tandis que le regain d'instabilité en Afghanistan ces dernières années « inquiète les régimes centrasiatiques qui ont toujours contrôlé au plus près les structures nationales de l'islam »<sup>79</sup>.

L'Afghanistan en tant que plaque tournante des flux illégaux – depuis et vers l'Asie centrale – est donc un élément central pour appréhender l'environnement géopolitique des cinq Républiques centrasiatiques. Il faut en effet se souvenir qu'en 1999 et en 2000, par exemple, des combattants du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MOI), réfugiés et entraînés en Afghanistan, ont transité au Tadjikistan puis pénétré l'Ouzbékistan, pour tenter d'y prendre le pouvoir. Ces événements ont engendré de nouvelles crises frontalières puisque cela a renforcé la détermination de Tachkent à

---

<sup>78</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 76.

<sup>79</sup> RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc Sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », op. cit., p. 76.



adopter des positions très fermes sur la sécurisation de ses frontières extérieures au détriment de ses voisins<sup>80</sup>. Cela s'illustre notamment vis-à-vis du Kirghizistan et du Tadjikistan puisque le pouvoir ouzbékistanais a par exemple décidé de miner sa frontière avec ses deux voisins. C'est aussi et peut-être surtout vis-à-vis du Tadjikistan et du Turkménistan que les problématiques sont les plus grandes. En effet, le Tadjikistan entretient des liens étroits avec l'Afghanistan et les populations tadjiks sont très mobiles de part et d'autre de la frontière qui, même si elle se fixe sur l'Amou-Daria, reste très poreuse. Les trafics y sont nombreux, d'autant plus que la corruption règne chez les gardes-frontières tadjikistanais qui ont repris le contrôle de cette frontière en 2005<sup>81</sup>. Pour ce qui est du Turkménistan, aucune barrière naturelle ne le sépare de l'Afghanistan sur près de 800 km et le pays a été en proie à plusieurs incursions de combattants islamistes. Surtout, le pays est particulièrement vulnérable en raison de son absence d'alliances régionales ou internationales en vertu de son principe de neutralité permanente alors même qu'il dispose d'infrastructures critiques sur sa frontière (deux grands gisements gaziers ainsi que le canal du Karakoum qui alimente toute la capitale Turkmène en eau douce). Depuis 2014, la situation est de plus en plus préoccupante, le district de Khamyab, frontalier du Turkménistan, étant passé sous contrôle des Talibans : la production d'opium y a explosé et le nombre de combattants islamistes s'est considérablement renforcé<sup>82</sup>. On parle à ce titre d'une « nouvelle zone grise »<sup>83</sup>, profondément crisogène, à mesure que les réseaux terroristes se restructurent et se transforment suite à l'effondrement de l'État islamique.

## B. Au-delà de l'Afghanistan : une nébuleuse véritablement crisogène

Sur sa frontière Sud, qui rejoint ici plutôt la définition de « front » telle qu'envisagée par Michel Foucher, l'Asie centrale est confrontée à la nébuleuse de « l'arc des crises », et peut, à ce titre jouer un rôle de tampon ou de bouclier face aux risques et menaces qui s'y déploient. Ce rôle de tampon (*buffer*), témoigne de la difficulté de l'Asie centrale à pouvoir se développer sereinement dans un environnement régional

---

<sup>80</sup> *Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, ICG Asia Report n°33, *op. cit.*, p. 4.

<sup>81</sup> Cf. note n° 35.

<sup>82</sup> JARLOY Boris, « L'Asie Centrale : confins ou pivot ? L'ordre et la horde », *in* : *Sécurité globale*, 2018/2, n°14, pp. 5-30 : pp. 8-9.

<sup>83</sup> *Ibid.* p. 8.

dégradé. Tout l'enjeu pour les Républiques centrasiatiques est de dépasser cette notion et de participer à la sécurisation de leur environnement stratégique. Ce que les spécialistes centrasiatiques ont tout à fait compris ; c'est en ce sens d'ailleurs que s'exprimait par exemple Yerlan Karin, directeur du Kazakh Institute for Strategic Studies, en 2016, lors de son discours d'ouverture de la IIe Conférence Internationale d'Astana sur les corridors de transports eurasiatiques<sup>84</sup>.

Le concept « d'arc des crises », popularisé par Zbigniew Brzezinski en 1978, renvoyait à une instabilité chronique de la zone s'étendant du Bosphore à l'Indus ; instabilité qui nuirait aux intérêts occidentaux en termes d'accès aux ressources et de positionnement géostratégique. Concept aujourd'hui étendu parfois depuis la Mauritanie jusqu'à l'Afghanistan, il doit être appréhendé comme une nébuleuse et non comme un arc au tracé exact en ce que les menaces y sont bien réelles mais diffuses, variées et surtout difficiles à circonscrire précisément. Toutefois, cette association complexe de menaces protéiformes laisse ressortir quelques espaces particulièrement crisogènes, au premier lieu desquels se trouve le flanc Sud de l'Asie centrale, formé – nous l'avons évoqué – par l'Afghanistan, mais aussi par le Pakistan et l'Inde, l'Iran et, plus loin, le monde arabo-musulman (Cf. Infra – Figure 2, *L'environnement crisologique extérieur de l'Asie centrale*). Dans cet espace, on trouve une surabondance de zones de conflits et de tensions qui semblent enserrer l'Asie centrale depuis la Caspienne jusqu'au Xinjiang chinois dans une dangereuse instabilité (Cf. Carte n°2 « L'environnement crisologique extérieur de l'Asie centrale »). Observer cette zone donc c'est d'abord se rendre compte de la diversité des menaces : conflits et tensions séparatistes en Chine, en Inde, au Pakistan et dans le Caucase notamment ; conflits et tensions interétatiques entre l'Inde et la Chine, le Pakistan et l'Inde, mais aussi la Russie vis-à-vis des États du Caucase et de l'Ukraine plus loin ; présence de nombreux États fragiles<sup>85</sup> et/ou en guerre ; forte nucléarisation de la zone déjà sous pression ; routes

---

<sup>84</sup> « *Central Asia has now the opportunity to form a new strategic agenda of its own that is beyond security interest of the others, or being a buffer against extremism, terrorism and drug trafficking* ». KARIN Yerlan, « Opening Speech of Director of Kazakh Institute for Strategic Studies under President of Kazakhstan », *Transport Corridors in Eurasia: New Ways of Cooperation*, II International Conference, Astana, 14 Mars 2016, p. 75.

<sup>85</sup> On se réfèrera ici au *Fragile State Index Annual Report 2019* du *Fund For Peace*. Selon ce classement, tous les pays centrasiatiques ainsi que les pays de leur environnement proche sont classés entre 70 et 120 (*i.e.* dans les catégories *warning* ou *alert*) à l'exception de la Mongolie (60 – *stable* 3). Les pays les mieux classés sont l'Arménie et le Kazakhstan (70 – *warning* 1) tandis que les pays les plus instables sont le Pakistan (100 – *alert* 1) et l'Afghanistan (110 – *alert* 2). [En ligne]

illégal et trafics divers... En somme, les menaces sont variées et témoignent de ce « nouvel environnement géostratégique » que connaît le XXI<sup>e</sup> siècle dans son ensemble mais qui trouve une acuité particulière lorsque l'on porte le regard vers cette zone turco-arabo-persique depuis les rives de la Mer Noire jusqu'aux confins de la Chine intérieure.

Outre l'Afghanistan, c'est le Pakistan qui pose également de sérieux problèmes à l'Asie centrale en termes de sécurité mais aussi en termes de développement économique. En effet, les zones tribales pakistanaises ont joué et jouent encore aujourd'hui un rôle refuge pour l'extrémisme religieux et les combattants terroristes. Ces zones tribales pakistanaises, frontalières de l'Afghanistan, sont des espaces où se rencontrent et se côtoient tous les mouvements islamistes radicaux de la région. On y retrouve le MOI, déjà évoqué, mais aussi les Kazakhstaniens du Jund-al-Khalifat, les Ouïghours du Mouvement islamique du Turkestan Oriental (MITO) et, naturellement, les combattants d'Al-Qaïda et les Talibans afghans. En somme, le Pakistan joue le rôle de connecteur logique des mouvements terroristes qui cherchent à renverser les régimes en place en Asie centrale et au-delà pour y instaurer un État islamique salafiste ou wahhabiste. C'est aussi la rivalité exacerbée entre le Pakistan et l'Inde qui nuit sérieusement aux intérêts de l'Asie centrale car « l'obstination pakistanaise à interdire à l'Inde tout trafic à travers son territoire »<sup>86</sup> est délétère en ce qu'elle bloque ou empêche des projets de désenclavement Nord-Sud qui sont vitaux pour assurer le développement de l'Asie centrale et pour rééquilibrer les relations internationales sur zone afin de ne pas laisser l'espace centrasiatique uniquement aux mains de Pékin. La montée récente des tensions entre l'Inde et le Pakistan (depuis Février 2019) mais aussi entre l'Inde et la Chine (Juin et Septembre 2020) risque également de compromettre des projets de développement régionaux bénéfiques aux Républiques d'Asie centrale et font surtout rejaillir le spectre d'un conflit interétatique de grande ampleur entre les puissances nucléaires de la région.

---

<https://fundforpeace.org/wp-content/uploads/2019/04/9511904-fragilestatesindex.pdf> [Consulté le 03 Septembre 2020].

<sup>86</sup> RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc Sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », *op. cit.*, p. 77.

## C. Le flanc Sud par-delà les crises : les opportunités

Cette frontière Sud est pourtant un espace essentiel de la géostratégie centrasiatique. Elle présente de nombreuses opportunités, notamment en termes de désenclavement et de rééquilibrage des relations internationales. Les opportunités sont d'ailleurs une partie intégrante de la notion de crise, comme peut nous le révéler, par exemple, l'idéogramme chinois qui désigne le mot « crise » (Wēijī – 危机). « La notion de crise exprimée par l'adjonction des deux caractères wēi et jī est une allégorie duale : d'abord une crainte » puis « une occasion, une opportunité », qui permet « l'émergence d'une résistance active »<sup>87</sup>.

Cette définition illustre très bien la situation des Républiques d'Asie centrale vis-à-vis de leur flanc Sud. Car s'il ouvre sur de nombreux espaces, ce flanc est aussi celui de toutes les opportunités et, au-delà des problématiques sécuritaires, cette frontière doit être regardée comme un champ de possibilités et de fortune en termes de désenclavement, de renouveau géostratégique et de débouchés économiques. Les liens entre l'Asie centrale et le sous-continent indien sont, nous l'avons dit, séculaires. À ce titre, si le cloisonnement soviétique a fracturé ces territoires connectés, c'est aussi « la partition de l'Inde britannique [qui] a opéré une césure majeure »<sup>88</sup>. Comme le rappelle Jean-Luc Racine, « le désenclavement de la zone en direction du Sud reste problématique pour d'évidentes raisons géopolitiques et sécuritaires, dues à la fois aux problèmes afghans et aux nouvelles tensions entre l'Inde et le Pakistan sur le front du Cachemire »<sup>89</sup>. Dès lors, dépasser l'opposition systématique entre l'Inde et le Pakistan serait largement bénéfique au développement des cinq Républiques centrasiatiques par les routes commerciales et énergétiques que cela permettrait d'ouvrir, afin de désenclaver la zone et de lui permettre d'accéder à l'océan mondial. Les élites centrasiatiques en sont conscientes et participent activement aux projets de sécurisation de l'Afghanistan et, au-delà, discutent avec le Pakistan et l'Inde pour tenter d'élaborer de

---

<sup>87</sup> Cette explication est tirée du blog du Suisse Jérôme Gabriel, expert d'État nommé en intelligence économique et protection des entreprises spécialiste interculturel et géopolitique sur la zone Asie Pacifique. [En ligne] <https://blogs.letemps.ch/jerome-gabriel/2020/05/29/crise-en-chinois-le-jour-dapres/>.

<sup>88</sup> RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc Sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », *op. cit.*, p. 74.

<sup>89</sup> *Ibid.* p.79.

nouveaux projets économiques<sup>90</sup>. À cet effet par exemple, l'Inde a lancé en Juin 2012 sa politique de connexion avec l'Asie centrale (Connect Central Asia Policy – CCAP) lors du premier sommet du dialogue Inde-Asie centrale à Bichkek<sup>91</sup>. La région est en effet stratégique pour Delhi, au-delà de l'uranium que lui livre le Kazakhstan, comme le rappellent de nombreux experts et stratèges indiens<sup>92</sup>.

Les projets de désenclavement, de fourniture énergétique et de développement commercial, sont pourtant nombreux (CASA 1000, Gazoduc TAPI, *China-Pakistan Economic Corridor...*) et permettraient à l'espace centrasiatique de desserrer l'étau des deux géants que sont la Russie et la Chine. En effet, le développement d'un axe Nord-Sud est donc un véritable enjeu géostratégique pour les Républiques d'Asie centrale qui, à l'instar du Kazakhstan se sont résolues à mener une diplomatie « multivectorielle » en ce qu'elles souhaitent « entretenir des relations stratégiques avec toutes les grandes puissances, et manipuler ces relations de façon à créer un équilibre entre elles »<sup>93</sup>. À ce titre, l'Iran devient pour l'Asie centrale un partenaire non négligeable. Associé dans l'imaginaire étasunien à l'axe du mal et identifié comme l'un des états voyous piliers de cet arc des crises mentionné plus tôt, l'Iran ne véhicule pas la même image et ne suscite ni la crainte ni le rejet pour ses partenaires centrasiatiques. Malgré les crises sociales récurrentes que traverse Téhéran, le pays est relativement stable et surtout résolu à achever son programme social issu de sa révolution islamique. Les liens sont multiples avec les Républiques d'Asie centrale, et notamment avec le Tadjikistan, où il exerce une influence culturelle et linguistique, malgré des différends politiques. Des liens commerciaux se sont également développés avec l'Ouzbékistan et avec le Turkménistan, notamment pour ce qui est du gaz, et avec le Kazakhstan, qui

---

<sup>90</sup> Voir, par exemple, pour une analyse locale : « Transport Corridors in Eurasia: New Ways of Cooperation », II International Conference, *Kazakh Institute for Strategic Studies*, Astana, 14 Mars 2016.

<sup>91</sup> Le Ministre des affaires étrangères indien d'alors, Edappakath Ahmed, a ainsi décrit le programme CCAP : « *the policy calls for setting up universities, hospitals, information technology (IT) centers, an e-network in telemedicine connecting India to the CARs, joint commercial ventures, improving air connectivity to boost trade and tourism, joint scientific research, and strategic partnerships in defence and security affairs* ».

<sup>92</sup> Voir, par exemple, CHANDRA Amiya, *India-Central Asia Relations*, Pentagon Press, 2015, 248 p. et la présentation qu'en fait l'expert K. Subramanian, qui explique : « *The Central Asian Republics (CARs) pose the most excruciating and complex challenges to Indian diplomacy judged whether by geo-strategic compulsions or by India's energy concerns.* » (SUBRAMANIAN K., « Caught in the Central Asian vortex », *The Hindu*, 17/05/2015 ; [En ligne] <https://www.thehindu.com/books/caught-in-the-central-asian-vortex/article7215033.ece> [Consulté le 28 Août 2020]).

<sup>93</sup> STARR Frederick, « Plaidoyer pour une Grande Asie centrale », *op. cit.*, pp. 557-558. Il complète ainsi son propos : « D'abord élaborée au Kazakhstan entre 1997 et 2001, cette approche a ensuite été embrassée, explicitement ou implicitement, par presque tous les États de la région ».

s'est connecté au réseau iranien grâce à la voie ferrée Iran-Turkménistan-Ouzbékistan-Kazakhstan. En l'absence d'alternative au Sud via l'Afghanistan et le Pakistan, les Républiques d'Asie centrale pourraient être tentées de se tourner encore davantage vers l'Iran. Même si de nombreux facteurs limitent l'influence de la République islamique, le « pragmatisme de [sa] diplomatie » et « son influence pacificatrice »<sup>94</sup> lui ont permis de tisser des liens solides et de s'imposer comme un axe de désenclavement souhaitable malgré les pressions politiques internationales qui pèsent sur le pays. Ainsi l'Inde, par exemple, finance les infrastructures du port iranien de Chabahar et initie le développement de nouvelles routes vers l'Afghanistan et le Sud de l'Asie centrale à partir de celui-ci. Enfin, face au danger d'un Afghanistan de nouveau en proie à la guerre et à l'extrémisme religieux, l'Iran s'impose aussi aux Républiques d'Asie centrale comme un partenaire privilégié pour l'établissement d'un système de sécurité régional. On notera donc ici l'importance des représentations et de la perception dans l'appréhension des espaces de crise : si l'Iran est crisogène pour l'Occident, ce n'est pas le cas pour l'Asie centrale.

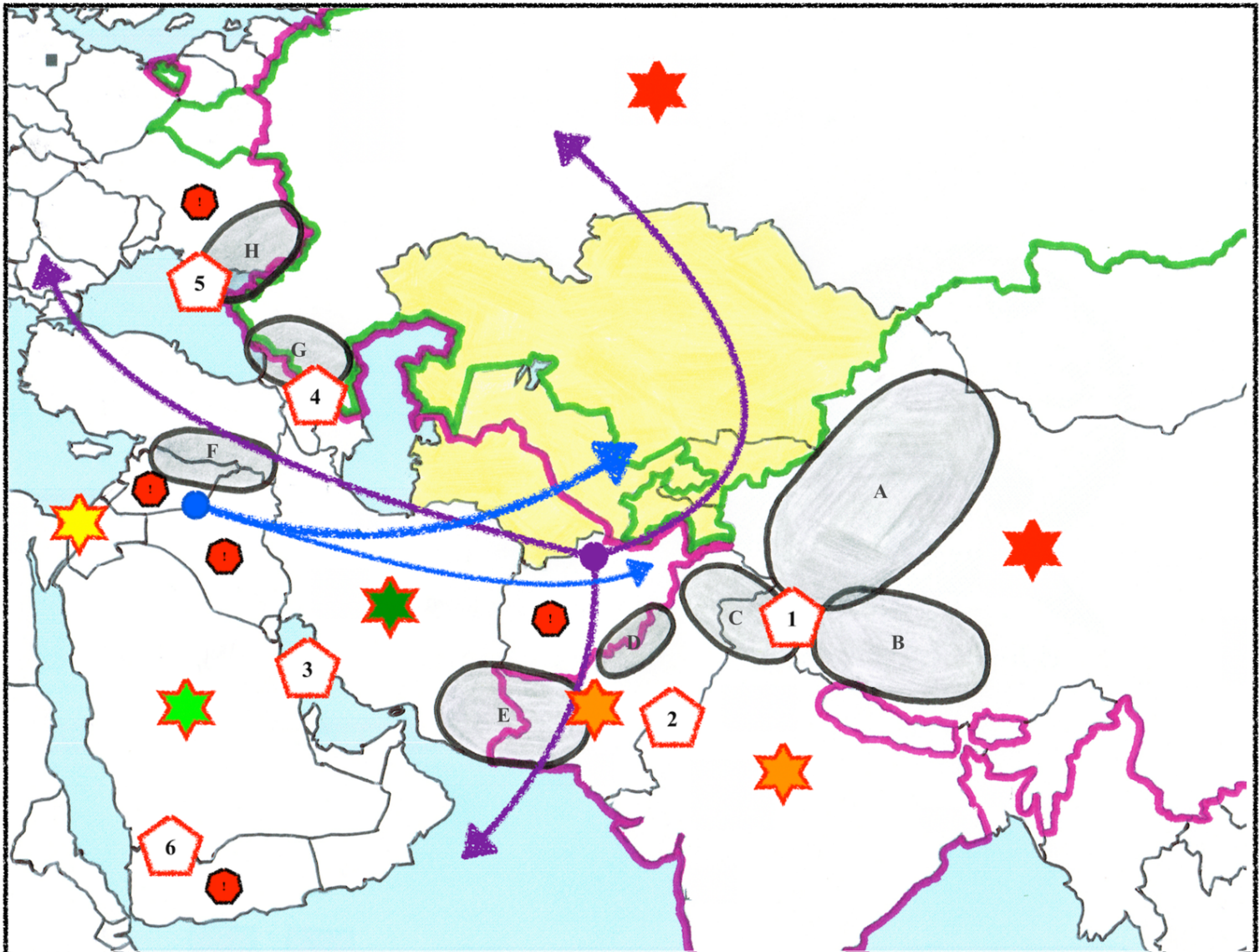
---

<sup>94</sup> CHAUDET Didier, « L'Iran en Asie centrale : un engagement pragmatique et limité », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 70-72.



L'étude des frontières extérieures de la région centrasiatique a permis de mettre en avant un environnement stratégique complexe, doté de nombreux espaces de crise – réels ou symboliques – qui, cartographiés, laissent apparaître l'existence de dynamiques conflictuelles multiples et diverses (Cf. Infra – Figure 2, *L'environnement crisologique extérieur de l'Asie centrale*). Sur chacune de ces frontières extérieures, ce sont aussi des coopérations et des opportunités qui se dégagent notamment avec la Chine, opportunités réelles et à l'œuvre, particulièrement dans le cadre du projet chinois des nouvelles routes de la soie. Les opportunités sont également nombreuses sur le flanc Sud, lequel est un axe de désenclavement essentiel de l'Asie centrale qui, toutefois, pose de nombreuses problématiques sécuritaires qui entravent le déploiement de ces opportunités dans le domaine du réel. Les crises comme les opportunités conditionnent donc le futur politique et stratégique de l'espace centrasiatique dans le champ des relations internationales. Toutefois, cet ensemble que nous avons saisi pour le moment dans une acception macro, est également traversé par de nombreuses crises internes, qui elles-mêmes conditionnent les évolutions régionales. En effet, nous allons maintenant observer que les espaces de crise extérieurs se doublent de problématiques crisogènes intra-régionales. En ce sens, c'est également l'étude des frontières internes qui nous servira de point d'entrée pertinent pour mieux comprendre la crisologie de l'espace centrasiatique. Là aussi, les potentialités conflictuelles sont nombreuses et sérieuses.

**Figure 2 - L'environnement crisologique extérieur de l'Asie centrale**



**1. Les organisations régionales de sécurité :**

- **Pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)**  
Chine, Inde, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Pakistan, Russie, Tadjikistan
- **Pays membres de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)**  
Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan

**2. Les principaux flux illégaux :**

- **Routes de la drogue**  
Principales voies de distribution de l'opium produit en Afghanistan
- **Combattants terroristes**  
Retour des combattants centrasiatiques partis combattre en Irak et en Syrie

**3. Les principaux espaces de crise**

- **Pays en guerre**
- Zones de tensions séparatistes**  
A : Région autonome ouïgoure du Xinjiang (Chine)  
B : Région autonome du Tibet (Chine)  
C : Région du Cachemire et du Gilgit-Baltistan (Inde/Pakistan)  
D : Zones tribales et pachounes (Pakistan/Afghanistan)  
E : Région du Baloutchistan (Pakistan/Iran)  
F : Zones kurdes et Kurdistan (Irak/Syrie/Turquie)  
G : Régions du Sud Caucase (Tchéchénie, Abkhazie, Daguestan...)  
H : Régions russophones d'Ukraine (Crimée, Donetsk, Lougansk)
- 3 **Zones de tensions interétatiques ou conflits transfrontaliers**  
1 : Chine vs. Inde                      4 : Russie vs. Géorgie & Arménie vs. Azerbaïdjan  
2 : Inde vs. Pakistan                5 : Russie vs. Ukraine  
3 : Iran vs. Arabie saoudite        6 : Arabie saoudite vs. Yémen

**4. La problématique nucléaire**

- ★ **Puissances nucléaires reconnues, membres du P5**  
Chine, Russie
- ★ **Pays ayant proliféré, reconnu comme nucléaires**  
Inde, Pakistan
- ★ **Pays non-officiellement détenteur de l'arme nucléaire**  
Israël (doctrine de l'ambiguïté délibérée)
- ★ **Puissance nucléaire du seuil au programme militaire secret**  
Iran
- ★ **Puissance soupçonnée de vouloir se doter d'armes nucléaires**  
Arabie saoudite
- Traité de Semipalatinsk**  
Zone exempte d'armes nucléaires

## Les nouvelles frontières inter-républicaines : des cloisonnements nationaux aux tensions interétatiques.

L'indépendance des Républiques centrasiatiques a entraîné l'apparition de nouvelles dyades interétatiques. Sur la base des anciennes limites régionales internes à l'URSS ce sont donc plus de 8 300 kilomètres de frontières inter-républicaines qui s'établissent. En effet, les frontières internes à l'URSS, qui n'étaient alors envisagées que comme *une forme transitoire vers l'unité complète* selon le programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) de 1919, n'ont jamais été envisagées comme des espaces de rupture. Même si elles étaient effectivement le support de construction d'identités nationales – une dynamique déjà à l'œuvre durant la période tsariste<sup>95</sup> – les RSS n'en étaient pas moins des territoires intégrés dans un ensemble plus vaste, profondément intégré, lieu de réalisation d'un programme social unique et original, celui de l'idéal soviétique et de l'idéologie marxiste-léniniste. C'est donc par rapport aux frontières extérieures et non par rapport aux frontières intérieures que se définit l'altérité dans l'espace soviétique. Ainsi, « l'organisation du territoire [est] constituée avant tout en fonction du principe sectoriel »<sup>96</sup> et l'organisation nationale (les RSS) est doublée d'une organisation de production (les régions économiques – dont une est similaire à la RSS du Kazakhstan et une autre englobe les quatre autres RSS d'Asie centrale) ce qui relativise encore plus la notion de frontières au sein de cet espace qui ne comprend pas, *in fine*, de véritables disjonctions socio-spatiales sur la base des frontières étatiques internes.

---

<sup>95</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie centrale. Des indépendances à la mondialisation*, op. cit., p. 17.

<sup>96</sup> BENINI Roberta, « La politique régionale en U.R.S.S. : conceptions et expériences », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 12, n°3, 1981, pp. 81-115 : p. 81.

« Agent exclusif de l'aménagement, principal acteur du développement, le pouvoir soviétique cherche à réaliser l'intégration économique du territoire. Ce projet prend appui sur un ensemble de principes inférés de la doctrine marxiste-léniniste et formulés dans le cadre des travaux de la régionalisation économique des années vingt. Ces réflexions à caractère théorique ont jeté l'ébauche d'un modèle d'organisation territoriale fondé sur le principe d'une division géographique du travail entre des régions économiques fonctionnellement spécialisées et interdépendantes, et sur la règle de subordination du développement régional aux intérêts du développement macro-économique. »

**MAUREL Marie-Claude (dir.), « Pouvoir et territoire en Union Soviétique », *Territoire et stratégies soviétiques*, Economica, 1982, pp. 7-11 : p. 9.**

Les dynamiques à l'œuvre dans l'espace soviétique sont multiples et même s'il existe des tendances à la construction nationale au sein des frontières des RSS, celles-ci restent soumises aux logiques économiques régionales et au développement macro-économique de l'État soviétique. Le rapport de l'*International Crisis Group* consacré aux frontières de l'Asie centrale écrit ainsi : « *In a highly centralized economic and political system, inter-republic borders were of little significance* »<sup>97</sup>. Il s'agit donc ici d'appréhender le passage soudain, en 1991, de frontières régionales peu significatives à des frontières internationales support des identités et des États-nations, et ce que cela comporte de potentialités crisogènes ou conflictuelles avant d'interroger la gestion des biens et espaces communs au regard de ces nouvelles frontières.

## 1. De la frontière symbolique à la frontière réelle

Les nouvelles républiques d'Asie centrale, qui accèdent à l'indépendance en 1991, se fondent sur huit limites internes de l'URSS, qui deviennent soudainement des frontières internationales ou *dyades interétatiques*, dont les fonctions, rôles et statuts changent alors du tout au tout. Sur plus de 10 000 km, ces nouvelles frontières deviennent le support de la « construction territoriale de l'indépendance » qui vise à « individualiser les territoires étatiques »<sup>98</sup>, autrefois soumis à la logique régionale soviétique. Il faut ici observer les processus de délimitation qui ont conduit à l'établissement

<sup>97</sup> *Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, ICG Asia Report n°33, *op. cit.*, p. 2.

<sup>98</sup> THOREZ Julien (dir.), *Asie centrale. Des indépendances à la mondialisation*, *op. cit.*, p. 34.

de ces frontières et interroger à cet égard la notion de frontière artificielle pour mieux comprendre l'appropriation à l'œuvre de ces États-nations-territoires.

## A. Horogénèse<sup>99</sup> des frontières internes de l'espace soviétique

Les frontières internes actuelles de l'espace centrasiatique sont donc héritées de la période soviétique, lors de laquelle elles n'étaient que des frontières inter-républicaines, support de la politique soviétique des nationalités sans qu'elles ne soient des espaces de rupture. Au contraire, c'était la logique régionale qui prévalait alors et se couplait d'ailleurs d'une logique centre-périphérie destinée à relier ces territoires au cœur russe de l'URSS.

L'historiographie dominante des années 1990 a voulu voir dans les frontières inter-républicaines centrasiatiques des « aberrations » qui avaient pour principale fonction de « rendre non-viable l'indépendance des républiques »<sup>100</sup>. Olivier Roy y voyait même un « calcul machiavélique »<sup>101</sup> du pouvoir soviétique inscrit dans une logique dominant-dominé qui aurait exclu toute implication des autorités locales. Un premier paradoxe est ici posé : si le tracé de ces frontières était destiné à éviter toute velléité nationale, comment expliquer alors que ces frontières soient aujourd'hui maintenues ? De même, si elles sont souvent des espaces de crise, comment expliquer qu'elles n'en sont pas moins le support de la « construction territoriale de l'indépendance »<sup>102</sup> ? C'est parce que l'on a compris, grâce à l'ouverture récente des archives soviétiques, que la logique qui avait prévalu au dessin des frontières centrasiatiques était en réalité bien plus complexe qu'un simple rapport dominant-dominé où le pouvoir soviétique aurait exclu toute implication des autorités et élites locales. C'est l'étude d'Arne Haugen, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*,

---

<sup>99</sup> Néologisme formalisé par Michel Foucher en 1988 dans son ouvrage *Fronts et Frontières. Un tour du monde géopolitique* pour expliquer la genèse des frontières, c'est-à-dire les processus à l'œuvre qui permettent aux frontières d'abord vagues et imprécises de s'inscrire dans le réel. (FOUCHER Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991 (1988), 691 p.)

<sup>100</sup> ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 326 p. : p.116-117.

<sup>101</sup> ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, op. cit., p. 39

<sup>102</sup> D'après le titre de : THOREZ Julien. « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *Flux*, Vol. 70, n° 4, 2007, pp. 33-48.



publiée en 2003<sup>103</sup>, qui a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives. S'y ajoutent également les travaux de Julien Thorez ou d'Emmanuel Gonon et Frédéric Lasserre. Ces différentes analyses ont permis de mettre en avant l'implication des acteurs locaux et les processus d'horogénèse à l'œuvre, bien avant les indépendances de 1991.

Définies principalement entre 1924 et 1936, les frontières des Républiques d'Asie centrale sont en fait l'œuvre du Comité central du parti bolchevique qui s'appuya « sur les résolutions du *Sredazburo* [Bureau pour l'Asie centrale *ndlr.*], qui étaient elles-mêmes fondées sur les travaux du Comité territorial »<sup>104</sup> explique par exemple Julien Thorez, sur la base des travaux d'Arne Haugen. On observe par exemple que « l'intervention des acteurs locaux fut [...] décisive dans la formation du Kirghizstan, tout comme dans la création du Karakalpakistan et du Tadjikistan »<sup>105</sup>. Les revendications des élites centrasiatiques ont ainsi permis de modifier profondément la carte envisagée en 1924 par Moscou, qui ne comptait alors que trois ensembles républicains (RSSA du Kazakhstan, RSS d'Ouzbékistan et du Turkménistan). Ainsi en 1926, l'oblast autonome kirghize obtient d'être détaché de la RSSA du Kazakhstan et accède au statut de République. Il en va de même pour les Tadjiks en 1929 et pour les Karakalpakhs en 1932, qui forment deux nouvelles Républiques détachées d'Ouzbékistan, avant que la RSSA de Karakalpakie ne soit définitivement réintégrée à l'Ouzbékistan en 1936 – elle est toujours aujourd'hui une République autonome intégrée à l'Ouzbékistan (Cf. *Infra* – Figure 3, *L'évolution des frontières régionales soviétiques*).

---

<sup>103</sup> HAUGEN Arne, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, 280 p.

<sup>104</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op.cit.* : p. 37.

<sup>105</sup> *Ibid.* p. 36.



### Figure 3 – L'évolution des frontières régionales soviétiques

© CNRS, Julien Thorez, 2010



Ces Républiques seront finalement le cadre de mise en œuvre de la politique des nationalités soviétique, qui est alors imaginée comme un processus nécessaire à l'émancipation des peuples et à la réalisation finale du *socialisme dans un seul pays*. Staline, dans une démarche constructiviste, définit ainsi les nationalités comme « une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans une communauté de culture »<sup>106</sup>. La formation et la construction des nationalités sont ici envisagées comme des instruments de l'émancipation des peuples dans la logique de l'idéologie soviétique. Le programme idéologique soviétique bénéficie d'une composante spatiale qui se traduit dans le découpage de l'Asie centrale en différentes Républiques ; cela a toutefois conduit à l'émergence de « pays compartimentés et soumis à des dynamiques régionalistes »<sup>107</sup>, malgré l'homogénéité administrative et idéologique apparente de l'espace centrasiatique d'alors. Car l'intégration territoriale soviétique s'inscrivait dans une logique centre-périphérie, qui favorisait les connexions avec le cœur russe de l'URSS, et les interconnexions entre les capitales, mais ne développait toutefois pas un maillage territorial cohérent interne aux Républiques. Ainsi à leur indépendance, les Républiques héritent de cette structure soviétique régionaliste et se retrouvent donc à devoir composer avec de nombreuses enclaves et péricleaves<sup>108</sup>.

## B. Des frontières artificielles ?

La notion de frontière artificielle appliquée au cas de l'Asie centrale a été particulièrement bien traitée, exploitée et critiquée par Emmanuel Gonon et Frédéric Lasserre dans leur article de 2003 : « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale »<sup>109</sup>. Il s'agit à la fois d'une synthèse théorique et de

---

<sup>106</sup> STALINE, « Le marxisme et la question nationale » (1913), *in* : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 41-42, 1996 : « Nation, nationalités et nationalismes en Europe de 1850 à 1920 » (I) sous la direction de René Girault, pp. 50-51.

<sup>107</sup> THOREZ Julien. « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *op. cit.* p. 33.

<sup>108</sup> « Les péricleaves sont des portions d'espace non détachées du territoire national mais exclusivement accessibles après un transit par un pays étranger » (THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op. cit.*, p. 48).

<sup>109</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*

réflexions pratiques sur les frontières inter-républicaines centrasiatiques, qui permettent de définitivement balayer l'idée, ici comme ailleurs, qu'il puisse exister des frontières artificielles. Car cela reviendrait à nier les dynamiques humaines et socio-spatiales à l'œuvre sur les territoires tout autant que celles qui ont présidé au tracé des dites frontières.

De nombreux auteurs, en premier lieu desquels Olivier Roy, ont usé du qualificatif de frontières artificielles pour désigner les frontières inter-républicaines centrasiatiques, faisant du terme un poncif de notre époque particulièrement. Pourtant si celui-ci parle, dès 1997, de frontières *aberrantes* et d'une *artificialité* des tracés<sup>110</sup>, on remarquera que d'autres auteurs, à l'instar de Daniel Balland sont plus nuancés. Ainsi ce dernier expose-t-il que la complexité des frontières centrasiatiques témoigne sans doute de logiques qui, alors que les archives soviétiques n'étaient pas encore ouvertes, échappaient aux géographes et aux historiens. Il affirme ainsi qu'au-delà du simple « calcul machiavélique » que voulait voir Olivier Roy ou des critères ethniques et nationaux, « d'autres facteurs ont été pris en compte, d'autres calculs ont prévalu »<sup>111</sup> lesquels seuls peuvent expliquer un tracé si complexe. D'autant que l'idée de frontières artificielles destinées, *in fine*, à éviter toute indépendance, est un « jugement a posteriori peu crédible »<sup>112</sup> puisque lesdites frontières ont été établies dans les années 1920-1930, comme nous l'avons vu, dans un moment où, objectivement, l'URSS n'était pas menacée d'implosion et où il n'existait pas, finalement, de tensions séparatistes en Asie centrale sur le fondement des nationalités.

Dans une logique crisologique, il faut analyser combien cette notion de frontières artificielles est un espace de crise dans le champ des représentations et de la perception, en ce que celle-ci renvoie à l'idée de frontières imposées, exogènes, non-consenties, et décidées par une puissance extérieure. Cette notion se rapporte donc pour beaucoup à une logique coloniale ou à un rapport dominant-dominé, et insinue une faiblesse structurelle des États ainsi dessinés. En plus de renvoyer à une négation des réalités humaines de l'espace, la notion de frontières artificielles s'impose donc comme un jugement de valeur, qui ne cherche pas, finalement, à comprendre la

---

<sup>110</sup> ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, *op. cit.*

<sup>111</sup> BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques », *Hérodote*, n° 84, 1997, pp. 77-123 : p. 115.

<sup>112</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 440.

complexité : « le terme implique un jugement sur la pertinence du tracé et quitte donc le champ de la simple description des types de tracés frontaliers »<sup>113</sup>. Même utilisée par les populations locales, cette notion ne dévoile que la perception qu'ont les individus de leurs propres enveloppes mais ne constitue pas pour autant une qualité intrinsèque au tracé frontalier. Comme l'expliquent Emmanuel Gonon et Frédéric Lasserre, on étudie alors la « représentation des frontières » en ajoutant que « toute représentation est datée [et] construite »<sup>114</sup>.

Les mêmes auteurs relèvent aussi que l'arbitraire politique soviétique ne s'est pas exprimé pour annihiler toute tentation indépendantiste mais plutôt pour « rééquilibrer les capacités économiques des territoires définis » afin d'assurer à chacun une « assise économique »<sup>115</sup>. Surtout, le tracé soviétique se fondait, nous l'avons dit, sur une approche idéologique des nationalités, telles que les décrivaient Staline par exemple. Il répondait aussi de logiques fonctionnelles et a été mené sur « la base des compétences professionnelles supposées des peuples ». Cela explique, par exemple, l'existence des nombreuses enclaves dans la vallée de Ferghana qui donnent aux Ouzbeks, identifiés comme sédentaires et agriculteurs, la majorité des fonds de vallées arables, tandis que les pentes ont été attribuées aux Kirghizes et aux Tadjikes, définis comme pasteurs de piémont et d'altitude. Il y a donc une véritable pensée, prétendument scientifique, qui s'impose dans le tracé de ces frontières définies à l'époque soviétique. On peut ainsi véritablement saisir les logiques de leur existence sans que ces frontières ne soient qualifiées d'artificielles. La configuration territoriale actuelle fragmentée, compartimentée et parfois atomisée comme dans le cas de la vallée de Ferghana, n'est devenue problématique que dans le cadre d'États souverains. Elle n'était pas crisogène du temps de l'URSS où les Républiques étaient régionalement intégrées et se retrouvaient dans la réalisation du même programme social soviétique. Désormais, ces frontières se sont transformées en espaces de crise et de tensions récurrentes du fait de leur complexité et surtout de la disparition des logiques qui ont présidé à leur dessin. Les États centrasiatiques apparaissent alors comme fragiles et entravés dans leur développement parce que les dynamiques nationales ont supplanté les dynamiques régionales, créant de fait une inadéquation totale entre les

---

<sup>113</sup> *Ibid.* p. 436.

<sup>114</sup> *Ibid.* p. 456.

<sup>115</sup> *Ibid.* p. 446.

réseaux et les frontières c'est à dire entre le maillage (la trame des réseaux) et le treillage (le découpage des espaces)<sup>116</sup>.

## C. Des États fragilisés par leur enveloppe territoriale

Les différentes revendications ou points de contentieux engendrés par la transformation de frontières régionales en dyades internationales ont donc ouvert de nombreux espaces de crise interétatiques. Bien que l'effondrement du régionalisme soit compréhensible, comme l'explique Frédéric Starr, il a profondément affaibli les États jusqu'à mettre en cause leur souveraineté et leur viabilité du fait de la « fragmentation des territoires » mais aussi et surtout en raison de l'inversement des dynamiques puisque la « logique de connexion des grilles de déplacement soviétique, [...] devient problématique dans le cadre d'États souverains »<sup>117</sup>. Les liens sociaux et l'ensemble des dynamiques spatiales sont donc bouleversés par l'apparition de ces nouvelles frontières interétatiques et le territoire autrefois vécu comme intégré devient par endroits un territoire subi : la fermeture physique des frontières, les visas et droits de douane compliquent la vie des habitants de ces territoires fragmentés, lesquels ne sont parfois accessibles que via un pays voisin. Ce ne sont donc pas seulement des crises politiques et interétatiques qui se déploient dans cet espace mais également des crises humaines et sociales, qui impactent directement les communautés locales.

L'horogénèse soviétique, qui répondait de logiques fonctionnelles et de dynamiques régionalistes, n'a pas créé de cadre véritablement pertinent à l'affirmation d'États souverains. Pour autant, les tracés ne subiront pas de changements importants et les cinq nouvelles républiques vont s'insérer dans la voie de la construction territoriale de l'indépendance indépendamment des situations de fragilité ou de précarité créées par l'existence de frontières parfois incohérentes sur les plans géographiques,

---

<sup>116</sup> Sur ces sujets du maillage et du treillage, abondamment exploités par Julien Thorez pour analyser l'enclavement et l'inadéquation des réseaux aux frontières de l'Asie centrale, voir par exemple : BAUDELLE Guy, « Quadrillage, treillage, maillage : discussion », *Espace géographique*, Tome 26, n° 1, 1997. pp. 79-80 ; et dans le même volume : BRUNET Roger, « Du maillage au treillage », p. 81. Cette distinction entre la trame des réseaux et le découpage territorial est donc relevée par Julien Thorez qui conclut à une « absence de concordance entre le maillage et le treillage » (THOREZ Julien. « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *op. cit.* p. 33).

<sup>117</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 450.

ethniques ou économiques. L'enveloppe territoriale de ces Républiques est en effet particulièrement éclatée pour ce qui concerne l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Ceux-ci se partagent par exemple la vallée de Ferghana qui comporte de nombreuses enclaves territoriales – cinq appartiennent à l'Ouzbékistan, trois au Tadjikistan et une au Kirghizistan. D'autres problématiques sont soulevées par l'existence de ces nouvelles frontières internationales, parmi lesquelles la répartition des terres arables et des ressources hydrauliques, la gestion des biens communs tels que la mer d'Aral ou la mer Caspienne, mais aussi et surtout l'adéquation des réseaux de transports aux nécessités économiques des différents pays. L'Ouzbékistan, qui était autrefois un nœud de communication entre les différentes Républiques d'Asie centrale est aujourd'hui par exemple dans une situation de double enclavement : l'ensemble de ses voisins sont, comme lui, privés d'accès à des mers ouvertes. Il doit donc transiter par au-moins deux autres pays avant d'atteindre des débouchés maritimes connectés à l'océan mondial. Les fragilités macro ne doivent toutefois pas occulter de nombreuses fragilités locales. Ainsi par exemple, comme l'explique très bien Julien Thorez dans ses différentes études sur les réseaux de transport d'Asie centrale, de nombreuses régions souffrent d'un enclavement saisonnier. C'est le cas au Tadjikistan dont la situation géographique complexe conduit à ce que certaines parties du territoire soient inaccessibles par les réseaux nationaux durant les périodes hivernales. En effet, sa situation appendiculaire nécessite de franchir de hauts sommets (*i.e.* supérieurs à 3 000 mètres) ainsi les cols d'Anzob (3 370 m) et de Chakhristan (3 359 m) qui relie le Nord et le Sud du pays, ou encore le col de Khaburabad (3 270 m), qui connecte l'Est et l'Ouest. Cette situation originale fractionne le territoire tadjike en quatre sous-ensembles régionaux<sup>118</sup>. Le pays souffre donc d'un véritable déficit d'accessibilité tout comme le Kirghizistan dont le territoire est fractionné par les hauts sommets du Tian-Chan. D'autant que l'ancienne logique régionale des grilles de transports était autrefois dessinée pour connecter cet espace à la Russie et les seules voies de désenclavement qui existaient étaient donc orientées vers le Nord et ne tenaient pas compte des frontières inter-républicaines. Désormais, les pays doivent adapter et redessiner leurs réseaux nationaux afin de les adapter à leurs territoires en même temps qu'ils doivent

---

<sup>118</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op. cit.*, p. 49.



s'insérer dans de nouvelles voies de désenclavement Est-Ouest, entre la Chine et l'Europe, et potentiellement vers le Sud via l'Afghanistan.

L'enveloppe territoriale des Républiques d'Asie centrale est ainsi un élément de fragilité et le morcellement favorise les dynamiques crisogènes lorsque les nouvelles affirmations nationales entrent en concurrence avec les anciennes dynamiques régionales. Julien Thorez note ainsi que « les déficits d'accessibilité liés aux carences du système de transport, conçu à l'échelle régionale et inadapté à l'échelle nationale, instaurent donc entre les pays nouvellement indépendants des formes de dépendance contradictoires avec leurs aspirations à la souveraineté et à l'autonomie » ce qui souligne « l'inadaptation des entités géographiques nationales au nouvel environnement géopolitique »<sup>119</sup>. Chaque État sera en effet tenté de chercher dans son positionnement géographique ou économique des avantages stratégiques pour répondre à la double dynamique suivante : construction nationale en interne, et politique de puissance en externe. La combinaison de ces processus favorise l'émergence de tensions et de crises qu'il s'agit maintenant d'appréhender.

## 2. La crise territoriale centrasiatique depuis 1991

L'apparition soudaine de ces États souverains centrasiatiques, à l'assise spatiale fragile et parfois largement incohérente, a conduit à l'émergence d'une véritable crise territoriale en Asie centrale qui touche tous les États. Aussi, même si la boîte de pandore des renégociations frontalières ne sera jamais ouverte et que les pays adopteront finalement un « statu quo théorique quant aux tracés des frontières inter-républicaines »<sup>120</sup>, cela n'a pas empêché l'émergence de nombreuses crises et tensions, souvent expliquées et analysées au prisme de frontières jugées « artificielles » ; une notion critiquable comme nous l'avons vu. Ces frontières ont en tous cas été le support des politiques nationales tout autant qu'un instrument de cloisonnement, ce qui a engendré de nombreuses tensions interétatiques et inter-ethniques.

---

<sup>119</sup> *Ibid.* p. 48-49

<sup>120</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 448.

## A. De l'espace au territoire : teichopolitiques<sup>121</sup> et programmes sociaux

L'implication des élites soviétiques centrasiatiques dans le projet de réforme territoriale des années 1920 et 1930, témoigne de la préexistence de sentiments nationaux<sup>122</sup> et, surtout, de l'intériorisation du modèle westphalien de la souveraineté. Malgré les incohérences géographiques ou ethnoculturelles des frontières ainsi dessinées, le cadre républicain va devenir, après 1991, celui de la *construction territoriale de l'indépendance* et de la construction des nations.

L'horogénèse soviétique aura finalement entraîné l'apparition d'États-nations souverains au début des années 1990. Dans ce cadre, les frontières ont joué pleinement leur rôle dans la construction et la territorialisation des identités : l'enveloppe territoriale des États centrasiatiques consacre ainsi leur *exclusivisme territorial* et leur souveraineté tandis que dans le même temps, on n'observe pas, à la suite des indépendances, de grands élans pan-turciques ou de véritable projet de réunion des Républiques centrasiatiques au sein d'un même ensemble turkestanais ou touranien. Au contraire, la logique nationale est acceptée, endogénéisée et revendiquée. S'appropriant l'héritage soviétique, les États « instrumentalisent les nouvelles frontières pour renforcer leur stabilité et leur individualité dans le champ géopolitique régional, en conduisant une politique de fermeture et de cloisonnement de l'espace »<sup>123</sup>. Il faut ici rappeler que la frontière est une dynamique commandée par la triangulaire hommes-espace-temps qui permet effectivement de transformer l'espace en *territoire*, lequel devient le « lieu de réalisation d'un système de relation » ou d'un « programme social »<sup>124</sup>. En ce sens, la frontière joue un rôle fondamental dans les processus

<sup>121</sup> Le terme *teichopolitique* est un néologisme formé sur la racine grecque ancienne τειχος (*teichos*), désignant le « mur de la cité » afin d'appréhender la fermeture et le cloisonnement des territoires ; la notion est ainsi définie : « Par teichopolitique, on entend toute politique de cloisonnement de l'espace, en général liée à un souci plus ou moins fondé de protection d'un territoire – et donc pour en renforcer le contrôle » (BALLIF Florine & ROSIERE Stéphane, « Le défi des « teichopolitiques ». Analyser la fermeture contemporaine des territoires », *L'Espace géographique*, Vol. 38, n° 3, 2009, pp. 193-206 : p. 194).

<sup>122</sup> « L'émergence de la question nationale au sein des sociétés centrasiatiques précédait la politique soviétique des nationalités. Seule cette antériorité permet de comprendre la mobilisation des élites locales dans le processus de construction nationale. » (THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op. cit.* p. 36.).

<sup>123</sup> THOREZ Julien. « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *op. cit.* p. 29-30.

<sup>124</sup> RAFFESTIN Claude, « Espace, temps, frontière », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 18, n° 43, pp. 23-34 : p. 25.

d'affirmation nationale puisqu'elle agit, comme l'expliquait Michel Foucher dès 1988, « sur les trois registres du réel, du symbolique et de l'imaginaire »<sup>125</sup>. Une dynamique également soulignée par Julien Thorez pour le cas particulier de l'Asie centrale puisque celui-ci explique que « les États exploitent la dimension idéologique des discontinuités politiques qui, reposant sur une dialectique intérieur-extérieur, dedans-dehors, sien-autre, impose une altérité qui contribue à leur consolidation »<sup>126</sup>. Ainsi la territorialisation et la matérialisation des frontières en Asie centrale joue bel et bien sur les trois registres identifiés par Michel Foucher : la réalité des frontières s'accompagne d'une dimension symbolique essentielle à la construction nationale.

Ainsi, pourtant soumises à des dynamiques régionales, les Républiques centrasiatiques vont affirmer leur territorialité et leur identité dans une forme de concurrence les unes avec les autres. Julien Thorez parle à ce titre de « territorialités antagonistes », qui, si elles participent « à l'édification et à la construction des espaces nationaux », stimulent néanmoins les « disjonctions socio-spatiales »<sup>127</sup>. On peut même parler dans le cas de l'Asie centrale de véritables *teichopolitiques*, qui rompent brutalement avec la dynamique régionale de l'URSS en ce qu'il s'agit de *politiques de cloisonnement de l'espace*. Ces politiques sont principalement dictées par des enjeux sécuritaires, comme le relève la *Defence Academy* : « *new threats to state security had become a serious motivation in the process of constructing administrative barriers [...]. This has forced the processes of delimitation and demarcation, sometimes unilaterally* »<sup>128</sup>. C'est le cas de l'Ouzbékistan par exemple qui, sous prétexte de lutter contre les flux illégaux et notamment contre l'incursion de combattants terroristes, a décidé de miner la majeure partie de sa frontière avec le Kirghizistan et le Tadjikistan. Ce pays a d'ailleurs été l'objet de vives critiques, de la part de ses voisins et de la communauté internationale, car il a mis en œuvre une politique de puissance nuisible au règlement pacifique des litiges frontaliers, en s'appuyant sur son statut de première puissance militaire de la région<sup>129</sup>. Dans ce contexte, c'est pour se protéger face à des

---

<sup>125</sup> FOUCHER Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 38.

<sup>126</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », op. cit., p. 43.

<sup>127</sup> *Ibid.* p. 30.

<sup>128</sup> RAHIMOV Mirzohid & URAZAYEVA Galina, *Central Asian Nations & Border Issues*, Conflict Studies Research Centre, Central Asian Series 05/10, Defence Academy, Camberley, Mars 2005, 23 p. : p. 18.

<sup>129</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », op. cit.

risques réels ou supposés que les pays ont eu recours à des politiques de fermeture<sup>130</sup> : la frontière retrouve ici sa fonction de protection et est envisagée comme une barrière face à des menaces susceptibles de fragiliser des Républiques déjà vulnérables du fait de leur enveloppe territoriale précaire.

Ces dynamiques crisogènes, apparues dès 1991, sont également relevées par David Teurtrie et Jean Radvanyi, lesquels dévoilent la tension ainsi créée : « [l']ouverture sur le monde lointain s'est paradoxalement accompagnée d'une fermeture sur le monde proche du fait de l'apparition de nouvelles frontières internationales au sein de l'espace ex-soviétique. Ce qui était hier le centre urbain le plus proche devient une ville étrangère de l'autre côté de la frontière »<sup>131</sup>. La crise territoriale ouvre donc sur une nébuleuse de crises politiques, sécuritaires et ethniques, les différents contentieux frontaliers soulevés dès les années 1920-1930 n'ayant pas été définitivement résolus. On peut ici songer aux tensions indépendantistes des Karakalpaks, mais aussi, par exemple, à l'attribution des villes de Samarkand et de Boukhara, foyers historiques de la nation tadjike, à l'Ouzbékistan, ou encore aux multiples enclaves et périclaves créées dans la vallée de Ferghana, région agricole la plus riche de la région et donc nécessairement objet de convoitises. C'est donc dans ce contexte de crise territoriale que vont s'opérer les politiques d'affirmation nationale, lesquelles sont indissociables du territoire en tant qu'élément constitutif de la souveraineté. Comme nous l'avons déjà observé, les dynamiques nationales supplantent les dynamiques régionales ; ainsi, la fonction idéologique et symbolique de la frontière en tant que marqueur d'identité devient le support du « processus de différenciation et d'individualisation des territoires étatiques »<sup>132</sup>. Plusieurs dynamiques sont immédiatement observables : « passeportisation », militarisation des frontières, développement autocentré avec application de forts droits de douane, limitation des déplacements transfrontaliers, imposition

---

<sup>130</sup> Sur le fondement sécuritaire des teichopolitiques, on se réfèrera notamment à BALLIF Florine & RO-SIERE Stéphane, « Le défi des « teichopolitiques ». Analyser la fermeture contemporaine des territoires », *op. cit.* : « [La frontière] apparaît comme un dispositif logique dans la « société du risque » (Beck, 2001). Pour Ulrich Beck, l'universalisation du risque et sa perception ont profondément modifié les représentations des acteurs politiques. L'attitude face au risque – comment le répartir, le gérer, l'éviter – devient un des déterminants fondamentaux des processus politiques et sociaux. Les teichopolitiques peuvent être analysées à la lumière de cette évolution, la barrière répondant à un risque. » (p. 195).

<sup>131</sup> TEURTRIE David & RADVANYI Jean, *Les frontières russes entre effets d'héritages et nouvelles polarités*, Géoconfluences, Lyon, 2009 [En ligne]. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/geoconfluences/doc/et-pays/Russie/RussieScient4.htm> [Consulté le 1er Décembre 2019].

<sup>132</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op. cit.*, p. 43.

de visas... et ce malgré l'accord conclu à Bichkek en 1992 par les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) qui devait garantir la liberté de circulation au sein de l'espace post-soviétique. En somme, « cette matérialisation des frontières, inscrite dans une dynamique de fermeture des espaces nationaux, suscite une redéfinition des pratiques et des représentations socio-spatiales. Longtemps défonctionnalisées et désincarnées, les frontières de l'Asie centrale tendent à signaler des territoires à part entière »<sup>133</sup>. En ce sens, on observe même des confrontations symboliques via la théâtralisation des frontières dont certains segments deviennent des objets de propagande (déploiement des couleurs nationales, portraits et maximes des Présidents, infrastructures grandioses...). Il y a bel et bien une concurrence des programmes sociaux interétatiques qui ouvre sur de nombreux espaces de crise, tant dans le champ des représentations que dans le champ du réel et du vécu.

## B. Les principaux espaces de crise et leurs implications

Les tensions, crises et affrontements sont nombreux entre les différentes communautés d'Asie centrale et se déroulent la plupart du temps dans un contexte frontalier tendu. Comme le rappelait d'ailleurs la Kirghize Raya Kadyrova, militante au sein d'une ONG, à Vicken Cheterian en 1999 : « chaque village est un foyer de conflits potentiels »<sup>134</sup>. Toutefois, la nature et le déroulé de ces crises sont multiples et dépassent souvent le cadre micro ; il s'agit ici de se lancer dans un tour d'horizon non exhaustif des principales crises centrasiatiques survenues depuis 1991 pour mieux comprendre les dynamiques et enjeux soulevés par ces nouvelles frontières inter-républicaines.

Les premières crises sont d'ordre politique et ont de profondes implications sociales et symboliques. Elles concernent la matérialisation et la pétrification des frontières qui transforment « les pratiques et les représentations territoriales »<sup>135</sup> par un effet de cloisonnement de l'espace. En effet, les teichopolitiques mises en œuvre

---

<sup>133</sup> *Ibid.* p. 47.

<sup>134</sup> CHETERIAN Vicken, « La vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale », *Le Monde Diplomatique*, Mai 1999, pp. 16-17.

<sup>135</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op. cit.*, p. 54.

perturbent profondément les habitudes et les mouvements des communautés humaines frontalières ou transfrontalières. On pense ici par exemple à l'instauration d'un régime de visa par le Turkménistan, en 1998, vis-à-vis de l'Ouzbékistan. Par réciprocité, Tachkent applique la même mesure et, en 1999, l'étend aux citoyens du Tadjikistan et du Kirghizistan. Malgré des procédures de transit allégées pour les communautés situées proches des nouvelles dyades, les frontières deviennent ici des barrières. D'autant plus quand, en 2002, l'Ouzbékistan puis le Turkménistan décident d'instaurer une taxe pour le franchissement de la frontière de six dollars pour leurs ressortissants respectifs, alors même que ces six dollars représentaient alors la moitié du revenu mensuel moyen des ruraux ouzbékistanais. Supprimée depuis, cette taxe illustre combien les politiques de cloisonnement de l'espace national sont des entraves aux dynamiques locales qui n'avaient jamais connu pareilles frontières, notamment lorsque celles-ci tendent aussi à devenir de véritables murs. Ainsi le Turkménistan a-t-il décidé dès le début des années 2000 de clôturer l'ensemble de son territoire. L'Ouzbékistan a fait de même, notamment sur ses frontières avec le Tadjikistan et le Kirghizistan, en vallée de Ferghana, là où les tracés frontaliers sont les plus complexes. On assiste alors à un véritable phénomène de pétrification : des postes-frontières, des infrastructures militaires et des barrières sont érigées ; des grillages surgissent au sein même de certains villages et séparent les communautés rurales ; des bâtiments sont rasés pour démarquer et clôturer la frontière. Aussi, « phénomène post-soviétique classique, l'aménagement des frontières s'accompagne de leur militarisation » : des gardes-frontières sont déployés et le franchissement des dyades par les communautés locales suppose désormais de se soumettre à « la violence réelle et symbolique exercée par les États et leurs représentants ». Cela encourage aussi les phénomènes de corruption qui sont devenus monnaie courante et tendent à rendre les politiques frontalières largement impopulaires auprès des communautés locales. À ce sujet, Julien Thorez note ainsi que « dans le Ferghana, le mouvement islamiste Hizb-ut-Tahir tient d'ailleurs une partie de sa popularité dans la dénonciation des nouvelles frontières »<sup>136</sup>. Les crises territoriales ont donc des implications humaines et sociales très fortes, qui sont subies quotidiennement par les populations du Ferghana par exemple, où l'existence d'enclaves et de péricleaves nécessite parfois le passage quotidien par un ou deux autres États pour relier le reste du pays.

---

<sup>136</sup> *Ibid.* p. 55.



Ainsi ce « nouvel environnement géopolitique suscite des réactions hostiles et des tensions »<sup>137</sup> d'autant plus lorsque, sous l'effet des politiques d'affirmation nationale, la frontière étatique tend à devenir une frontière ethnique. Cela conduit à de nombreux et violents heurts entre les communautés dont on ne pourrait pas relever toutes les occurrences tant leur fréquence est importante. On signalera toutefois que ces tensions intercommunautaires sont anciennes et ne sont pas simplement la conséquence des teichopolitiques et des affirmations nationales modernes. Déjà en 1989, par exemple, des premières tensions avaient éclaté entre Kirghizes et Ouzbeks au sujet de la répartition des terres arables au Ferghana, puis en 1990 à Och et Ouzgen. Ce sont ensuite des violences nationalistes et xénophobes à l'encontre des Turcs Meshkets qui se déploient, la même année, à Kokand et font plusieurs centaines de victimes. Depuis les indépendances, la conflictualité entre Ouzbeks et Kirghizes se déploie librement, même si elle semble aujourd'hui gelée. Durant toutes les années 1990, des violences régulières ont éclaté entre ces deux communautés et encore, par exemple, en 2010, à Och<sup>138</sup>. Les conflits ethniques ou interétatiques ont également été exacerbés par l'instabilité régionale récurrente provoquée par la guerre civile au Tadjikistan (1992-1997) puis par les révolutions kirghizes en 2005 puis en 2010. Outre ces vastes mouvements à l'encontre de communautés ciblées, les incidents frontaliers mineurs sont également légion et ponctuent l'actualité politique de l'Asie centrale<sup>139</sup>. Ces incidents provoquent toutefois régulièrement des blessés et plus rarement des morts, comme le 6 Août 2020 où un civil tadjikistanais a été tué à la suite d'un échange de tirs sur la frontière de l'enclave tadjik de Vorukh en territoire kirghizstanais. Ainsi, sur le seul mois de Mai 2020, pas moins de quatre incidents frontaliers ont été signalés dans les enclaves tadjikistanaises et ouzbékistanaises présentes au Kirghizistan : le 1<sup>er</sup> Mai (jets de pierres et tirs de sommation) ; le 8 Mai (coups de feu et tirs de mortier – plusieurs blessés) ; le 24 Mai (coups de feu – un blessé) ; le 31 Mai (jets de pierre et incendies – plus de 200 blessés)<sup>140</sup>. La typologie de ces crises et conflits est d'autant

---

<sup>137</sup> *Ibid.* p. 55.

<sup>138</sup> PETRIC Boris, « Pogroms contre les Ouzbeks à Och », *Hérodote*, n° 138, 2010, pp. 58-65.

<sup>139</sup> Expérience personnelle de l'auteur entre Septembre et Décembre 2020. En moyenne, au moins un incident frontalier entre deux Républiques d'Asie centrale était rapporté chaque semaine par les médias centrasiatiques. La dimension et l'ampleur de ces incidents varient de la simple rixe sans victimes à l'échange de coups de feu ou de jets de pierre et jusqu'aux tirs de mortier impliquant des blessés et parfois des morts.

<sup>140</sup> D'après les indications et publications de *Novastan.org* corroborées par *Interfax.kz*.

plus difficile à dresser qu'elle implique souvent à la fois des civils et des militaires et que l'origine des tensions est souvent difficile à identifier. Cette origine oscille entre accès à l'eau, partage des terres, divagation du bétail, franchissements illégaux des frontières ou encore tentatives d'extorsion lors des passages aux frontières. Ceci-dit, on observe bien à quel point la situation est tendue en raison du paradoxe qui existe entre le cloisonnement des espaces nationaux et le manque de démarcation claire des frontières dans les espaces les plus complexes tels que la vallée de Ferghana.

Les crises politiques et sociales engendrées par ces nouvelles frontières se doublent de crises interétatiques, souvent liées au partage des ressources. Nous avons précédemment évoqué l'idée que la fragilité de l'enveloppe territoriale poussait chacun des États à avancer ses avantages stratégiques dans sa quête de puissance et dans son affirmation vis-à-vis de ses voisins. Cela s'illustre par exemple par des crises sur les échanges au niveau macro, et notamment dans la distribution de l'eau et du gaz. Deux évènements similaires et significatifs se sont ainsi déroulés en 1999 et en 2011 entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. L'Ouzbékistan, accusant le Kirghizistan de retard dans le paiement de ses notes de gaz, a subitement interrompu ses livraisons. En 1999, le Kirghizistan avait exigé plus de cinq millions de dollars de la part de l'Ouzbékistan pour l'entretien des digues et canalisations sur son territoire qui alimentent l'Ouzbékistan en eau et, finalement, un statu quo a été trouvé. Mais en 2011, le Kirghizistan a décidé d'ouvrir à plein les vannes du barrage de Toktogul afin de produire suffisamment d'électricité pour tenter de combler son déficit énergétique induit par l'arrêt des livraisons de gaz ouzbek. Ce faisant, le Kirghizistan a provoqué une crue de vaste ampleur qui a ravagé les digues et inondé les cultures du côté ouzbekistanais. Dans le même temps, le Kirghizistan signifiait à l'Ouzbékistan qu'il ne pourrait plus lui livrer suffisamment d'eau pour l'été en raison du déversement massif provoqué. Il s'agit là d'une « algarade diplomatique, livrée par l'intermédiaire de la gestion des ressources stratégiques » qui illustre bien la « rudesse des rapports entre voisins » dans un « contexte de relations régionales tendues »<sup>141</sup>. Autre exemple de crise interétatique majeure, en 1999 et 2000, lorsque le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MOI), réfugié dans les zones tribales d'Afpak<sup>142</sup> mène plusieurs attaques

---

<sup>141</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 447.

<sup>142</sup> Le terme « Afpak » est un néologisme d'origine étasunienne et utilisé dans les cercles diplomatiques et de politique étrangère pour englober sous une même dénomination la zone de crises et de tensions

armées au sein de l'Ouzbékistan, après avoir transité par le Tadjikistan voisin. Tachkent décide alors de mener des frappes aériennes au Tadjikistan sans aucune autorisation ou avertissement préalable auprès de Douchanbé et, dans le même temps, lance de vastes opérations de minage de ses frontières avec le Kirghizistan et le Tadjikistan. Si les protestations du Kirghizistan ont conduit au retrait de la majeure partie des mines sur cette frontière, celle d'avec le Tadjikistan reste encore particulièrement dangereuse.

## C. État des lieux du règlement des questions frontalières en Asie centrale

Les crises et les tensions sont liées au paradoxe entre l'affirmation territoriale très forte de chacun des États et la complexité de certains tracés qui implique un manque de démarcation claire des frontières. Reste donc à appréhender ici où en sont les processus de délimitation et de démarcation des frontières interétatiques en Asie centrale : si de nombreux segments sont désormais délimités et démarqués, d'autres restent particulièrement problématiques.

Le cas du Kazakhstan tout d'abord est sans doute le moins problématique. Celui-ci a en effet été le premier pays à délimiter et à démarquer l'ensemble de ses frontières intérieures à l'espace centrasiatique – c'est-à-dire avec le Kirghizistan, au Sud-est, avec l'Ouzbékistan, au Sud-ouest, et avec le Turkménistan au Sud-ouest. Le premier accord a été signé avec le Kirghizistan dès 1996 sans qu'aucune tension ou revendication particulière ne soit signalée. En 2001, c'est avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan que le Kazakhstan signe un accord de délimitation de ses frontières. Mais l'accord avec l'Ouzbékistan qui ne couvrait que 96% de leur dyade est complété en 2002 pour délimiter les 4% restant – cet accord a été renégocié en 2003 d'un commun accord pour des échanges territoriaux minimes, notamment en raison d'échange de sources d'eau. Quoiqu'il en soit, le Kazakhstan a donc désormais délimité l'ensemble de ses frontières : en 1996 avec la Russie et le Kirghizistan, en 1998 avec la Chine, en 2001 avec le Turkménistan et en 2002 avec l'Ouzbékistan. Cela en fait sans aucun doute un pays modèle en la matière pour l'Asie centrale, l'ensemble de ces négociations s'étant déroulé sans crises majeures ou tensions particulières si ce n'est vis-à-

---

que constituent l'Afghanistan et le Pakistan, en particulier leur zones tribales transfrontalières, refuge de nombreux combattants terroristes.

vis de l'Ouzbékistan, lequel a parfois été tenté de s'imposer par la force ou par la ruse : en élargissant son enveloppe par des actions de minage ou de construction de postes frontières hors de son territoire.

En effet, comme le rappellent Emmanuel Gonon et Frédéric Lasserre : « On pourra relever que c'est l'État le plus puissant de la région, l'Ouzbékistan, qui se fait le plus critique à l'endroit du tracé de certains segments de frontière, alors que l'attitude des autres républiques consiste plutôt à entériner un tracé hérité, malgré ses imperfections »<sup>143</sup>. On relèvera ainsi par exemple qu'avant que ne soit délimitée officiellement la frontière entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, ce dernier, en Janvier 2000, a mené des incursions chez son voisin et tentait d'y étendre ses frontières par la construction, entre autres, de postes avancés. Le Kazakhstan a dû déployer ses forces armées et demander la tenue d'une réunion d'urgence pour que des discussions soient engagées dès Février 2000 lesquelles ont ensuite débouché sur les accords de 2001 et 2002. Aussi, et même durant les pourparlers, « *Uzbekistan was reportedly continuing to behave provocatively* »<sup>144</sup>. Les mêmes dynamiques s'observent vis-à-vis du Tadjikistan et du Kirghizistan, vis-à-vis desquels la frontière de l'Ouzbékistan n'est pas encore totalement délimitée<sup>145</sup>. Les processus sont ici d'ailleurs particulièrement longs. En effet, la *Defence Academy* relevait, en 2005, que seulement 85% de la frontière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan avaient été délimités tandis que l'*International Crisis Group* notait, en 2002, que seuls 209 des 1 400 kilomètres de frontières entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan faisaient l'objet d'un accord. C'est finalement la mort du Président ouzbékistanais Karimov tenant d'une ligne dure vis-à-vis de ses voisins<sup>146</sup>, et son remplacement par Shavkat Mirziyoyev, en Septembre 2016, qui va changer la donne. Ainsi l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ont signé, en Mars 2018, un accord portant sur la délimitation de la totalité de leur frontière commune dans le cadre

---

<sup>143</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 446.

<sup>144</sup> *Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>145</sup> Tachkent avait d'ailleurs miné ces portions de frontière mais a récemment annoncé, en Janvier 2020, avoir retiré de sa frontière avec le Tadjikistan l'ensemble des mines posées à la fin des années 1990, tandis que les mines posées à la frontière avec le Kirghizistan ont été retirées dans le milieu des années 2000. Selon le Centre national des mines du Tadjikistan, plus de 800 victimes sont tout de même à déplorer du fait de ces mines sur ces trente dernières années.

<sup>146</sup> *Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, *op. cit.*

d'une visite d'État du Président ouzbékistanais à Douchanbé<sup>147</sup>, tandis qu'en Septembre 2017, l'Ouzbékistan s'était entendu avec le Kirghizistan sur un accord de délimitation portant sur plus de 80% de leur frontière commune, soit 1 170 kilomètres. Les 20% restants concernaient les zones les plus litigieuses, notamment au niveau des enclaves de la vallée de Ferghana, mais des pourparlers ont permis d'atteindre 92% de frontière délimitée en 2019<sup>148</sup>. Il faut préciser ici, à l'instar de la *Defence Academy*, que la frontière tadjiko-ouzbékistanaise est l'une des plus problématiques de l'ensemble des espaces post-soviétiques<sup>149</sup>, ce qui explique sans doute la longueur des processus de délimitation. Ce n'est toutefois pas le seul espace encore controversé puisque les deux pays les plus pauvres, le Tadjikistan et le Kirghizistan, sont finalement les pays qui ont le moins avancé dans leur dialogue : sur 970 kilomètres de frontières communes, seuls 519 kilomètres sont délimités<sup>150</sup>.

Il faut désormais préciser que la délimitation des frontières n'équivaut toutefois pas à leur démarcation sur le terrain. Ces accords ne résolvent donc pas globalement le paradoxe évoqué plus haut entre l'affirmation territoriale et le manque de démarcation physique. Même si les élans de matérialisation des frontières vont bon train, de nombreux espaces ne sont toujours pas démarqués et ce processus prendra encore de nombreuses années pour être tout à fait finalisé. Tant que ces questions ne seront pas définitivement résolues, des crises continueront de survenir. Ainsi Murat Lamulin, du Kazakh Institute for Strategic Studies écrivait-il en 2017 : « *One of the existing problems in Central Asia, which must be solved by 2025, is the long length of the unsettled Soviet-era borders [...]. This unresolved border issues [...] retain the risk of developing*

---

<sup>147</sup> YULDASHEV Avaz, « Tachkent mettra aujourd'hui un terme à la question de la délimitation et de la démarcation de la frontière tadjiko-ouzbek » (« В Ташкенте сегодня поставят точку в вопросе демаркации и делимитации таджикско-узбекской границы »), *ASIA-Plus*, 07/01/2020 [en ligne]. <https://asiaplustj.info/ru/news/tajikistan/security/20200107/v-tashkente-segodnya-postavyat-tochku-v-voprose-demarkatsii-i-delimitatsii-tadzhiksko-uzbekskoi-granitsi> [Consulté le 21 Septembre 2020].

<sup>148</sup> KARIMOV Daniyar, « Derniers kilomètres. Le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont presque terminé la délimitation de leur frontière commune » (« Последние километры. Киргизия и Узбекистан практически завершили описание общей границы »), *RG.ru*, 07/08/2019 [en ligne]. <https://rg.ru/2019/08/07/kirgizii-i-uzbekistan-soglasovali-92-procenta-obshchej-gosgranicy.html> [Consulté le 21 Septembre 2020].

<sup>149</sup> RAHIMOV Mirzohid & URAYEVA Galina, *Central Asian Nations & Border Issues*, op. cit., p. 19.

<sup>150</sup> YUSUPOV Abdulrahman, « Le Kirghizistan et le Tadjikistan mènent des pourparlers sur leur frontière » (« Кыргызстан и Таджикистан провели переговоры по границе »), *Anadolu Agency*, 23/02/2020 [en ligne]. <https://www.aa.com.tr/ru> [consulté le 21 Septembre 2020].

*into a large-scale confrontation* »<sup>151</sup>. En 2020, nous pouvons toutefois observer des progrès significatifs, obtenus notamment par le changement de posture internationale de l'Ouzbékistan, qui s'est engagé dans la voie d'une politique de bon voisinage depuis la disparition du Président Karimov. Cela s'illustre notamment par les prises de parole et déclarations officielles des représentants ouzbékistanais. Ainsi par exemple en Octobre 2018, lors de la 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies : le représentant ouzbékistanais Bakhtiyor Ibragimov, a alors vanté les efforts et accomplissements de son pays réalisés en une courte période pour parvenir à une meilleure entente régionale, notamment dans le domaine de la coopération frontalière.

*« Today the situation in this region differs from the one we had not long ago. Thanks to joint efforts of the countries of the region, within a short period of time in Central Asia we've created a fundamentally new political atmosphere, raised the level of political trust, strengthened traditionally friendly and good neighborly relations among ourselves. The important outcome of all of this work is the significant progress in resolving such acute issues as demarcation of borders, management of the water resources, and joint use of transport communications. One should note that these very issues have not only remained unresolved for an extended period of time but were also sources of regional tension. »*

**IBRAGIMOV Bakhtiyor, Address of the Permanent Representative of Uzbekistan during the General Debates of the 73rd session of the UNGA, 01/10/2018.**

Dans le champ de l'étude des crises, il est nécessaire de souligner l'importance de ces progrès car ils se sont réalisés dans « un cadre désormais vide de structures formelles de résolution des conflits, et doté de peu de moyens financiers »<sup>152</sup>. En effet, avec la disparition de l'URSS, les tensions et conflits ne pouvaient plus bénéficier de l'arbitrage direct de Moscou, qui pouvait s'imposer dans la résolution des crises. Les États ont donc dû adapter leurs structures et leurs interfaces de négociations politiques pour répondre à des problématiques hautement crisogènes. L'analyse de cette situation conduit par exemple la *Defence Academy* à conclure, dès 2005 : « *despite the difficulties, the regional republics on the whole have managed to resolve the issue of*

<sup>151</sup> LAMULIN Murat, « Central Asia – 2025. Forecasts for the Development of the Region and Individual States of Central Asia and Changes in the International and Geopolitical Situation by 2025 », *Central Asia's Affairs*, Vol. 4, n° 68, Kazakh Institute for Strategic Studies, 2017, pp. 23-31.

<sup>152</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 446.



*delimitation on a mutually beneficial basis* »<sup>153</sup>. Comme le souligne ce rapport, l'appui du Shanghai Five a d'ailleurs été déterminant puisque ce forum interétatique a offert aux différentes Républiques un espace de discussion et de négociation pour gérer en premier lieu la délimitation et la démarcation de leurs frontières extérieures mais également de leurs frontières intra-régionales. Toutefois, force est de constater que c'est avant tout dans le cadre bilatéral que les progrès les plus significatifs ont été enregistrés.

### 3. Biens communs et espaces partagés

La délimitation progressive des frontières et leur démarcation en cours, n'effacent pas pour autant l'existence d'espaces de crise. Elle tend simplement à en réduire leur prévalence et leur portée. Les événements récents que nous avons cités, par exemple en Mai et Août 2020 au Kirghizistan, nous rappellent ainsi que les tensions n'ont pas disparu. C'est notamment dans le domaine de la répartition et de l'accès aux ressources que se déploient de nombreuses crises. Ces développements sont étroitement liés aux problématiques mondiales du réchauffement climatique et des pressions exercées sur les ressources. La question de l'accès aux terres arables ou la gestion des ressources hydriques et des espaces communs sont des enjeux d'avenir qui posent de sérieux défis aux Républiques d'Asie centrale et plaident, *in fine*, pour un retour à une intégration régionale plus poussée.

#### A. La vallée de Ferghana : un jardin fragmenté, jardin sacrifié ?<sup>154</sup>

La vallée de Ferghana que nous avons déjà évoquée est sans doute un concentré de ce que l'on peut trouver de crises au sein de l'espace centrasiatique. Vicken Cheterian, en 1999, avait posé un résumé limpide et toujours d'actualité de la situation locale : « [la vallée de Ferghana] est un foyer de tensions ethniques, de querelles autour de l'eau et du partage des terres, de trafics d'armes et de drogues, de dissidences

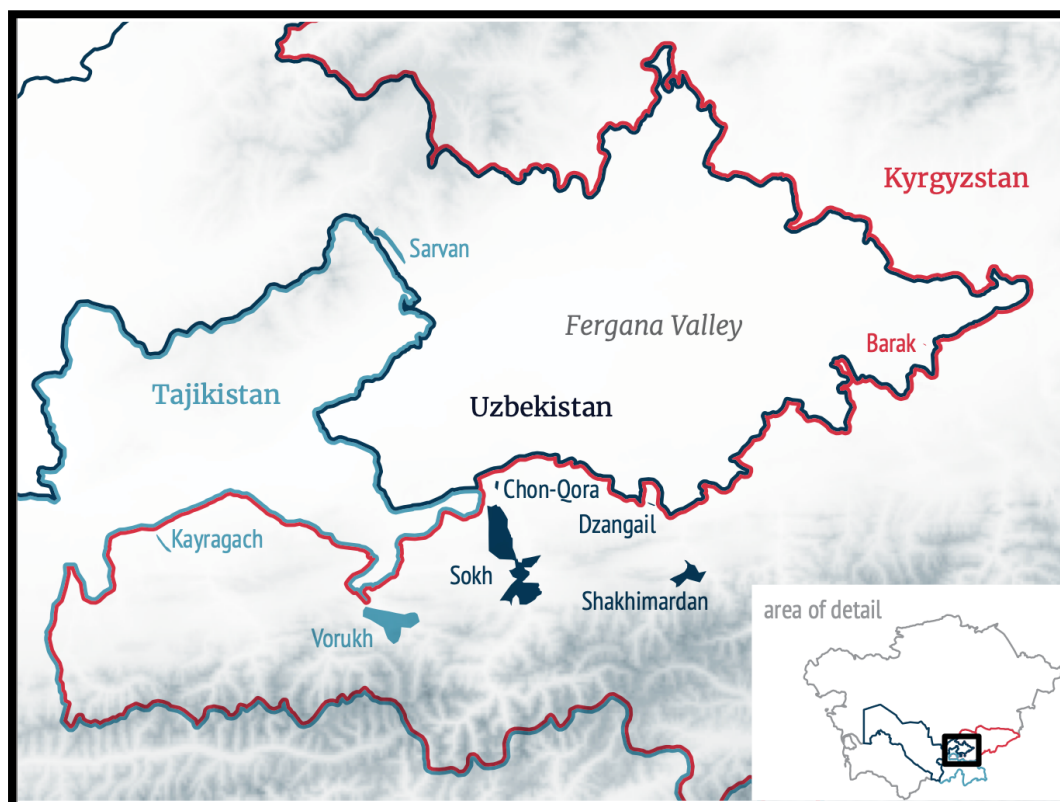
<sup>153</sup> RAHIMOV Mirzohid & URAZAYEVA Galina, *Central Asian Nations & Border Issues*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>154</sup> D'après le titre de la thèse de CARIOU Alain, *Le jardin saccagé – Anciennes oasis et nouvelles campagnes d'Ouzbékistan*, Université Paris IV, dir. Jean-Robert Pitte, soutenue en 2002.

politiques aussi »<sup>155</sup>. En tant qu'espace partagé – entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan – il s'agit ici de montrer combien ce lieu est-il un condensé des problématiques et enjeux d'avenir que rencontrent les Républiques d'Asie centrale.

### **Figure 4 – Les enclaves de la vallée de Ferghana**

© European Union Institute for Security Studies, 2019



La vallée de Ferghana c'est environ 22 000 kilomètres carrés et près de dix millions d'habitants, soit un peu plus d'un cinquième de la population totale d'Asie centrale. « Berceau de l'agriculture irriguée »<sup>156</sup> et région agricole la plus riche de la région, elle compte pour beaucoup dans la richesse des trois États qui se partagent la zone et notamment pour les deux Républiques les plus pauvres. Cette zone est densément peuplée et les réseaux s'organisent entre sept grandes villes : Khodjent, Kokand, Namangan, Andijan, Och, Margilan et Ferghana. Ces villes étaient au cœur d'un maillage territorial intégré (routier, énergétique et hydraulique) à l'époque soviétique qui a été morcelé et cloisonné par l'apparition de nouvelles dyades interétatiques. Car

<sup>155</sup> CHETERIAN Vicken, « La vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 16

<sup>156</sup> CARIU Alain, « Le jardin saccagé. Anciennes oasis et nouvelles campagnes d'Ouzbékistan », *Annales de Géographie*, Tome 113, n° 635, 2004. pp. 51-73 : p. 53.

la vallée de Ferghana se distingue aussi par un treillage atomisé pour cause de nombreuses enclaves et exclaves, qui s'ajoutent, nous l'avons vu, aux périclaves saisonnières et temporaires dont souffrent certains États et notamment le Tadjikistan. On retrouve plusieurs enclaves au sein de la vallée (Cf. Figure n° 4), dont l'existence même est difficile à quantifier. En 2003, Julien Thorez en compte « une dizaine » sans avancer de chiffre exact<sup>157</sup> tandis que la même année, Emmanuel Gonon et Frédéric Lasserre en comptent neuf<sup>158</sup> et que l'*European Union Institute for Security Studies* en dénombre huit en 2019<sup>159</sup>. Assurément, six enclaves sont situées sur le territoire kirghizstanais, les deux autres étant situés en Ouzbékistan. Quatre de ces enclaves sont à l'Ouzbékistan (Emmanuel Gonon et Frédéric Lasserre lui en attribuent une de plus), trois au Tadjikistan, la dernière au Kirghizistan ; toutes sont des zones cultivables, fertiles et irriguées.

Cette situation territoriale inédite et complexe conduit à ce que la mobilité en vallée de Ferghana soit donc particulièrement contrainte et entravée comme le relève Julien Thorez<sup>160</sup>, alors même qu'il s'agit de l'un des espaces les plus dynamiques, socialement et économiquement, et l'un des plus densément peuplés. On apprend d'Emmanuel Gonon et de Frédéric Lasserre que « la répartition des territoires entre les trois peuples de cette région d'Asie centrale a été menée, à grande échelle, sur la base des compétences professionnelles supposées des peuples. Ainsi la limite Kirghizistan-Ouzbékistan correspond à la limite entre deux modes de vie : pasteurs nomades, sur les pentes, et agriculteurs et citadins, en fond de vallée »<sup>161</sup>. De fait, cette répartition conduit à une dépendance essentielle de l'Ouzbékistan en eau vis-à-vis de ses voisins alors même que c'est le pays qui dispose du plus grand nombre de terres cultivées dans la région. Cette situation date de l'Union soviétique qui a cherché à faire de l'Ouzbékistan « une périphérie agricole »<sup>162</sup> fondée notamment sur la culture

---

<sup>157</sup> THOREZ Julien, « Enclaves et enclavement dans le Ferghana post-soviétique », *CEMOTI*, n° 35, 2003, pp. 29-39 : p. 30.

<sup>158</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 442-443.

<sup>159</sup> SINIKUKKA Saari, « Challenges to EU connectivity in Central Asia », *Policy Briefs – European Union Institute for Security Studies*, Juin 2019, p. 3.

<sup>160</sup> THOREZ Julien, « Enclaves et enclavement dans le Ferghana post-soviétique », *op. cit.*

<sup>161</sup> GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *op. cit.*, p. 443.

<sup>162</sup> CARIOU Alain, « Le jardin saccagé... », *op. cit.*, p. 52.

intensive du coton, une plante nécessitant d'énormes quantités d'eau pour assurer sa viabilité. Et l'indépendance du pays n'a pas conduit à une réorientation de ses productions nationales puisque l'Ouzbékistan continue de miser massivement sur cette culture énergivore et continue de gagner chaque année des terres sur le désert grâce à l'extension de ses systèmes d'irrigation. L'agriculture cotonnière représente ainsi aujourd'hui encore 25% du PIB du pays.

Dans le même temps, si l'Ouzbékistan est très largement dépendant de l'eau de ses voisins montagneux que sont le Kirghizistan et le Tadjikistan, ces deux autres pays sont quant à eux fortement dépendants des réseaux routiers ouzbékistanais pour assurer une circulation fluide entre les différentes parties de leurs territoires à travers la vallée de Ferghana. Et même si « l'unification des réseaux domestiques est engagée »<sup>163</sup> et qu'elle devrait, à terme, réduire cette dépendance, force est de constater encore aujourd'hui que l'enclavement expose les trois Républiques centrasiatiques présentes au Ferghana à des relations de dépendance très fortes<sup>164</sup>. La stabilité régionale et la modération des crises dépendent donc pour beaucoup des attitudes et des postures de chacun des États vis-à-vis de ses voisins. Dans la problématique de l'enclavement, on constatera par exemple que l'enclave tadjikistanaise de Voroukh, située au Kirghizistan, n'est finalement qu'un « fait cartographique [et] n'est pas une réalité géographique » puisque les autorités kirghizstanaises n'ont pas démarqué la frontière à cet endroit. De plus, il existe une continuité du réseau routier tadjikistanais entre son territoire et son enclave de Voroukh, dont le passage n'est pas barré par le Kirghizistan. Cette situation n'est pas vraie, en revanche, pour ce qui est du territoire kirghizstanais situé à l'Ouest de Batken. Ce territoire pourtant uni au reste du pays est toutefois isolé par de hautes montagnes où n'existent pas de corridors routiers ; le rejoindre depuis Batken impose de transiter par Isfara, au Tadjikistan, laquelle n'est accessible depuis le Kirghizistan qu'en traversant des portions de territoire ouzbek. Il faut ainsi traverser plusieurs frontières et deux États différents pour relier ces deux portions kirghizstanaises pourtant contiguës. Les ruptures sont donc nombreuses et amplifiées par l'attitude de l'Ouzbékistan qui applique toujours un strict contrôle de ses frontières. Ainsi Julien Thorez explique-t-il que « paradoxalement, alors que son

---

<sup>163</sup> THOREZ Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *op. cit.*, p. 50.

<sup>164</sup> *Ibid.* p. 40.

territoire national est uni, le Kirghizistan est l'État qui semble le plus subir les évolutions politiques contemporaines tant l'enclavement y est généralisé »<sup>165</sup>. Un élément intéressant est ici à rapporter pour mieux comprendre la fermeture plus stricte des frontières ouzbékistanaises : selon Julien Thorez, cette fermeture ne s'exprimerait finalement pas tant vis-à-vis du dehors mais plutôt vis-à-vis du dedans ; en effet, la fermeture ou l'ouverture des frontières conditionnant le commerce régional et donc l'enrichissement des élites locales, leur fermeture serait un moyen pour le pouvoir ouzbékistanais de contenir la richesse et donc l'influence des groupes ferghaniens, vis-à-vis des factions de Tachkent et de Samarkand qui dominent aujourd'hui le jeu politique et souhaitent conserver leur pouvoir.

## B. Crise des ressources hydriques et des espaces maritimes

Au-delà des luttes d'influence et de la partition des espaces vécus, c'est la problématique de la gestion de l'eau en Asie centrale qui est un enjeu crucial pour l'avenir de la région. C'est en réalité la gestion de l'ensemble des ressources hydriques, y compris maritimes, qui est en jeu. Dans un contexte marqué par un réchauffement climatique plus intense que prévu, et une fonte accélérée des glaciers, y compris centrasiatiques<sup>166</sup>, cette gestion revêt un caractère stratégique. En outre, les Républiques d'Asie centrale ont en partage deux espaces maritimes : la mer Caspienne et la mer d'Aral. Si ces deux mers ne bordent pas toutes les Républiques, chacune est concernée par leur destin puisque ces mers sont au cœur des dynamiques régionales d'accès à l'eau.

C'est d'abord vers la gestion des fleuves et des eaux fluviales que va se porter notre regard. Les deux principaux fleuves de la région que sont l'Amu Darya et le Syr Daria – autrefois connus sous les noms d'Oxus et de Jaxartes – sont des éléments essentiels de la vie et de l'identité centrasiatique<sup>167</sup>. Alain Cariou rappelait ainsi en

---

<sup>165</sup> THOREZ Julien, « Enclaves et enclavement dans le Ferghana post-soviétique », *op. cit.*, p. 35

<sup>166</sup> D'après la thèse de GARDELLE Julie, *Évolution récente des glaciers du Pamir-Karakoram-Himalaya : apport de l'imagerie satellite*, Université de Grenoble, dir. Paolo Laj, soutenue en 2012.

<sup>167</sup> On notera à ce sujet d'ailleurs que la région était autrefois connue des Grecs sous le nom de Transoxiane (*i.e.* « au-delà de l'Oxus ») et identifiée comme l'espace entre les deux fleuves que sont l'Amu Darya et le Syr Daria. Par différents rapports de voyageurs puis grâce à l'épopée d'Alexandre, les Grecs savaient que la région était riche et prospère grâce à son agriculture irriguée.

2004 que la région avait été très tôt « mise en valeur par une formidable civilisation hydraulique » et l'on comprend que dans un espace de steppes et de déserts, ces eaux fluviales soient d'une importance capitale. Avec la disparition de l'URSS, de nombreuses rivières autrefois domestiques deviennent des espaces internationaux nécessitant une cogestion en raison de leur partage entre différents États. Erika Weinthal, auteure en 2006 d'un rapport sur les *conflits et coopérations liés à l'eau en Asie centrale*<sup>168</sup> relève que pas moins de 18 rivières sont aujourd'hui transfrontalières et partagées entre les différents États d'Asie centrale. Or ces ressources ont été durablement affectées par la gestion soviétique des ressources et par l'industrialisation de ces pays qui s'est faite au détriment de toute considération environnementale. Ainsi, outre la pollution nucléaire issue de l'ère soviétique, que l'on retrouve à proximité des cours d'eau, ce sont également les fortes pollutions industrielles et agricoles toujours à l'œuvre qui menacent l'intégrité et la viabilité des ressources hydriques en Asie centrale. Pourtant, l'irrigation est essentielle à l'ensemble de la région : en 2005, 75% de l'agriculture kirghizstanaise était irriguée, mais ces chiffres grimpaient à 84% pour Tadjikistan, 89% pour l'Ouzbékistan et jusqu'à 100% pour le Turkménistan<sup>169</sup>. L'eau est ainsi une ressource profondément stratégique pour l'ensemble des États centrasiatiques ce qui donne au Kirghizistan et au Tadjikistan un véritable pouvoir vis-à-vis de leurs voisins en ce qu'ils disposent des principales sources et réserves d'eau, lesquelles tendent toutefois à s'amenuiser en raison de la fonte des glaciers du Pamir et du Karakoram. Les choix effectués par le Tadjikistan et par le Kirghizistan dans leur développement et dans leurs infrastructures ont donc des répercussions sur l'ensemble de la région comme le relève Erika Weinthal : « *upstream water development in Kyrgyzstan and Tajikistan for agriculture or hydroelectricity would most likely obstruct the downstream states' interests in maintaining and even expanding their cotton production* »<sup>170</sup>. On se retrouve ainsi dans une forme de jeu politique à somme nulle – voire négative – pour ce qui est de la gestion des ressources hydriques notamment parce que les bénéfices de la coopération sont asymétriques et inégalement répartis

---

<sup>168</sup> WEINTHAL Erika, *Water Conflict and Cooperation in Central Asia*, Human Development Report 2006, Occasional Papers, n° 32, 36 p.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 5.

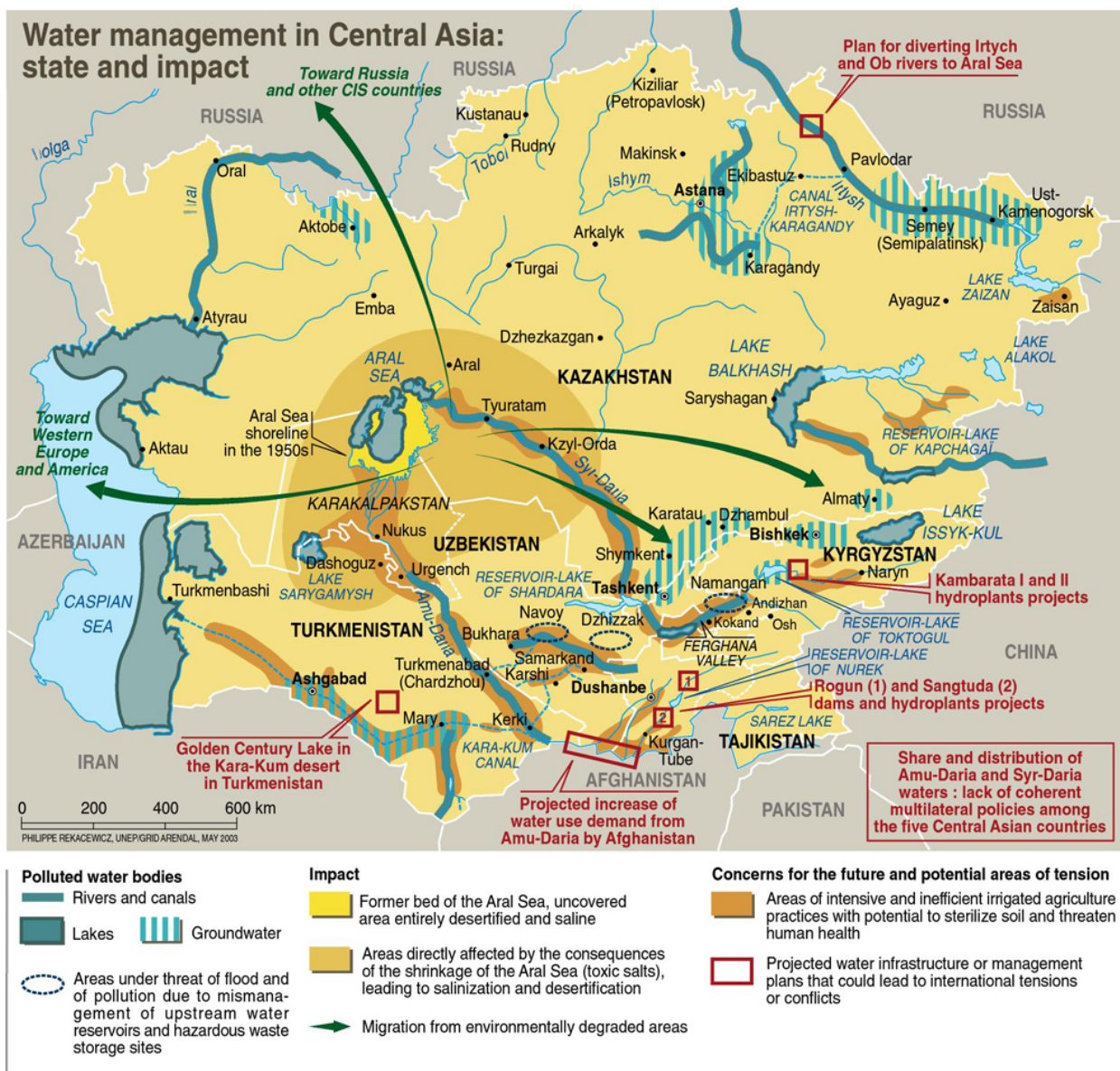
<sup>170</sup> *Ibid.*, p. 7



entre les pays d'amont et d'aval<sup>171</sup>. Cette crise des ressources hydriques est l'une des principales implications de très long terme liées à l'apparition de nouvelles frontières inter-républicaines où la « méfiance mutuelle » et « la primauté systématique des intérêts nationaux » empêche de véritables progrès vers une gestion intégrée des

## Figure 5 – La gestion de l'eau en Asie centrale : états des lieux et impacts

© UNEP, Philippe Rekacewicz



<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 7: « Cooperation over transboundary water resources is extremely arduous because the benefits from cooperation are highly asymmetrical and unevenly distributed ».

systèmes et des ressources hydrauliques : l'accès à l'eau est donc ici comme ailleurs, une source de conflits potentiels particulièrement déterminante<sup>172</sup>.

Les deux principaux fleuves sont donc au cœur d'une crise environnementale alors même qu'ils alimentent normalement la mer d'Aral. Celle-ci offre ainsi un condensé des problématiques hydrauliques de l'Asie centrale et témoigne du désastre écologique et sanitaire lié à la pollution et à l'utilisation intensive des eaux fluviales. La mer d'Aral est en réalité une étendue lacustre partagée entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan mais dont le bassin versant est partagé par les cinq Républiques d'Asie centrale auxquelles s'ajoute l'Afghanistan. Entre 1960 et aujourd'hui, la mer d'Aral s'est rétractée de près de 80% si bien qu'elle est aujourd'hui toujours condamnée à la désertification, malgré quelques signes encourageants<sup>173</sup>. Cette situation est due à des prélèvements d'eau trop importants sur le bassin versant de la mer d'Aral, notamment pour l'irrigation et l'industrie. Mais la désertification de cet espace a des conséquences bien plus larges et bien plus vastes, notamment par ce que les fleuves Amu Darya et Syr Daria ont charrié pendant des décennies les résidus toxiques de l'agriculture intensive et des industries lourdes situées sur leurs bords. Or l'assèchement de la mer a conduit à ramener à la surface des dépôts autrefois emprisonnés par les eaux ce qui entraîne une crise écologique et sanitaire sans précédent. Ainsi les cancers se multiplient dans les régions situées autour de la mer d'Aral (70% de la population du Karakpakistan souffre de maladies chroniques liées à la diffusion de produits toxiques) tandis que la mortalité infantile atteint des niveaux historiques (jusqu'à 60‰ au Karakpakistan par exemple)<sup>174</sup>. L'assèchement spectaculaire de la mer a également bouleversé l'écosystème local et entraîné une salinisation accrue des sols puisque le sel déposé et cristallisé sur des espaces devenus désertiques est emporté par les vents pour se répandre dans l'ensemble des régions alentour. Les espèces endémiques ont

---

<sup>172</sup> Cet enjeu de l'accès à l'eau est un point de nodal de la crisologie centrasiatique. C'est ainsi que Clive Lindley relève que « du fait de la raréfaction en eau, le monde va devoir faire face à de nouveaux enjeux entre États, qui pourraient devenir au cours de ce siècle autant de *casus belli* » ; en Asie centrale, ces enjeux sont déjà au cœur des tensions interétatiques. (LINDLEY Clive, « Asie centrale : le hearland », *op. cit.*, p. 130).

<sup>173</sup> La mer d'Aral, qui s'est désormais scindée en une « petite mer » et une « grande mer » regagne du niveau dans le bassin de la petite mer en raison d'un barrage construit par le Kazakhstan pour empêcher la communication entre ces deux bassins et favoriser la conservation de son versant de la mer. Ce regain n'est qu'en trompe l'œil puisqu'il participe à l'assèchement de l'autre bassin, côté ouzbékistanais.

<sup>174</sup> D'après les chiffres de : VINOGRADOV Sergei & LANGFORD Vance P.E., « Managing transboundary water resources in the Aral Sea Basin: in search of a solution », *International Journal of Global Environmental Issues*, Vol. 1, n° 3/4, 2001, pp. 345-362 ; cité par : WEINTHAL Erika, *Water Conflict and Cooperation in Central Asia*, *op. cit.*, p. 4.

quasiment toutes disparu et les activités de pêche qui étaient essentielles à la vie des communautés locales ne sont plus possibles. Là encore, c'est un jeu à somme négative qui s'impose puisque si les cinq Républiques centrasiatiques affichent leurs ambitions de coopérer, aucune d'entre elles ne souhaite véritablement réduire ses prélèvements dans le bassin versant de la mer d'Aral au risque de pénaliser son agriculture ou son industrie.

Les crises écologiques et environnementales ne touchent toutefois pas que la mer d'Aral et l'on retrouve des problématiques similaires pour ce qui est des grands lacs régionaux, de la mer Caspienne, et des terres environnantes. Julie Gavras, qui anime l'émission *Le Dessous des Cartes*, sur Arte, parle ainsi de « véritable gabegie environnementale »<sup>175</sup> au sujet de cette mer qui est effectivement soumise à de fortes pressions anthropiques. Cette mer, qui constitue la plus grande mer fermée au monde et s'étend sur plus de 370 000 kilomètres carrés, connaît depuis plusieurs années des baisses inquiétantes de niveau<sup>176</sup> qui conduisent, comme pour ce qui est de la mer d'Aral mais dans une bien moindre mesure, à une salinisation accrue des espaces environnants et aux mêmes phénomènes de libération toxique dans l'air. Or les activités humaines sont en plein essor dans cet espace qui comporte de nombreux enjeux économiques et stratégiques. En effet, les sous-sols de la Caspienne sont riches d'hydrocarbures, et notamment de gaz (5% des réserves mondiales) lesquels sont déjà intensément exploités par la Russie et le Kazakhstan, contribuant à une pollution accrue de l'écosystème caspien. C'est aussi l'avènement du tourisme de masse, notamment sur les côtes kazakhstanaïses et iraniennes, qui fragilise les équilibres environnementaux. Pourtant, ces crises écologiques ne sont pas au cœur des coopérations sur le partage de la Caspienne, lesquelles se concentrent sur les enjeux économiques et stratégiques. Ainsi en Août 2018, la signature de la Convention sur le statut de la mer Caspienne consacre la territorialisation de l'espace caspien (l'ensemble de l'espace est partagé et frontiérisé entre les pays riverains) et la gestion partagée des ressources fossiles contenues dans les sous-sols. Ce statut permet en outre de garantir

---

<sup>175</sup> GAVRAS Julie, « Caspienne : une mer surexploitée », *Le Dessous des Cartes*, Arte France, Diffusé le 5 Novembre 2020, 12 minutes.

<sup>176</sup> La mer Caspienne connaît en réalité des oscillations de niveau fréquentes. Toutefois, depuis les années 1950, celles-ci ont tendance à s'amplifier et la tendance générale est largement baissière (-6,72 cm/an en moyenne sur la période 1996-2015 d'après : CHEN, PEKKER, WILSON, TAPLEY, KOSTIANOY, CRETAUX, SAFAROV, « Long-term Caspian Sea level change », *Geophysical Research Letters*, n° 44, pp. 6993-7001, 2017 : p. 6996).

à la Russie et à l'Iran qu'aucune flotte étrangère ne puisse naviguer sur les eaux de la mer Caspienne, mais ne plaide pas en faveur d'une gestion raisonnée de l'espace afin de tenter de contenir les crises environnementales en cours ou à venir.

## Conclusion générale

Cette étude synthétique s'est attachée à montrer que les espaces de crise centrasiatiques sont nombreux et divers, et qu'ils se déploient à la fois dans le champ du réel et dans le champ des représentations et de la perception. À ce titre, les frontières ont été un point d'entrée intéressant pour dresser un tableau crisologique de l'Asie centrale en ce que celles-ci permettent d'interroger l'ensemble des espaces de crise régionaux.

Les frontières extérieures de l'Asie centrale dévoilent ici plusieurs objets intéressants pour l'étude et les théories des crises. Cette analyse a ainsi tenté de formaliser le concept de « crise maîtrisée » ; il s'agit d'un espace comportant de nombreuses potentialités crisogènes, profondément ancrées, mais où le déploiement de politiques habiles permet d'empêcher la survenance de crises en neutralisant au maximum les tensions centripètes. C'est notamment le cas de la frontière entre la Russie et le Kazakhstan, laquelle aurait pu connaître une situation dégradée similaire à ce que l'on observe aujourd'hui en Ukraine. Elle est toutefois aujourd'hui un espace préservé des tensions, grâce à l'équilibre trouvé par le pouvoir kazakhstanaï entre le ménagement des populations russophones et la promotion de l'identité nationale kazakhe, au sein de la citoyenneté kazakhstanaïe<sup>177</sup>.

C'est ensuite la frontière avec la Chine qui a été l'objet d'une attention toute particulière pour ce qu'elle véhicule d'implications géopolitiques et géostratégiques. L'ouverture de cette frontière depuis 1991 et la multiplication des investissements chinois en Asie centrale bouleversent en effet les équilibres sur zone. Surtout, cette étude a permis de dévoiler les implications symboliques de ces bouleversements en avançant le concept de « crise imaginée ». Il s'agit là d'un espace de crise dans le champ des mentalités collectives, qui en appelle à la perception et aux représentations, nourri par des éléments crisogènes réels. Dans le cas présent, cette étude a démontré l'existence d'une peur collective de la Chine, parfois perçue comme un *hégémon* menaçant,

---

<sup>177</sup> Nous renvoyons ici à la distinction qui a été expliquée dans cette étude entre la citoyenneté et la nationalité dans les différentes Républiques d'Asie centrale ; distinction héritée de la période russo-soviétique.



en raison de divers facteurs parmi lesquels la répression brutale des musulmans du Xinjiang ou encore l'asymétrie des relations économiques et commerciales.

Enfin, c'est grâce à l'étude du flanc Sud de l'Asie centrale, au voisinage de « l'arc des crises », que la dualité du concept de crise a pu être pleinement exploitée. En effet, face à une nébuleuse profondément crisogène et conflictuelle, les Républiques centrasiatiques sont contraintes de déployer une forme de résistance active. Celle-ci se construit autour de la perception de menaces réelles mais aussi de l'existence de vastes opportunités économiques et politiques. En ce sens, l'Asie centrale est ici confrontée à l'un de ses plus grands défis stratégiques. Grâce à cet exemple, on comprend bien la complémentarité des analyses géopolitiques et crisologiques pour appréhender globalement un espace complexe.

L'étude de l'environnement crisologique de l'Asie centrale ne s'est toutefois pas limitée aux considérations globales et aux problématiques extérieures puisque nous avons démontré l'existence de nombreux espaces de crise internes à la région. Notre analyse s'est d'abord attachée à comprendre l'hogénèse centrasiatique et notamment les logiques qui ont présidées au dessin de ces frontières inter-républicaines si complexes. Celles-ci se sont en effet construites dans le cadre de la politique soviétique des nationalités et s'inscrivaient alors dans une approche régionale de l'espace. La disparition de ce régionalisme fonctionnel entraînée par la chute de l'URSS a donc conduit à l'émergence d'une cohabitation conflictuelle entre les différentes Républiques, en raison notamment de la fragmentation des espaces nationaux.

Ainsi notre étude a permis de mieux saisir l'ampleur de la crise territoriale que traverse l'Asie centrale depuis 1991 lorsque sont apparues ces cinq nouvelles Républiques indépendantes et souveraines. Cette crise territoriale globale est en réalité nourrie par la multiplication des crises à l'échelle locale. Car le territoire éclaté et fragmenté en certains endroits, et particulièrement en vallée de Ferghana, conduit à l'émergence de nombreuses crises politiques, sociales ou ethniques. Les affrontements sont ainsi nombreux et surviennent encore aujourd'hui, ce qui nous permet d'affirmer que cette crise territoriale, malgré les efforts politiques de démarcation des frontières, n'est pas encore terminée.

Surtout, nous nous sommes ensuite attachés à montrer combien le passage d'une dynamique régionale à des dynamiques nationales avait été complexe dans le cas de la gestion des biens et des espaces communs. Les anciens réseaux ont été bouleversés et le territoire centrasiatique a été d'autant plus fragmenté et enclavé du



fait de l'inadéquation profonde entre le maillage et le treillage des espaces nationaux. Aussi, nous avons pris l'exemple des espaces maritimes et des ressources hydriques pour montrer que l'émergence de nouvelles frontières a ouvert de nouveaux espaces de crise en raison d'un manque de collaboration et d'une méfiance réciproque. Sur l'ensemble de ces biens communs, ce sont des jeux à somme négative qui dominent, amplifiant *de facto* les crises politiques, sanitaires, environnementales et écologiques qui s'y déploient.

Finalement, ces nouvelles frontières internationales sont donc des espaces dynamiques et complexes, où se multiplient les crises tant et si bien que l'on peut dire que l'Asie centrale, plus qu'un espace *de crises*, est un espace *en crise*. D'autant que l'espace centrasiatique est aujourd'hui connecté à cette *modernité liquide* qui participe de l'internationalisation des risques, des menaces et des crises. Pourtant l'Asie centrale est aussi un espace de vastes opportunités à toutes les échelles, et notamment parce que sa position de carrefour eurasiatique couplée à sa situation de *buffer* face à l'extrémisme et au terrorisme global en fait une région hautement stratégique. À de nombreux égards, la sécurité de l'espace centrasiatique intéresse donc la sécurité globale, et son intégration régionale est aujourd'hui envisagée comme un moyen de stabiliser et de développer la zone. Même si ces problématiques mériteraient un développement autonome tant leur tenants et leur aboutissants sont complexes et engagent des jeux de puissance déterminants pour l'avenir de la région, il est nécessaire d'évoquer ici les initiatives de coopération et d'intégration régionales.

Il faut tout d'abord constater que l'intégration régionale autonome – c'est-à-dire portée par les cinq Républiques d'Asie centrale en elles-mêmes – n'avance pas ou peu. À noter toutefois quelques initiatives intéressantes, ainsi la création, en 2002 de la Communauté économique centrasiatique (CECA) qui réunissait quatre des cinq Républiques (le Turkménistan n'avait pas rejoint l'initiative) mais qui a été dès 2004 rejointe par la Russie qui s'est attachée ensuite à fondre cette CECA dans son projet d'Union Économique Eurasiatique. Quelques processus régionaux ont quand même abouti et notamment le Protocole de Semipalatinsk qui fait de l'Asie centrale une zone exempte d'armes nucléaires – excluant ainsi *de facto* l'adhésion de la Russie et de la Chine à ce protocole. Il faut aussi noter la tenue d'un Sommet des chefs d'États d'Asie centrale en 2018 – le dernier avait eu lieu en 2009 – qui ouvre de nouvelles perspectives, notamment grâce au changement de posture diplomatique de l'Ouzbékistan.

En réalité, les programmes régionaux de coopération et d'intégration, qu'ils soient économiques ou sécuritaires, sont majoritairement portés par des puissances extérieures, en fonction de leurs intérêts réciproques. Ainsi nous l'avons évoqué, la Russie garde un rôle dominant dans l'intégration régionale sécuritaire grâce à ses accords bilatéraux mais aussi grâce à la CEI et à l'OTSC. Elle joue aussi un rôle important dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) laquelle souhaite lutter contre les trois fléaux que sont le séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme. De plus en plus, la Russie souhaite également relancer les bases d'une intégration économique régionale russo-centrée car, nous l'avons vu, celle-ci perd de plus en plus de parts de marché dans cette région au profit de la Chine. Car Pékin est également intéressé par les projets d'intégration régionale qu'il supporte et valorise dans le but de renforcer la coopération économique et sécuritaire, et ainsi de stabiliser cette marge centrasiatique dont la paix et la stabilité intéressent directement la situation au Xinjiang. D'autres projets sont également portés par les Occidentaux, en fonction de leurs intérêts économiques et stratégiques. En ce sens, ils s'attachent de plus en plus à inclure l'Afghanistan au sein de méga projets régionaux pour stabiliser le pays et le lancer sur la voie du développement économique. On pense ici au projet CASA 1000 qui vise la construction de lignes à haute tension pour connecter les grilles de réseaux kirghizstanaïses, tadjikistanaïses, afghanes et pakistanaïses ; mais aussi au gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) qui permettrait de rééquilibrer les échanges énergétiques régionaux dans une logique Nord-Sud. Globalement, les stratégies des grandes puissances s'affrontent : les États-Unis, dans une logique de *containment* de la Chine veulent promouvoir l'axe Nord-Sud, tandis que l'Europe et la Chine s'imposent en faveur de l'axe Est-Ouest, et que la Russie scrute tous les projets en adoptant une attitude opportuniste sans autre stratégie, semble-t-il, que de conserver sa mainmise sur son étranger proche<sup>178</sup>.

Actuellement, force est de constater, à l'instar du Colonel Daniel Pasquier, ancien Attaché de défense sur zone, qu'il « n'est pas réaliste d'envisager aujourd'hui une véritable intégration régionale et l'avènement d'une association des États de l'Asie centrale du type ASEAN »<sup>179</sup> même s'il note également quelques dynamiques

---

<sup>178</sup> Lo Bobo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ? », *op. cit.*

<sup>179</sup> PASQUIER, Daniel, « Coopération régionale entre les républiques d'Asie centrale : état des lieux et perspectives », *Revue Défense Nationale*, Vol. 828, n° 3, 2020, pp. 107-114 : p. 107.

intéressantes, parmi lesquelles l'ouverture ou la réouverture, en 2019, de 26 voies de communication entre les différents pays d'Asie centrale.

Cette analyse retiendra finalement que les espaces de crise qui se déploient au sein de l'espace centrasiatique sont d'un intérêt majeur pour la sécurité globale. D'abord parce que toutes les puissances s'y côtoient et que leurs intérêts stratégiques y sont parfois contraires. Dans ce contexte, des tensions globales pourraient émerger à partir de frictions centrasiatiques. Ensuite parce que les problématiques rencontrées par les Républiques d'Asie centrale en matière de lutte contre l'extrémisme, les flux illégaux et le terrorisme intéressent l'ensemble de la communauté mondiale et notamment l'Occident, vivement frappé par le terrorisme islamique international ces dernières décennies. Aussi parce que les Républiques centrasiatiques sont un carrefour au sein de l'espace eurasiatique et qu'elles permettent de connecter l'Europe, la Russie, la Chine et le sous-continent indien. Enfin parce que l'Asie centrale est vivement touchée par des crises environnementales et écologiques qui sont aussi au cœur des enjeux de notre XXI<sup>e</sup> siècle. La pollution est là-bas très forte et donne à voir des crises sociales et de santé publique d'ampleur, tandis que l'accès à l'eau devient une véritable source de tensions.

À bien des égards, la formalisation d'une crisologie exacte de l'Asie centrale devrait donc intéresser les études sur les crises dans le champ des relations et de la conflictualité internationales tant cet espace millénaire est encore aujourd'hui source d'enseignements et d'inspiration pour une meilleure compréhension des grandes tendances et dynamiques eurasiatiques, à l'heure où la montée des tensions entre les différents pôles de puissance mondiaux pose de nouvelles menaces sur la paix du continent eurasiatique.

*« Intensification of international terrorism, illegal migration, drug trafficking and the proliferation of weapons of mass destruction present serious threats to Eurasian security. [...] At the same time, the most serious challenges for pan-European security arise from the rivalry of major powers and regional conflicts. [...] The potential for conflict in Europe and Asia continues and has increased due to the confrontation of leading powers and world centers of power. Trust between the parties has been completely destroyed: they are not ready for coordinated actions to neutralize contemporary challenges and threats. This creates a security vacuum and is the basis for instability in Eurasian space ».*

**DUBOVTSSEV Georgy, « Eurasian security: current issues and ways of ensuring security in the region », *Central Asia Affairs*, Vol. 4, n°72, Kazakh Institute for Strategic Studies, 2018, pp. 26-33.**

## Bibliographie indicative

### **Documents historiques**

STALINE, « Le marxisme et la question nationale » (1913), *in* : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 41-42, 1996 : « Nation, nationalités et nationalismes en Europe de 1850 à 1920 » (I) sous la direction de René Girault, pp. 50-51.

### **Ouvrages généraux et manuels**

BALZACQ T., CHARILLON F., RAMEL F. (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Science Po, 2018, 400 p.

BOULANGER Philippe, *Géographie militaire et géostratégie. Enjeux et crises du monde contemporain*, coll. U, Paris, Armand Colin, 2015, 320 p.

LAGANE Guillaume, *Théorie des relations internationales. Des idées aux États*, coll. Optimum, Paris, Ellipses, 2016, 226 p.

MARCHAND Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie*, Paris, Autrement, 2020 (4<sup>e</sup> éd.), 96 p.

MONGRENIER Jean-Sylvestre & THOM Françoise, *Géopolitique de la Russie*, coll. Que sais-je, Paris, PUF, 2018, 128 p.

ROCHE Jean-Jacques, *Relations internationales* (7<sup>e</sup> éd.), L.G.D.J., Paris, Lextenso éditions, 2014, 352 p.

VEDRINE Hubert, *Continuer l'Histoire*, Paris, Fayard, 2007.

VEDRINE Hubert, *Le monde au défi*, Paris, Fayard, 2016.

WALTZ Kenneth N., *Theory of International Politics*, Addison-Wesley Publishing Company, Menlo Park, Californie, 1979, 251 p.

WENDT Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge Studies in International Relations n°67, Cambridge University Press, 2003, 429 p.

ZAJEC Olivier, *Introduction à l'analyse géopolitique. Histoire, outils, méthodes*, Monaco, Éditions du Rocher, 2018, 272 p.

ZAJEC Olivier, *Frontières. Des confins d'autrefois aux murs d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Chronique, 2017, 183 p.

## **Documents et rapports officiels**

CHEN, PEKKER, WILSON, TAPLEY, KOSTIANOY, CRETAUX, SAFAROV, « Long-term Caspian Sea level change », *Geophysical Research Letters*, n° 44, pp. 6993-7001, 2017.

*United States Strategy for Central Asia 2019-2025. Advancing Sovereignty and Economic Prosperity*, U.S. Department of State, Février 2020 [En ligne]. <https://www.state.gov/united-states-strategy-for-central-asia-2019-2025-advancing-sovereignty-and-economic-prosperity/> [Consulté le 30 Juin 2020].

WEINTHAL Erika, *Water Conflict and Cooperation in Central Asia*, Human Development Report 2006, Occasional Papers, n° 32, 36 p.

*Fragile State Index Annual Report 2019*, Washington, Fund For Peace [En ligne] <https://fundforpeace.org/wp-content/uploads/2019/04/9511904-fragilestatesindex.pdf> [Consulté le 03 Septembre 2020].

## **Ouvrages spécialisés**

CHANDRA Amiya, *India-Central Asia Relations*, Pentagon Press, 2015, 248 p.

FOUCHER Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991 (1988), 691 p.

DAVENEL Yves-Marie, *Renouveau culturel et diversité nationale au Kazakhstan. Les associations culturelles tatares*, Paris, Petra, 2013, 314 p.

HAUGEN Arne, *The Establishment of National Republics in Soviet Central Asia*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, 280 p.

FUKUYAMA Francis, *The End of History and the Last Man*, New-York, Free Press, 1990.

LO Bobo, *Axis of Convenience: Moscow, Beijing, and the New Geopolitics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008, 277 p.

OHMAE Kenichi, *The Borderless World*, New-York, Harper Business, 1990.

ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 326 p.

ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, Paris, PUF, 2010 (4<sup>e</sup> éd.).

THOREZ Julien (dir.), *Asie Centrale. Des indépendances à la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2015.

SNYDER Richard, BRUCK Henry, SAPIN Burton, *Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1954.

## Thèses

CARIOU Alain, *Le jardin saccagé – Anciennes oasis et nouvelles campagnes d'Ouzbékistan*, Université Paris IV, dir. Jean-Robert Pitte, soutenue en 2002.

GARDELLE Julie, *Évolution récente des glaciers du Pamir-Karakoram-Himalaya : apport de l'imagerie satellite*, Université de Grenoble, dir. Paolo Laj, soutenue en 2012.

THOREZ Julien, *Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale – Géographie de la transformation post-soviétique*, Université de Paris X – Nanterre, dir. Michel Sivignon, soutenue en 2005.

## Essais et analyses

ABDELHAK Bassou, *Combattants terroristes étrangers : le temps des retours*, OCP Policy Center, Rabat, Maroc, Janvier 2017 [En ligne]. <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/OCPPC-PP1701.pdf> [Consulté le 4 Décembre 2019].

BLANK Stephen, « Is China about to make military moves in Central Asia? », *Central Asia-Caucasus Institute*, 09/05/2016 [En ligne]. <https://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13358-is-china-about-to-make-military-moves-in-central-asia?.html> [Consulté le 24/08/2020].

BOUTROS-GHALI B., BUSH G., CARTER J., GORBATCHEV M., TUTU D., *Essays on Leadership*, Perspectives on Prevention, Carnegie Corporation, Washington, 1998.

BORDACHEV Timofei, « From a Eurasian Bridge towards Common Development Space, Session One: Transport Corridors » *Transport Corridors in Eurasia: New Ways of Cooperation*, II International Conference, Astana, 14 Mars 2016.

BRZEZINSKI Zbigniew, *The Great Chessboard*, New-York, Basic Books, 1997, 223 p. [*Le grand échiquier*, Paris, Bayard, 1997, 273 p.].

CAGNAT René « Asie Centrale, essai de prospective : les jeux sont faits... ou presque ! 1/2 », *in* : *Stratégie maritime, stratégie globale*, RDN n°789, Paris, Avril 2016, pp. 84-90.

CAGNAT René « Asie Centrale, essai de prospective : les jeux sont faits... ou presque ! 2/2 », *in* : *Projection de force*, RDN n°790, Paris, Mai 2016, pp. 71-76.

*Central Asia: Border Disputes and Conflict Potential*, ICG Asia Report n°33, International Crisis Group, Bruxelles, Avril 2002, 25 p.

CHENGDE Yin, « A New Era For Chinese Diplomacy », *China US Focus*, 18 Janvier 2018 [En ligne]. <https://www.chinausfocus.com/foreign-policy/a-new-era-for-chinese-diplomacy> [Consulté le 08/09/2020].

CHETERIAN Vicken, « L'Asie Centrale entre nationalisme et islamisme », *in* : *Le Monde diplomatique*, n°612, Mars 2005, pp.12-13.



CLEM Ralph, « From the Arab Street to the Silk Road: Implications of the Unrest in North Africa for the Central Asian States », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 52, n° 2, 2011, pp. 228-241.

DUBOVTSEV Georgy, « Eurasian Security: Current Issues and Ways of Ensuring Security in the Region », *in: Central Asia's Affairs*, Vol. 4/2018, n°72, Nour-Soultan, Kazakhstan, pp. 26-35.

DUBOVTSEV Georgy, « Military Aspects of Antiterrorism Protection », *in: Central Asia's Affairs*, Vol. 4/2017, n°68, Nour-Soultan, Kazakhstan, pp. 32-39.

DUFOUR Jean-Louis, *Les crises internationales de Pékin (1900) à Bagdad (2004)*, Éditions complexe, Bruxelles, 2004, 330 p.

FACON Isabelle, « 2015 : de nouvelles voies pour le partenariat stratégique sino-russe », *in: Verdun 100 ans après*, RDN n°787, Paris, Février 2016.

GAVRILIS George, *Central Asia's Borders: The Next Twenty-Five Years*, PONARS Eurasia Policy Memo, n°402, IERES, Washington, Novembre 2017.

IMANALYEV Muratbek, « Eurasian Identity as a Method of Uniting the Peoples of Central Asia », *in: Central Asia's Affairs*, Vol. 3/2018, n°71, Nour-Soultan, Kazakhstan, pp. 18-23.

KARIN Yerlan, « Opening Speech of Director of Kazakh Institute for Strategic Studies under President of Kazakhstan », *Transport Corridors in Eurasia: New Ways of Cooperation*, II International Conference, Astana, 14 Mars 2016, p. 75.

KHAN Muqtedar, *Where is Central Asia in the Current U.S. Grand Strategy*, Issue n°106, Center for Global Policy, Août 2019 [En ligne]. <https://cgpolicy.org/articles/where-is-central-asia-in-the-current-u-s-grand-strategy/> [Consulté le 30 Juin 2020]

LATIF MIRZA Zahid, « Afghanistan Imbroglia and Prospects of Constructive Role by Shanghai Cooperation Organisation », *in: Central Asia's Affairs*, Vol. 4/2017, n°68, Nour-Soultan, Kazakhstan, pp. 40-55.

LAUMULIN Murat, « The Current Political Development and International Position of "Post-Karimov" Uzbekistan (The View of Western Experts) », *in: Central Asia's Affairs*, Vol. 4/2018, n°72, Nour-Soultan, Kazakhstan, pp. 7-25.

LAUMULIN Murat, « Central Asia – 2025. Forecast for the Development of the Region and Individual States of Central Asia and Changes in the International and Geopolitical Situation by 2025 », *in: Central Asia's Affairs*, Vol. 4/2017, n°68, Nour-Soultan, Kazakhstan, pp. 23-31.

LARUELLE Marlène, *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, Pétra, 2007, 314 p.

Lo Bobo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ? », Notes de l'IFRI, *Russie.Nei.Visions*, n° 82, Janvier 2015, 26 p.

MACKINDER H. John, « The Geographical Pivot of History », *in* : *Geographical Journal*, Vol. 23, n°4, Londres, Avril 1904, pp. 421-437.

MCGLINCHY Eric, « Questioning Sinophobia in Central Asia », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n°630, Décembre 2019, 6 p.

MORIN Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Éditions du Seuil, 2005, 160 p.

RADVANYI Jean, *Les États postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, coll. U, Paris, Armand Colin, 2011 (3<sup>e</sup> éd.), 272 p.

RAHIMOV Mirzohid & URAZAEVA Galina, *Central Asian Nations & Border Issues*, Conflict Studies Research Centre, Central Asian Series 05/10, Defence Academy of the United Kingdom, Camberley, Mars 2005, 23 p.

SCHWELLER Randall L., « Bandwagoning for Profit. Bringing the Revisionist State Back In », *in* : *International Security*, Vol. 19, n°1, Été 1994, pp. 72-107.

SHISHKIN Philip, *Central Asia's Crisis of Governance*, Asia Society Policy Institute, Washington, Janvier 2012 [En ligne]. [https://asiasociety.org/files/pdf/120215\\_central\\_asia\\_crisis\\_governance.pdf](https://asiasociety.org/files/pdf/120215_central_asia_crisis_governance.pdf) [Consulté le 30 Juin 2020].

SINKKONEN Elina, *China-Russia Security Cooperation, Geopolitical Signalling with Limits*, FIIA Briefing Paper n°231, Helsinki, Finish Institute of International Affairs, Janvier 2018 [En ligne]. <https://www.fiaa.fi/en/publication/china-russia-security-cooperation> [Consulté le 3 Janvier 2020].

SINIKUKKA Saari, « Challenges to EU connectivity in Central Asia », *Policy Briefs – European Union Institute for Security Studies*, Juin 2019, p. 3.

STARR Frederick, « Plaidoyer pour une Grande Asie centrale », *in* : *Politique étrangère*, 2008/3, Automne 2008, pp. 549-560.

TEURTRIE David & RADVANYI Jean, *Les frontières russes entre effets d'héritages et nouvelles polarités*, Géoconfluences, Lyon, 2009 [En ligne]. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/geoconfluences/doc/etpays/Russie/RussieScient4.htm> [Consulté le 1<sup>er</sup> Décembre 2019].

XULONG Chen, *Win-Win Cooperation: Formation, Development and Characteristics*, China Institute of International Studies, 17 Novembre 2017, [En ligne]. [http://www.ciis.org.cn/english/2017-11/17/content\\_40072596.htm](http://www.ciis.org.cn/english/2017-11/17/content_40072596.htm) [Consulté le 01/09/2020].

## Articles universitaires

BALLAND Daniel, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques », *Hérodote*, n° 84, 1997, pp. 77-123 : p. 115.

BALLIF Florine & ROSIERE BELIN Stéphane, « Le défi des teichopolitiques. Analyser la fermeture contemporaine des territoires », *L'Espace géographique*, 2009/3, Vol. 38, pp. 193-206.

BAUELLE Guy, « Quadrillage, treillage, maillage : discussion », *L'Espace géographique*, Tome 26, n° 1, 1997. pp. 79-80.

BENINI Roberta, « La politique régionale en U.R.S.S. : conceptions et expériences », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 12, n°3, 1981, pp. 81-115.

BRUNET Roger, « Du maillage au treillage », *L'Espace géographique*, Tome 26, n° 1, 1997, p. 81.

CARIOU Alain, « Les corridors centrasiatiques des nouvelles routes de la soie : un nouveau destin continental pour la Chine », *in*: *L'Espace géographique*, 2018/1, Vol. 47, pp. 19-34.

CARIOU Alain, « Le jardin saccagé. Anciennes oasis et nouvelles campagnes d'Ouzbékistan », *Annales de Géographie*, Tome 113, n° 635, 2004. pp. 51-73 : p. 53.

CHAUDET Didier, « L'Iran en Asie centrale : un engagement pragmatique et limité », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 70-72.

GONON Emmanuel & LASSERRE Frédéric, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 47, n° 132, 2003, pp. 433-461.

HURLEY, MORRIS, PORTELANCE, *Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective*, CGD Policy Paper n°121, Mars 2018, 37 p.

JARLOY Boris, « L'Asie Centrale : confins ou pivot ? L'ordre et la horde », *Sécurité globale*, 2018/2, n°14, pp. 5-30.

KALIKA Arnaud, « La perception russe de sa propre sécurité : mythes et réalités », *in*: *Sécurité globale*, 2016/1, n°5, pp. 81-86.

KELLNER Thierry. « Le règlement des questions frontalières... entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », *Relations internationales*, Vol. 145, n° 1, 2011, pp. 27-51.

LACOSTE Yves, « Le pivot géographique de l'Histoire : une lecture critique », *in*: *Hérodote*, Paris, La Découverte, 2012/3, n°146-147, pp. 139-158.

LACOSTE Yves & CLERO Jean-Pierre, « Le dépérissement de l'idée de frontière ? », *in* : *Cités*, Vol. 31, n°3, 2007, pp. 127-133.

LINDLEY Clive, « Asie Centrale : le Heartland », *Le Débat*, Vol. 2009/1, n°153, Paris, Gallimard, pp. 115-130.

MARRANGE Céline, « La posture internationale de la Russie depuis l'annexion de la Crimée », *Questions Internationales*, « Russie la puissance solitaire », n°101, Janvier-Février 2020, La documentation Française, pp. 68-75.

MESZAROS Thomas, « Crise », *in* : Durieux B., Jeangène Vilmer J.-B., Ramel F. (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, 2017, p. 321-329.

MESZAROS Thomas, « L'autonomisation du concept de crise dans le champ de la conflictualité internationale », *Le débat stratégique en revue*, RDN n°800, Paris, 2017, pp. 108-112.

MESZAROS Thomas & COLIGNY Amaury (de), « Perceptions, décisions et rationalité dans la gestion des crises Éléments de réflexion sur la rationalité interprétative dans le cas de l'affaire Merah », *Stratégique*, 2015/3, n° 110, p. 139-151.

PAGE Arnaud, « Un "pivot" inamovible ? Genèse(s) et usages du *Heartland* de Halford J. Mackinder », *in* : *Outre-Terre*, Vol. 48, n°3, pp. 357-369.

PASQUIER, Daniel, « Coopération régionale entre les républiques d'Asie centrale : état des lieux et perspectives », *Revue Défense Nationale*, Vol. 828, n° 3, 2020, pp. 107-114.

PETRIC Boris, « Pogroms contre les Ouzbeks à Och », *Hérodote*, n° 138, 2010, pp. 58-65.

PEYROUSE Sébastien, « Discussing China: Sinophilia and sinophobia in Central Asia », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 7, Issue 1, 2016, pp. 14-23.

POUJOL Catherine, « Limites spatiales, frontières sociales : du visible à l'invisible dans l'espace géographique, économique et social de l'Asie centrale contemporaine », *in* : *Diogène*, 2014/2-3, n°246-247, pp. 76-98.

RACINE Jean-Luc, « Tensions sur le flanc Sud : Afghanistan, Pakistan, Inde », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 73-79.

RAFFESTIN Claude, « Espace, temps, frontière », *Cahiers de géographie du Québec*, Vol. 18, n° 43, pp. 23-34 : p. 25.

SCHEPPELE Kim Lane, « Le droit de la sécurité internationale. Le terrorisme et l'empire sécuritaire de l'après-11 septembre 2001 », *in* : *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008/3, n°173, pp. 28-43.

STARR Frederick, « Rediscovering Central Asia », *The Wilson Quarterly*, Vol. 33, n° 3, 2009, pp. 33-43.

TARANKO ACOSTA Nikita, « Russophones en Ukraine : minorité ethnolinguistique ou majorité fonctionnelle ? », *Center For Russia and Eastern Europe Research*, Genève, Mars 2019.

TEURTRIE David & RADVANYI Jean, *Les frontières russes entre effets d'héritages et nouvelles polarités*, Géoconfluences, Lyon, 2009 [En ligne]. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/geoconfluences/doc/etpays/Russie/RussieScient4.htm> [Consulté le 1er Décembre 2019].

THOREZ, Julien, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, nations et régions en recomposition », *L'esprit du temps*, n°48, 2016, pp. 28-59.

THOREZ Julien. « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *Flux*, Vol. 70, n° 4, 2007, pp. 33-48.

THOREZ Julien, « Enclaves et enclavement dans le Ferghana post-soviétique », *CEMOTI*, n° 35, 2003, pp. 29-39.

VEDRINE Hubert. « Relations internationales : repenser les concepts, réinventer les méthodes », *Revue internationale et stratégique*, Vol. 41, n°1, 2001, pp. 23-28.

WIENER A. J. & KAHN H., « Crisis », *International Encyclopedia of the Social Sciences*, MacMillan, New-York, 1968, pp. 510-511.

ZIPPER DE FABIANI Henry & BOULEGUE Mathieu, « Le nouveau Grand jeu centrasiatique », *Questions Internationales*, « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », n°82, Novembre-Décembre 2016, La documentation Française, pp. 10-19.

## Articles de presse

CHETERIAN Vicken, « La vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale », *Le Monde Diplomatique*, Mai 1999, pp. 16-17.

KARIMOV Daniyar, « Derniers kilomètres. Le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont presque terminé la délimitation de leur frontière commune » (« Последние километры. Киргизия и Узбекистан практически завершили описание общей границы »), *RG.ru*, 07/08/2019 [en ligne]. <https://rg.ru/2019/08/07/kirgiziia-i-uzbekistan-soglasovali-92-procenta-obshchej-gosgranicy.html> [Consulté le 21 Septembre 2020].

SATPAYEV Dosym, « Six raisons du sentiment anti-chinois au Kazakhstan » (*Shest' prichin antikitayskikh nastroyeniy v Kazakhstane*), *Forbes Kazakhstan*, 04/11/2019 [En ligne] <https://forbes.kz//process/expertise/shest-prichin-antikitayskih-nastroeniy-v-kazahstane/> [Consulté le 02/09/2020].

SUBRAMANIAN K., « Caught in the Central Asian vortex », *The Hindu*, 17/05/2015 ; [En ligne] <https://www.thehindu.com/books/caught-in-the-central-asian-vortex/article7215033.ece> [Consulté le 28 Août 2020].

TARANKO ACOSTA Nikita, « Ukrainisation à marche forcée », *Le Monde Diplomatique*, n° 782, Mai 2019.

URAN KYZY Aruuke, « Why Is Anti-Chinese Sentiment on the Rise in Central Asia? », *The Diplomat*, 08/10/2019 [En ligne]. <https://thediplomat.com/2019/10/why-is-anti-chinese-sentiment-on-the-rise-in-central-asia/> [Consulté le 11/09/2020].

YULDASHEV Avaz, « Tachkent mettra aujourd'hui un terme à la question de la délimitation et de la démarcation de la frontière tadjiko-ouzbek » (« В Ташкенте сегодня поставят точку в вопросе демаркации и делимитации таджикско-узбекской границы »), *ASIA-Plus*, 07/01/2020 [en ligne]. <https://asiaplustj.info/ru/news/tajikistan/security/20200107/v-tashkente-segodnya-postavyat-tochku-v-voprose-demarkatsii-i-delimitatsii-tadzhiksko-uzbekskoi-granitsi> [Consulté le 21 Septembre 2020].

YUSUPOV Abdulrahman, « Le Kirghizistan et le Tadjikistan mènent des pourparlers sur leur frontière » (« Кыргызстан и Таджикистан провели переговоры по границе »), *Anadolu Agency*, 23/02/2020 [en ligne]. <https://www.aa.com.tr/ru> [consulté le 21 Septembre 2020].

## **Ressources audio et vidéo**

DELORME Florian, « Asie Centrale : la Terre du milieu », *CulturesMonde*, France Culture, Diffusé en Janvier 2017, [Émission de radio ; 4 épisodes]. <https://www.franceculture.fr/emissions/culturesmonde/asie-centrale-la-terre-du-milieu>

GAVRAS Julie, « Caspienne : une mer surexploitée », *Le Dessous des Cartes*, Arte France, Diffusé le 5 Novembre 2020, 12 minutes [Série télévisée]. <https://www.arte.tv/fr/videos/091146-014-A/le-dessous-des-cartes/>

MIRZOEVA Gulya, « Asie centrale, l'appel de Daesh », *Thema*, Arte France, Diffusé le 1<sup>er</sup> Septembre 2020, 55 minutes [Émission télévisée]. <https://www.arte.tv/fr/videos/088016-000-A/asie-centrale-l-appel-de-daesh/>